HAL
open science

Mémoire d'Habilitation à diriger des recherches : Temps et pouvoir dans la ville

Sophie Didier

▶ To cite this version:

Sophie Didier. Mémoire d'Habilitation à diriger des recherches : Temps et pouvoir dans la ville. Géographie. Université Paris Ouest Nanterre la Défense, 2015. tel-01253258

HAL Id: tel-01253258
https://shs.hal.science/tel-01253258

Submitted on 9 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

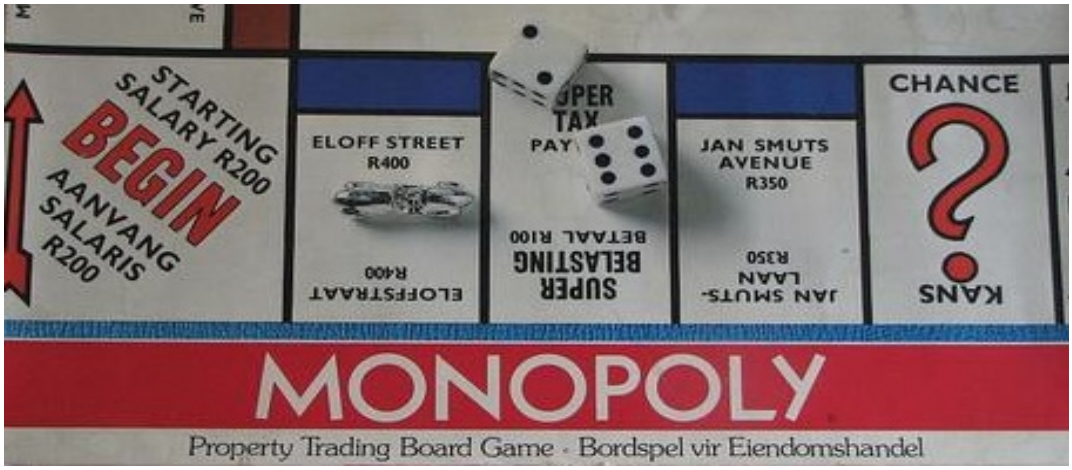
université Paris Ouest
Nanterre La Défense

Sophie DIDIER

Mémoire d'Habilitation à diriger des recherches

Temps et pouvoir dans la ville

Volume un : Position et projet scientifique



Présenté le vendredi 04 décembre 2015

devant un jury composé de :

Marie-Hélène Bacqué, Professeure, Université Paris Ouest, Marraine de l'HDR

Julie-Anne Boudreau, Professeure, INRS Montréal, rapporteur

Alain Dubresson, Professeur émérite, Université Paris Ouest

Philippe Gervais-Lambony, Professeur, Université Paris Ouest

Jérôme Monnet, Professeur, Université Paris Est, rapporteur

Jennifer Robinson, Professeure, University College London

Remerciements

La place est comptée, et les oublis sont toujours forcément nombreux dans ce type de recension, aussi je me limiterai dans cette section de remerciements aux collègues qui m'ont permis de trouver ces dernières années un sens au collectif de la recherche, à leur façon et de différentes manières : "figures tutélaires" et collègues lointains toujours prêts à discuter autour d'un verre, premier cercle des co-auteurs/camarades de terrain, collègues embarqués dans les mêmes navires institutionnels ou scientifiques, et enfin tout ceux qui n'ont pas ménagé leurs encouragements pour que je monte le présent dossier. Certains sont multi-cartes et polyvalents, et c'est tout à leur honneur.

Un merci amical donc à Claire Bénit-Gbaffou, Christine Bouisset, Bernard Bret, Grégory Busquet, Guénola Capron, Laurent Clavel, Béatrice Collignon, Dominique Darbon, Mustafa Dikeç, Frédéric Dufaux, Sylvie Fol, Laurent Fourchard, Jean Gardin, Liette Gilbert, Claire Hancock, Judith Hayem, Myriam Houssay-Holzschuch, Cynthia Kros, Frédéric Landy, Alan Mabin, Marianne Morange, Sophie Moreau, Walter Nicholls, Sue Parnell, Elisabeth Peyroux, Pascale Philifert, Aurélie Quentin, Estienne Rodary, Naomi Roux, Aurelia Segatti, Ed Soja, Amandine Spire, Janie Swanepoel, Jean-Louis Tissier et Stéphanie Vermeersch.

Je tiens aussi à remercier particulièrement les membres de ce jury d'avoir accepté l'invitation à siéger. Ils n'ont pas été sollicités au hasard : tous représentent des étapes particulières de l'avancement de mes travaux, soit directement dans nos collaborations passées, soit par l'intermédiaire de leurs écrits et par leur influence sur mon propre cheminement. Leur jugement aujourd'hui m'importe moins que la discussion que nous pourrons avoir, et je m'en réjouis d'avance.

Merci sincèrement à Marie-Hélène Bacqué d'avoir accepté d'être ma Marraine, ainsi qu'à Julie-Anne Boudreau, Alain Dubresson, Philippe Gervais-Lambony, Jérôme Monnet et Jennifer Robinson d'être de ce jury.

Avant-propos

> *"'How could you begin?' said she. 'I can comprehend your going on charmingly, when you had once made a beginning; but what could set you off in the first place?'*
>
> *'I cannot fix on the hour, or the spot, or the look, or the words, which laid the foundation. It is too long ago. I was in the middle before I knew that I had begun.'"*[1]

La rédaction d'un dossier de demande d'Habilitation à diriger des recherches procède d'un curieux exercice, qui ne manque d'ailleurs pas d'intriguer les collègues étrangers à qui on en explique le pourquoi du comment. Ni franchement méta-commentaire de textes déjà rédigés, ni franchement inédit scientifique à part entière, le modèle varie selon les disciplines, selon les universités dans lesquelles les dossiers sont déposés, jusqu'à avoir même depuis une dizaine d'années largement changé, dans ses attendus, pour la discipline qui me concerne au premier chef, à savoir la Géographie[2]. Savoir donc par quel bout commencer (et surtout quel ton adopter) est ce qui prend très certainement le plus de temps. On commence donc par lire attentivement les recommandations de la section CNU à laquelle on est rattaché, puis on se laisse pousser (par imitation sans doute) à écluser un certain nombre de précédents disponibles auprès des collègues bienveillants qui sont déjà passés par là. Si tout va bien, au bout de quelques mois de lecture et de cogitations, on patine ferme et on s'interroge, sur sa propre capacité à rendre compte honnêtement d'un parcours pas forcément linéaire, et surtout sur la légitimité de ces fameuses "avancées scientifiques" dont il faut faire la démonstration[3].

C'est le grand moment des doutes, familier à tous les doctorants, que l'on finit donc par retrouver sur son chemin après une mise entre parenthèses de quinze ans pendant laquelle on se croyait (un peu) à l'abri. Il faut dire que l'exercice pose un certain nombre de problèmes d'écriture qui lui sont propres : reprendre l'équivalent de vingt ans de recherches, cela signifie retrouver une cohérence entre des travaux produits de manière soit individuelle, soit collective, entre des productions "pointues" comme des productions plus généralistes, entre des travaux très ancrés dans une discipline en particulier (en l'occurrence, la Géographie) ou réalisés dans un cadre pluridisciplinaire, etc. En bref, tout ceci invalide sérieusement les grands récits de forme linéaire et renvoie par ailleurs à la

---

1 Jane Austen, *Pride & Prejudice*, scène finale de récapitulation.

2 Voir à ce propos *Habilitation à diriger des recherches en Géographie, Etat des lieux*, Section 23 du CNU, 2011, 7 p.

3 Très exactement, il s'agit de "*montrer l'apport à une ou des disciplines dans un contexte national et international*", *ibid*., p. 5.

difficulté de rendre au plus juste le temps long de la maturation, qui prend malaisément sa place dans un volume d'une centaine de pages. La tâche n'est pas plus simple, loin s'en faut, si l'on souhaite prendre en compte dans le parcours les activités "annexes" du métier d'enseignant-chercheur que sont les enseignements et les tâches administratives : cela semble d'autant plus délicat à mener en ces temps de progressive déconnexion entre travaux de recherche de plus en plus pointus et enseignement/administration sous contrainte des impératifs socio-politiques de la professionnalisation des étudiants. J'aurai l'occasion de revenir plus en détail dans l'introduction au volume deux de ce dossier de demande d'Habilitation sur les tâches d'enseignement et d'administration que j'ai assumées depuis vingt ans, et sur la manière dont j'en conçois l'articulation pas toujours franche et nette avec mes activités de recherche.

Le volume qui suit doit donc se lire comme un complément des textes scientifiques présentés *in extenso* dans le volume deux de ce dossier de demande d'habilitation, et par souci d'allègement je ne reviendrai pas forcément dans le présent texte sur des éléments contextuels relatifs aux exemples traités, éléments qui sont déjà exposés dans les publications du recueil. En ce sens, ce volume se veut plutôt une sorte de boîte noire de la mécanique de la production d'une recherche personnelle : le processus d'écriture scientifique efface la plupart du temps toute trace de l'effort et des temporalités de la recherche elle-même dans ses rendus finaux, ou au mieux les renvoie à une brève note méthodologique. Si certaines disciplines, et notamment l'Anthropologie, sont depuis longtemps attentives aux enjeux de la positionnalité[4] du chercheur et de ses incidences sur la méthodologie même de la recherche, la Géographie (française particulièrement devrais-je ajouter) semble être restée longtemps en dehors de ce débat, en tous les cas dans la fin du XXème siècle. Il faut probablement en chercher la double origine dans l'objectivation du savoir et dans la recherche d'une forme de neutralité axiologique qui ont valu force de loi de la fin des années 1970 jusqu'à une période récente[5]. D'une certaine manière, le tournant culturel de la discipline opéré à la fin des années 1990 est peut-être bien le plus aisément perceptible à cet endroit précis, dans cette attention nouvelle à la place occupée par le chercheur tel qu'engagé dans un processus de construction des

4 Néologisme ou en tous les cas mauvaise traduction de l'Anglais ici de ma part. Je crois que le Français préfère "posture" mais cette métaphore kinésithérapeutique me semble moins évocatrice de l'environnement, du contexte de production, que celui en Anglais de *positionality*. Ceci me semble important aussi pour évoquer les problèmes de l'exotisme et de l'indigénéité dans le rapport entre théorie et terrain, j'y reviendrai plus avant dans le chapitre deux de ce volume.

5 Je reviendrai sur ce point à l'occasion de la conclusion du premier chapitre de ce volume un, mais il conviendrait de distinguer entre neutralité axiologique et non-engagement (voir à ce sujet Morange & Calberac, 2012).

savoirs[6]. Cela entraîne évidemment la question de l'abandon des positions surplombantes et de la seule légitimité du chercheur dans la production des savoirs, et ouvre dès lors la voie à des formes de co-production ou de co-écriture (à ce propos, voir en particulier Cook *et al.*, 2005 et en Français Collignon, 2012). Mais pas seulement : ceci encourage aussi à mon sens la possibilité d'une discussion de la Géographie avec les autres Sciences sociales, et donc la possibilité de pousser au bout l'exercice de l'interdisciplinarité[7], en permettant grâce à un minimum de réflexivité d'être à l'écoute des autres disciplines tout en étant au service de l'analyse d'un projet/objet de recherche commun.

Le cheminement intellectuel des géographes fait peut-être en revanche l'objet de moins d'attention que celle de leur positionnalité vis-à-vis de leur objets et sujets de recherche, probablement parce que ce cheminement est fortement conditionné par les opportunités d'inscription de leur travail individuel dans des laboratoires, réseaux, et programmes collectifs. Pas de règle ni d'enseignement général à tirer donc si ce même cheminement est soumis à la contingence du lieu d'exercice du métier, ce qui donne un aperçu de la dimension fortement relationnelle et tout aussi illusoirement individuelle d'un parcours de recherche sur la longue durée. Finalement, en dehors de l'écho somme toute très limité des dossiers d'Habilitation, on n'en entrevoit les contours que dans les revues à l'occasion de grands entretiens avec les figures tutélaires de la discipline, généralement au moment de leur départ en retraite sensé donner un sentiment de résolution finale à leur recherche[8]. Mêlant tout à la fois la forme de la rétrospective et l'hommage plus ou moins explicite, ce type d'entretien me semble tout à fait passionnant car il s'avère immanquablement riche quel que soit l'auteur interrogé : il montre le cheminement personnel souvent lié à des obsessions de recherche elles aussi très personnelles, mais toujours en lien avec les rencontres fortuites, les livres qu'un collègue enthousiaste met sur notre route, les écoles de pensée fréquentées et parfois reniées, la part de hasard en somme. Il montre aussi, et

---

6 Ce n'est de fait que récemment que des revues de géographie françaises offrent aussi aux chercheurs cette possibilité de débattre de leur positionnalité et de s'interroger sur la manière dont leurs méthodes mêmes de recherche en sont affectées. Je pense ici particulièrement à la revue en ligne *Carnets de Géographes* dont le format est plus ouvert à l'accueil de textes relevant de ce type de questionnements. Il est intéressant de noter que cette revue est à l'origine un projet de jeunes chercheurs, ce qui nous dit aussi des choses sur la façon dont leur génération (postérieure à la mienne) a été formée, si l'on admet que leur démarche s'inscrit dans la volonté de couvrir ce qui serait perçu comme un angle mort de leur formation.

7 Je parle bien ici d'interdisciplinarité et non de pluridisciplinarité comme plus haut : l'objectif est certes de décortiquer un phénomène social (au hasard, la ville contemporaine), mais ce faisant, il nous amène à réévaluer certaines de nos propres théories et pratiques en tant que spécialistes. Il ne s'agit donc pas d'une juxtaposition de compétences diverses, ce que recouvre à mon sens le mot de pluridisciplinarité.

8 Voir notamment Roncayolo, Garcia & Lévy (1998), exemple qui n'est pas choisi au hasard car on retrouvera Marcel Roncayolo dans les pages qui suivent.

cela m'intéresse plus, l'exercice de mémoire en action qui construit par la forme même de l'entretien une rationalité *a posteriori* à un parcours. Il rassure enfin beaucoup, quand les auteurs et c'est la plupart du temps le cas, assument pleinement leurs tâtonnements voire leurs fausses routes[9].

Je tâcherai à ce titre d'être attentive aux contextes de production, qui offrent leur part de chance, d'oubli et de bifurcation, tout autant qu'aux outils et aux résultats qui seraient représentatifs de mon parcours scientifique, mais il est évident que la part de la reconstruction ne sera pas totalement absente de l'exercice. Je m'autoriserai aussi une forme d'écriture plus libre que celle d'un article scientifique ou d'une thèse de Doctorat : les lecteurs se reporteront au volume deux et à ses publications pour un traitement plus formel des questions scientifiques que je pose.

L'objectif *in fine* de ce volume restera toutefois dans le canon de l'exercice, tout d'abord celui d'éclairer les choix théoriques et méthodologiques que j'ai pu être amenée à faire dans la progression de ma recherche personnelle et de proposer des pistes d'approfondissement pour l'avenir. Mon identité scientifique est inscrite dans les débats en Études urbaines, auxquelles je contribue depuis ma position de géographe, dans une pratique interdisciplinaire. Ma carrière scientifique a été marquée certes par la transformation majeure qu'a représenté l'élargissement de mes terrains d'étude, mais elle est surtout ancrée dans un travail critique sur les dynamiques urbaines contemporaines que j'essaye d'aborder sans tabou des territoires d'études.

Ce volume comporte donc un second objectif, celui de pouvoir dépasser la juxtaposition fragmentée (de type collection d'articles) qui correspond aujourd'hui à un mode dominant de l'écriture scientifique. La fragmentation de la production dans mon cas personnel passe non seulement par des changements d'objets mais par des changements de terrain (FIG.1) entre des aires culturelles dont le traitement reste encore relativement étanche en Géographie générale et en Géographie urbaine en particulier. La réconciliation recherchée dans ce volume passe dès lors nécessairement par un exercice que je ne pratique pour le moment qu'implicitement, celui de la comparaison, et je reviendrai sur la transformation profonde qui anime les Études urbaines aujourd'hui de ce point de vue car la comparaison engage, sans même évoquer les sérieux problèmes méthodologiques que cette démarche pose, la possibilité d'une remontée vers une théorie unifiée de l'urbain. Cette tentative de

9 L'exercice de lecture d'une dizaine de dossier de demande d'Habilitation donne cette même impression. Contrairement au volume de la thèse de Doctorat, discours scientifique normé et relativement clos, la demande d'Habilitation laisse plus de marge de manœuvre pour laisser s'exprimer la personnalité des auteurs, quand bien même ils ne sacrifient pas tous nécessairement à l'autel de l'égo-géographie.

dépassement qui passe par la recherche d'invariants dans les processus d'urbanisation correspond à un mouvement de fond, qui n'est pas limité aux Études urbaines anglophones mais rencontre de manière peut-être plus isolée certaines tentatives au sein de la Géographie française[10] de dépasser les clivages entre aires culturelles et entre Nord et Sud pour mieux appréhender de manière globale ce qui est finalement devenu aujourd'hui le rapport au monde dominant des sociétés. Dans ce premier volume, les objets et les terrains traités importeront donc moins, je l'espère, que la manière de les aborder et de les mettre en regard.

Le chapitre un reviendra sur l'interrogation de fond qui sous-tend mes recherches depuis le début, celle de l'articulation entre temporalités et pouvoir dans la ville, qui m'ancre assez nettement dans le champ des Études urbaines critiques telles qu'elles sont pratiquées dans le monde anglophone, mais qui tente de réintroduire la dimension du temps trop souvent sous-traitée à mon sens dans les analyses du contemporain. Je partirai à ce titre d'une brève discussion de la notion de crise, puis je préciserai l'usage que je fais de la dimension du temps dans mes recherches, qui n'a pas grand chose à voir avec le travail rigoureux des Historiens de la ville, mais procède plus d'une sensibilité à la dimension historique des phénomènes que j'analyse. Conséquence quasi-obligée de cette démarche, l'enjeu des sources et des méthodes mises au service de ce programme scientifique sera discuté par la suite. Enfin, pour conclure sur ce chapitre de positionnement général, j'évoquerai, quand bien même je me reconnais en grande partie dans l'esprit de ce courant de recherches, la difficulté de transposer l'intégralité du programme des Études urbaines critiques anglophones en tant que tel dans un contexte français.

Le chapitre deux portera lui sur un volet important de mes recherches, réalisé entre 2003 et 2012. Ce retour d'expérience entrera de manière plus chronologique dans le détail de l'élaboration d'une recherche sur un objet particulier et dans son raccordement progressif aux grandes discussions théoriques qui animent le champ des Études urbaines anglophones sur la question du néolibéralisme et de sa diffusion globale. Ce chapitre est du coup à lire en parallèle étroit avec le volume deux qui comporte une sélection significative des publications tirées de cette recherche. De bilan, ce chapitre évoluera sur la fin vers une double proposition : il rendra d'abord compte de l'opportunité que ces discussions théoriques autour du néolibéralisme ont ouvertes pour réintroduire le geste

10 Voir de ce point de vue Gervais-Lambony et Landy (2007). Voir aussi l'introduction de l'ouvrage *Vies citadines* (E. Dorier-Apprill & Gervais-Lambony, 2007) qui revient sur cette tension entre théorie unifiée et spécificités des terrains très variés confrontés dans le livre : le fait d'avoir participé à cet ouvrage a très certainement contribué à mon changement personnel de terrain, même si il me semble que le geste comparatif qui était au cœur de *Vies citadines* reste en l'état de la publication finale assez peu questionné, ce qui représente je trouve une régression par rapport aux longues discussions qui ont animé la production de cet ouvrage.

comparatif entre Nord et Sud, et détaillera ce qui me semble devoir être les trois prérequis nécessaires à un exercice comparatif plus général. Parmi ces trois dimensions, j'en privilégierai une en particulier sur la fin du chapitre, en rapport direct avec mes préoccupations sur les temporalités.

Enfin, le chapitre trois sera l'occasion d'exposer un agenda de recherche en formation autour des mémoires urbaines, soit un autre moyen de parler du temps dans le contemporain, en articulation avec les luttes de pouvoir au présent des villes. Il se décomposera en deux sous-parties, la première pour expliciter ce changement d'objet et sa pertinence par rapport à mes orientations générales de recherche, la seconde, sous forme d'un texte inédit qui articule Droit de mémoire et Droit à la Ville en Afrique du Sud (au Cap et à Johannesburg) et qui, en servant de site-pilote à une réflexion sur les conflits et les négociations entre échelles de mémoires en ville, devrait me permettre l'ouverture d'un horizon de recherche plus systématiquement comparatif sur ce sujet.

FIG.1: Récapitulatif des objets et questionnements de recherche

Période et contexte de la recherche	**Questionnement général/théorique**	**Terrain**	**Objet de recherche**	**Sources et méthodes**
1995-2000: thèse de Doctorat	régimes de croissance en ville	Anaheim, Orange County, États-Unis	parc à thème Disney	archives institutionnelles et de presse
1999-2003: programme PRocessus d'Identification Socio-spatiale dans les Amériques	sécession urbaine	Leisure World, Orange County, États-Unis	gated community réservée aux plus de 55 ans	entretiens qualitatifs, archives institutionnelles, locales et de presse
2003-2005: programme Sécurité dans les villes d'Afrique	gouvernance sécuritaire en ville	banlieues Nord du Cap, Afrique du Sud	quartiers sécurisés et C.I.D. de Durbanville	entretiens qualitatifs, archives de presse
2004-2006: programme Sécurité dans les villes d'Afrique	transfert de modèles de contrôle de l'espace en ville	le Cap, Afrique du Sud	C.I.D.s du Cap	entretiens qualitatifs
2010-2012: programme Yeoville Studio	négociation du changement 1	Yeoville, johannesburg, Afrique du Sud	mémoires des quartiers	récits de vie, focus groups avec les résidents
2012-2015: recherche personnelle	négociation du changement 2	Johannesburg, Afrique du Sud	tours organisés du centre	ethnographie urbaine, entretiens

Période et contexte de la recherche	Questionnement général/théorique	Terrain	Objet de recherche	Sources et méthodes
2013-2015: programme Protea "ACCESS"	gouvernance de la Nature en ville	le Cap, Afrique du Sud	participation populaire dans la gestion du Parc	entretiens qualitatifs, archives institutionnelles et des associations
2014-2017: programme Droit à la Ville au Sud	processus de légitimation en ville	le Cap, Afrique du Sud	la mémoire comme registre de légitimation	archives institutionnelles , entretiens

CHAPITRE UN : Temps et pouvoir dans la ville

Burn, baby, burn[11]

FIG.2: South Central Los Angeles, Mai 1992.

Photographie d'un écran de télévision prise à Davis, Californie du Nord. © S. Didier 1992.

Quelques jours avant le Premier Mai 1992, je suis dans le train qui m'emmène de la gare de Davis en Californie du Nord vers celle de Monterrey sur la Côte Centrale californienne. Alors que je suis basée à l'Université de Davis en Californie du Nord pour faire mon terrain de Maîtrise sur Sacramento, un ami angeleno m'a invitée à venir passer quelques jours dans la maison de vacances familiale de Carmel. Le parcours en train est bien plus pittoresque qu'en voiture, suivant vers l'Ouest les méandres du fleuve Sacramento jusqu'à son delta puis obliquant plein Sud à travers les séries de plaines côtières agricoles de la Californie Centrale. Il renvoie aussi à toutes les références historiques et littéraires attachées à l'espace rural californien, et j'attends avec impatience l'arrêt à Salinas, mon pèlerinage personnel sur les lieux de l'action d'*À l'Est d'Eden* de John Steinbeck. Mais à mi-chemin, alors que le train doit stopper en gare centrale de San Francisco, une annonce du contrôleur fait savoir aux passagers que le train ne franchira pas aujourd'hui le pont

11 Slogan associé aux émeutes de Watts de 1965, originellement *gimmick* radiophonique du D.J. Magnificent Montague dans les années 1960.

d'Oakland et que les passagers à destination de San Francisco seront transférés par autobus vers la ville. Ce même jour est tombé le verdict d'acquittement des policiers responsables du tabassage de Rodney King, et San Francisco, ou plus exactement Oakland, réagit à la nouvelle de cette injustice : le pont ferroviaire est bloqué côté Oakland par des manifestants protestant contre le verdict. Le séjour à Carmel se passe, loin de toute source d'information, dans l'environnement privilégié de cette station balnéaire chic. Le retour vers Davis, toujours par le train, se fait sans encombre, les manifestations dans la région de San Francisco n'ont duré qu'une journée, le pont d'Oakland occupé une demi-journée seulement. Ce n'est pas le cas à Los Angeles. Pendant toute la semaine qui suit le mercredi 29 avril, mes colocataires et moi suivons à la télévision la progression des évènements. Les incendies de South Central, le passage à tabac par des émeutiers (Noirs) d'un chauffeur de camion (Blanc) arrêté à un feu rouge, les commerçants coréens armés jusqu'aux dents réfugiés sur le toit de leur boutique, les déplacements de la police puis de la Garde Nationale en tenue anti-émeutes, l'intégralité d'attaques rangées contre les supermarchés où l'on voit les pillards réjouis ressortir avec leur butin misérable (qui un four à micro-ondes, qui une paire de baskets), les arrestations massives de Latinos impliqués dans les pillages, tout semble-t-il est diffusable et diffusé, en direct des chaînes locales, 24 heures sur 24. Les noms de rue de Florence et Normandie entrent dans le vocabulaire commun de présentateurs qui en ignoraient probablement l'existence la veille, mais les lieux de la violence, loin d'être confinés au *ghetto* historique, ne cadrent pas avec l'interprétation "Watts 2.0"[12] donnée par les analystes et les experts dont les télévisions locales étatsuniennes sont si friandes. Je parle avec mon ami angeleno au téléphone : il est inscrit à USC (University of Southern California), une université privée prestigieuse dont le campus est localisé entre South Central et Downtown Los Angeles, et il me parle des *riot parties* en vogue auprès des étudiants du campus, un phénomène dont la presse pour le coup ne parle pas. Le principe en est simple : louer un immeuble à proximité d'un *block* en flamme et faire la fête sur le toit toute la nuit en regardant brûler la ville.

J'ai conscience que ce bref récit de cette rencontre, brutale quoique fort heureusement distanciée, avec la "réalité" angelena est représentatif là encore d'un problème d'écriture lié à la reconstruction mémorielle : dans les dix années qui ont suivi 1992, j'ai mangé, bu et vécu quotidiennement Los Angeles au point que toutes ces lectures, toutes ces analyses, parfois contradictoires, de la crise de 1992 ont très certainement influencé mon

12 Pour faire très vite, les premières interprétations des journalistes faisaient évidemment le parallèle entre les émeutes raciales de Watts de 1965 et celles de 1992. Les émeutes de Los Angeles étaient lues comme le contre-coup de la "question noire" aux États-Unis. Cette interprétation a très vite été largement dépassée par les images retransmises d'un soulèvement qui à la fois racialement et dans les lieux de son exercice ne cadraient pas avec cette lecture.

souvenir de ces évènements[13]. Il n'empêche, il est des images qui marquent, et celle-ci (FIG.2), prise délibérément alors que je n'avais encore jamais mis les pieds à Los Angeles, en est très certainement une, et me renvoie aux nuits blanches passées à suivre l'actualité des émeutes devant le poste depuis ma chambre à Davis. La dite photographie est un exemple de l'omniprésence des images de cette crise qui se sont imposées à cette époque pour définir la ville, en contradiction totale avec celles propagées et constitutives du mythe angeleno jusqu'alors encore solidement maintenu : la lecture deux ans plus tard du chapitre "Sunshine and Noir" dans le *City of Quartz* de Mike Davis (Davis, 1994 [1990]) qui analyse très minutieusement la coexistence de la double représentation édénique et monstrueuse de la ville m'a confirmé par la suite la dualité de ce régime d'images populaires, laquelle influence aussi très certainement les lectures scientifiques de la ville (ou en tous les cas coïncide avec une certaine analyse d'icelle, voir en particulier Dear & Flusty, 1998). De fait, et d'autres Géographes français l'ont justement souligné avant moi, l'épaisseur des représentations populaires sur la ville étatsunienne est telle qu'elles ne peuvent qu'influencer notre manière de penser l'objet lui-même (Staszack, 2001 ; Desbois, 2012 ; Lehman-Frisch, 2013), de la même manière que ces mêmes représentations du chaos angeleno irriguent le champ de l'action publique de manière exacerbée à partir de la décennie 1990. Je pense ici au "scenario Blade Runner" évoqué dans le discours politique angeleno : ainsi que le rapporte Davis (Davis, 1998), la puissance des images évoquées par le film de Ridley Scott en 1982 fonctionne comme un épouvantail pour les futurs possibles de la ville jusqu'à ce que les images des émeutes viennent se suffire à elles-mêmes à partir de 1992 pour servir de scenario-catastrophe, en quelque sorte, au moment où la réalité dépasse la fiction. C'est aussi le sens du texte n°1[14] écrit en 2001 et proposé en annexe du volume deux de ce dossier d'Habilitation qui essayait, de manière succincte, d'analyser le champ historiquement très particulier (car marqué par le double sceau des émeutes de 1992 et de l'avènement scientifique du modèle angeleno) de la représentation de la ville dans la décennie 1990 au cinéma. Ce texte, qui restait à un niveau informatif et sans grande prétention (ce qui s'est révélé par ailleurs plutôt amusant à écrire), mériterait peut-être d'être poussé en direction d'une analyse des mécanismes d'interaction entre les images populaires, les pratiques ordinaires des résidents, et les projets d'aménagement et visions politiques déployées pour la ville.

---

13 En écrivant ces lignes, et en vérifiant sur Wikipedia le bref déroulé chronologique des émeutes, je me rends compte qu'elles n'ont officiellement duré que 6 jours (soit les dates de début et fin du couvre-feu décrété par le Gouverneur de Californie), quand j'ai le faux souvenir qu'elles ont duré plusieurs semaines.

14 S. DIDIER (2001) : "Les images de Los Angeles à travers le cinéma des années quatre-vingt-dix", in M.-A. GERVAIS-LAMBONY (ed.), *Les très grandes villes*, Paris : Atlande, pp. 87-88.

On retrouve ici bien sûr les allers-et-retours entre espace perçu, espace vécu et espace conçu proposés dans la trilogie lefebvrienne (Lefebvre, 2000 [1974]), mais aussi un certain nombre de remarques formulées ultérieurement par les géographes attentifs à analyser dans un même effort les représentations et les usages de l'espace[15]. Finalement, c'est l'énoncé de Jérôme Monnet dans son étude de 1993 des représentations de la ville de Mexico qui me satisfait le plus, soulignant que le “couple image-usage” fonctionne bien selon un principe de conditionnement mutuel :

> “(...) il faut embrasser le lieu et son image, l’espace et son double, l’objet et son ombre. Le va-et-vient permanent que nous effectuerons entre le discours et les actes, l’image et l’usage, naît de ce qu’ils se conditionnent mutuellement. Dans la pratique de l’espace, usage et image se forment réciproquement et simultanément, et changent toujours en même temps. Au lieu de considérer séparément l’un et l’autre, nous pourrons parler du couple image-usage et de ses manifestations, en conservant représentations et pratiques comme catégories d’études. (..) [N]on seulement les représentations de l’espace orientent l’action sur l’espace, mais elles reflètent aussi, de multiples façons, des modèles de société.” (Monnet, 1993 : 12-13)

L'exercice d'analyse, on l'aura compris, est particulièrement délicat au vu de la profondeur historique de ces mêmes représentations qui offre autant d'interactions possibles avec les sphères de l'espace vécu et de l'espace conçu. Si l'on peut identifier des moments forts de basculement dans la production de ces représentations (par exemple 1992 et la vague de dystopies cinématographiques que les émeutes ont inspirées, voir à nouveau le texte n°1), il reste que la multiplicité de ces mêmes représentations produites dans des contextes spatio-temporels particuliers fonctionne au présent comme autant de référents possibles, et coexistent de manière souvent contradictoire[16], alimentant parfois sur un plan métaphorique les luttes pour le contrôle de la production de la ville.

---

15 ... avec plus ou moins de finesse dans l'analyse de ces interactions me semble-t-il : ainsi, la conception des rapports entre ces deux catégories est restée parfois assez mécanique (voir à ce sujet Brunet & Dollfus, 1990 : 18 ; "*Entre expérience, croyances et propagandes se forment des images des lieux et de l’espace. Elles inspirent les décisions, qui s’appliquent au monde réel avec tous les décalages qu’ont produits les images*").

16 C'est aussi l'un des sens du texte n°1 proposé en annexe du volume deux de ce dossier : dans les nouvelles tentatives d'écriture cinématographiques de Los Angeles, le spectre de la punition morale si présent dans les films catastrophes des décennies précédentes n'est jamais très loin. Il y a certes un potentiel de libération qui se dégage de l'évocation d'une ville où finalement tout est possible : la forme urbaine, plus *espace* que *lieu (*au sens anglophone), ne peut ainsi assigner spatialement les protagonistes de toutes origines et classes sociales, libres d'aller et venir dans une ville conçue comme un espace totalement fluide et libéré des contraintes de la société. Il n'empêche, les conclusions de ces films, presque toutes centrées sur le thème de la punition, montrent aussi que ce potentiel a un prix, et qu'il ne serait donc qu'illusoire.

De la crise

> "Many places provide similarly revealing viewpoints from which to make theoretical and practical sense of the contemporary world, but few offer such a vivid and variegated panorama of insights as that provided by the Los Angeles experience, from the crisis-generated restructuring that followed the events of 1965 to what I will describe as the restructuring-generated crisis that surfaced in 1992." (Soja, in Scott & Soja, 1996 : 426)

Cette photographie des émeutes et l'effort du souvenir qu'elle provoque pour moi me semble symbolique d'un moment de crise, soit le moment précis, situé dans l'espace, de l'expression paroxystique d'un dysfonctionnement social. Expression, si on suit la théorie marxiste, d'une réorganisation du capitalisme, la crise ouvre la voie à une transformation radicale, une restructuration économique plus qu'une réforme. Le cas angeleno, sensé être paradigmatique, introduit toutefois une nuance de taille : c'est ici la restructuration économique, du fordisme au post-fordisme, qui génère la crise, et cest en ce sens quil faut lire la proposition d'Ed Soja citée plus haut. Mais la dimension somme toute ponctuelle de l'émeute urbaine ne rend toutefois pas compte des différentes temporalités possibles qui encadrent la crise, laquelle peut perdurer dans le temps bien au delà ou bien en amont de l'évènement[17] que représente un soulèvement populaire tel que celui-ci. Il est donc des crises conjoncturelles liées à l'évènement-rupture, comme des crises structurelles, qui ne sont pas forcément visibles dans les moments forts des conflits sociaux ou des faillites budgétaires mais peuvent s'étaler sur plusieurs décennies, voire s'emboîter (et l'exemple de Detroit, qui semble ne jamais pouvoir en finir avec le déclin, pourrait ici être convoqué avec profit). Cette deuxième acception de la crise avec son bornage historique flottant appelle du coup d'autres questionnements sur la sortie de crise cette fois-ci : quand peut-on estimer en être réellement sorti ? Quand la cendre des incendies est retombée ? Ceci n'est pas sans lien avec la notion de transition historique : on voit que sur d'autres terrains, cette fois-ci sud-africains, cette question de la sortie d'un système donné (l'apartheid) pour atteindre un temps en rupture avec le temps antérieur (le post-apartheid) finit par dé-historiciser totalement le cours du présent et obscurcit plus qu'il n'éclaire l'analyse du contemporain en accordant à la seule transition politique valeur primatiale d'ordonnancement de l'ensemble de la société.

Plus grave encore, il pourrait y avoir crise sans qu'il y ait manifestation des symptômes les

---

17 J'emploie "évènement" ici au sens donné par Charles Tilly au terme de *event*, soit un moment de rupture historique significatif, et on aura reconnu l'influence de mes lectures de cet historien spécialiste de la Révolution française qui a pratiqué par la suite la sociologie historique et dont la contribution majeure s'est faite dans l'étude des mouvements sociaux et des changements de régimes politiques.

plus évidents de la crise[18] : plus que de savoir quand la crise commence ou est finie, il me semble plus crucial en me basant sur cet exemple angeleno de déterminer qui dit qu'on y entre ou qu'on en est effectivement sorti, particulièrement dans les temps flous des crises structurelles. C'est la formulation du problème à un moment précis qui fait la crise, et souvent cette formulation se doit d'être à un moment donné une formulation institutionnelle en parallèle de celles émanant de la culture populaire ou de la presse : c'est tout l'intérêt à mon sens du très bel ouvrage de Robert Beauregard *Voices of decline* (Beauregard, 1993), qui montre bien dans le contexte du temps long du déclin des villes-centres après la Seconde Guerre mondiale comment le nexus médiatique a pu persévérer plusieurs décennies dans une représentation sans cesse renouvelée de la crise urbaine étatsunienne, mais sans quelle soit nécessairement prise en compte dans les politiques publiques (il y a donc là plusieurs crises dans la crise... Dont une crise de reconnaissance de la crise en quelque sorte). L'ouvrage de Beauregard, impressionnant par son éclusage systématique de sources sur plusieurs décennies, m'avait été fort utile sur le fond dans mon travail de thèse pour comprendre le maintien pendant cinquante ans du régime de croissance Disney à Anaheim et le glissement du parc à thème de simple infrastructure touristique à modèle de ville (Didier, 2000), et je me contenterai de reprendre ici une citation que j'avais alors incluse dans l'introduction de ma thèse de Doctorat pour sa valeur méthodologique. En faisant référence à la somme considérable de travaux produits sur la crise des villes-centre post-Seconde Guerre mondiale aux États-Unis, Beauregard souligne à merveille le caractère négocié de la compréhension du déclin :

> "There seemed to be little room for debate, except around the validity of quantitative data or the appropriateness of statistical tests and categories. Cities and their conditions were adopted as objective facts to be discovered, while empirical analysis was offered as the sole way of doing so. **Most urban historians, and urban analysts generally, give too little thought to the possibility that cities and urban decline might be negociated understandings ; that the real issue, the most perplexing problem, (...) [is] how we represent 'the data'.**" (Beauregard, 1993 : 328, c'est moi qui souligne).

De manière inverse, le déni de reconnaissance d'une crise structurelle pourrait passer pour une technique de *containment* efficace par les édiles : si personne ne s'en rend compte, alors il n'y a pas de problème, et donc pas de problème à résoudre. Lire Los

18 J'ai bien conscience ici d'user de termes quasi-médicaux, difficiles à éviter sur ce sujet mais problématiques en soi car issus de la longue tradition d'usage de métaphores hygiénistes datant du XIXème siècle et envisageant la ville comme un corps malade à traiter, ce qui renvoie à un sentiment anti-urbain contre lequel met en garde Danièle Voldman : "*En refusant d'utiliser la crise comme système interprétatif, en refusant le diagnostic pathologique pour penser historiquement l'urbain de notre temps autrement qu'en termes de crise, on sort d'un cadre épistémologique légué par les penseurs de la ville depuis l'âge classique et repris tout au long du siècle*" (Voldman, 1999 : 9).

Angeles pré-1992 selon ces lignes, ainsi que le fait Norman Klein dans son ouvrage *The history of forgetting*, est tout à fait éclairant et me semble aller plus loin que les propositions de Mike Davis (Davis, 1994 [1990]) dans son chapitre "Sunshine and Noir", en articulant les deux de manière magistrale : Klein montre en effet le régime d'images empruntant aux ficelles les plus grosses du *boosterism* mis en place par les édiles locaux dès les années Vingt, sautant d'une opportunité économique à une autre pour faire la promotion de la ville du plein emploi et du bonheur pour tous, et réinventant le migrant parfait et donc futur parfait angeleno dans le même mouvement (Klein, 2008). C'est bien ce régime d'images qui a aidé à maintenir l'illusion de perfection de la forme urbaine et a écrasé toute forme de remise en cause du modèle urbain proposé, quand bien même il a contribué tout au long du XXème siècle à la marginalisation de certains groupes sociaux laissés pour compte au fil des transformations de la base économique locale et des "visions" développées par les édiles locaux[19].

Enfin, cette interrogation très générale sur la notion de crise ne se pose pas seulement en termes de temporalités, mais bien aussi en termes éminemment spatiaux. Le postulat fondamental, largement partagé aujourd'hui dans les Sciences sociales participant des Études urbaines est bien que l'espace urbain n'est pas que le théâtre, ou pire la toile de fond, d'évènements sociaux qui s'y projetteraient plus ou moins mécaniquement mais participe évidemment de la définition et de la transformation du corps social. La ville n'est pas, pour paraphraser à nouveau Beauregard avec des lunettes de Géographe, qu'une somme de faits objectifs réagissant à des dynamiques externes mais représente un milieu (au sens géographique fort) particulier dont la configuration même génère ses propres dynamiques :

> "Discussions of the 'new' urban history suggested to me that the city was not simply the ebb and flow across space and over time of the number of people, houses, factories, and jobs. Rather, what was distinctively urban and important had to do with the tangled web of social relations, cultural predispositions, economic forces and political practices." (Beauregard, 1993 : 328)

J'y lis une métaphore a-spatiale finalement assez proche du concept de territoire cher à la Géographie française. Ce qui me semble manquer ici à la remarque de Beauregard, c'est peut-être que cet "écheveau emmêlé" engage aussi un enjeu de compréhension de cette dimension spécifiquement urbaine en lien avec la question scalaire. La ville, les villes, sont

---

19 L'analyse de Klein porte en particulier sur les tentatives d'éviction progressive des Anglos de l'Oklahoma migrant en masse après le *Dust Bow*l alors même que ce groupe socio-ethnique particulier avait auparavant fait figure de migrant idéal dans les décennies précédentes (Klein, 2008). Le même type d'analyse me semble valide pour l'analyse de la mise en place d'outils de planification destinés à exclure les Chinois des zones résidentielles de Los Angeles à partir de 1870 (McWilliams, 1973 [1946] ; Ong, 1981 ; Kolnick, 2008).

des espaces situés, trop souvent perçus comme relevant de l'échelle locale mais articulant évidemment plusieurs niveaux de déploiement de ces fameux écheveaux emmêlés, ce qui ne se fait pas sans conflits ni stratégies scalaires de la part des acteurs en présence qui "piochent" dans un éventail d'échelles qui renvoient à leurs appartenances multiples, lesquelles sont autant d'appartenances multi-scalaires[20]. La Géographie critique anglophone[21] s'est d'ailleurs ré-emparée depuis le début des années 2000 de la question des échelles, dans une réflexion théorique renouvelée qui accompagne la montée en puissance des villes en tant qu'acteur majeur dans le processus de mondialisation et l'effacement collatéral de l'État-Nation (je reviendrai sur ce sujet dans la suite de ce volume, car il est au cœur de mes travaux récents en Afrique du Sud).

Pour en rester pour le moment à cette discussion sur la notion de crise, il serait tentant d'opérer une distinction d'emblée entre "crise en ville" et "crise de la ville", ce qui serait une manière d'insister sur la spécificité du milieu urbain : on peut ainsi dire qu'une certaine crise d'ordre global comme la crise financière de 2008 a eu des répercussions particulièrement importantes sur certains espaces urbains et notamment, dans sa dimension de crise des *subprimes*, sur les périphéries récemment urbanisées sur un mode spéculatif des villes de la *Sun Belt* étatsunienne. Ce pourrait donc être un exemple-type de "crise en ville". Mais ce serait faire peu de cas du fait que ces périphéries sont fondées sur le système spéculatif qui de fait forge leur identité urbaine, les agencements public-privé qui s'y nouent, le déni partagé localement d'une autre crise, cette fois-ci environnementale et liée aux modes de consommation suburbains, etc., etc... C'est donc bien aussi d'une "crise de la ville" qu'il s'agit, la crise de la production de l'espace suburbain, dans son rapport ambigu avec l'ensemble des agglomérations[22]. Quand bien même elle répondrait à un phénomène (un certain type de spéculation immobilière) consubstantiel d'un ordre capitalistique particulier, la crise est bien systémique dans ses effets et origines et, du coup, "locale". De la même manière, l'exemple des émeutes de 1992 montre bien à mon sens l'interaction constante entre les échelles de crises, et permet de pousser le raisonnement un peu plus loin. La coexistence de soulèvements parallèles dans la région de San Francisco et dans d'autres villes étatsuniennes pourrait être analysée comme "crise dans la ville" si l'on souscrit à une analyse de ces émeutes en termes strictement

---

20 On aura compris que j'appréhende les échelles comme des constructions sociales et non des contenants naturalisés, à travers leur mobilisation dans les différentes stratégies de production de l'espace qui coexistent en ville.

21 Même si, et il est intéressant de le noter, l'homme par qui la discussion est arrivée n'est pas exactement "géographe" (en l'occurrence, Neil Brenner).

22 Pour une recontextualisation des effets de la crise des *subprimes* sur l'agglomération de San Francisco, voir notamment le travail d'Alex Schafran (Schafran, 2013).

raciaux : Rodney King serait dans ce scenario le martyr et le symbole de la perpétuation d'une justice à deux vitesses dans le pays, largement guidée par des critères raciaux. Ces émeutes généralisées aux grandes villes du pays répondraient ainsi à une situation sociale généralisée à l'ensemble du pays et jugée injuste par la minorité nationale concernée, et le verdict angeleno cristalliserait cette situation. Mais la poursuite à Los Angeles des émeutes bien après l'apaisement à Oakland et ailleurs montre bien la crise de la ville elle-même : à travers elle, c'est aussi le système angeleno de pouvoir qui est mis en cause, système appuyé sur un service de police, le LAPD, au fonctionnement à l'époque largement opaque et franchement ingouvernable qui renvoie à cent ans de corruption et de pratiques mafieuses dans la ville[23] (voir à ce sujet le long et passionnant chapitre de Davis, 1994). Et puis, les hypothèses raciales émises par les analystes au début des émeutes sont aussi vite tombées, devant l'ampleur tant géographique que démographique qu'ont pris les émeutes, et la crise de 1992 est devenue emblématique d'une crise urbaine bien plus systémique, celle du modèle urbain angeleno même, en tant qu'articulation d'un espace et d'un cycle économique particulier produisant de la destruction créative, comme l'ont montré les analyses académiques d'inspiration marxiste qui ont suivi au milieu des années 1990 (voir à ce sujet en particulier Scott et Soja -eds.- 1996, ouvrage représentatif de la ligne de l'École de Los Angeles) : ce sont les restructurations économiques de Los Angeles , entre 1965 et 1992, accompagnant le glissement de la ville du fordisme au post-fordisme, qui ont elles-mêmes généré la faillite sociale du modèle. La question raciale (et notamment la question noire) y est évidemment articulée, mais en partie seulement, dans un contexte d'exclusion généralisée produit par la transformation du modèle économique de la ville[24].

---

23 Je pense en écrivant ce passage à ce très vieux restaurant de Chinatown, très connu des angelenos, et très fréquenté le midi par les fonctionnaires du plateau administratif tout proche : comme dans ces restaurants fréquentés par les stars du cinéma et de la télévision, les murs sont recouverts de photos en noir et blanc signées, certaines datant des années Trente, représentant toutes des édiles et fonctionnaires municipaux habitués du restaurant. Ces portraits racontent en somme cent ans d'histoire publique de la ville, mais aussi cent ans de corruption et de favoritisme. C'est aussi un hommage étonnant venu de Chinatown à sa clientèle presque à 100% *anglo* qui a certainement contribué aux injustices qu'à connu le quartier, à commencer par son déplacement autoritaire au début des années 1920 pour des raisons "sanitaires".

24 Il faudrait pouvoir poursuivre cette discussion sur la teneur de l'analyse des émeutes de 1992 en tenant compte de la transformation de l'École de Los Angeles elle-même entre le début des années 1990 et le début des années 2000 (voir à ce sujet Nicholls, 2011) : de fait, l'approche très structuraliste centrée sur l'analyse économique de la ville développée par l'École de Los Angeles a été complétée post-1992 par des recherches plus attentives à la négociation politique, aux réseaux d'acteurs et d'activistes travaillant à la mise en place de plates-formes inter-communautaires, ce qui montre finalement que les enjeux de la différence (pour reprendre Walter Nicholls) se sont bien posés ici de manière particulière.

Changement et inertie

On le voit, à travers cette discussion très rapide sur la notion de crise, c'est une obsession personnelle telle que celles que j'évoquais en introduction de ce volume que l'on retrouve ici, celle des temporalités de la ville. Cette question de la crise mériterait de fait une réflexion plus approfondie et pourrait faire l'objet d'une piste de recherche plus résolument théorique pour l'avenir. Mes travaux insistent jusqu'à présent sur une autre dimension particulière de l'analyse des temporalités en ville, celle du déclin et de la négociation du changement (voir à nouveau la FIG. 1 pour une présentation synthétique, et le volume deux pour un récapitulatif détaillé des programmes de recherche auxquels j'ai participé jusqu'à présent). J'y reviendrai sur un plan théorique en particulier dans le chapitre deux, qui traitera, à travers la question de la diffusion du néolibéralisme, de la difficulté à se saisir de la question de l'émergence de certains phénomènes, de la "nouveauté" plus ou moins objective que leur mise en place représente, et de leur circulation globale à travers des formules/objets exportables : tout ceci relève à mon sens non pas seulement d'une interrogation sur l'espace à travers cette dimension particulière du processus de mondialisation et de son corollaire rééchelonnement scalaire de l'espace, mais aussi et en parallèle, sur le temps lui-même, à travers la transformation de la ville envisagée ici comme le bouleversement des pratiques des résidents comme des aménageurs et des représentations de cette même ville.

Je dois toutefois préciser à ce stade quelques éléments de la compréhension de mon approche du passé et de mon utilisation des temporalités urbaines : si elles font à part entière partie de mon appréhension des objets de recherche que j'ai pu jusqu'à présent analyser, mon approche relève plus du bricolage historique que des canons de la discipline, quand bien même ma double formation initiale joue très certainement un rôle dans cet attachement aux processus et aux dynamiques. Mon traitement du passé se fait bien au présent des configurations socio-spatiales dans lesquelles ces objets de recherche s'inscrivent. En ce sens, je rejoins totalement les remarques introductives du sociologue Robert Castel dans son étude de l'exclusion et de la précarité, lorsqu'il explicite son usage du terme de "métamorphose" et son utilisation de l'Histoire pour traiter d'un siècle de transformation du salariat :

> "(...) les bouleversements ne représentent pas des innovations absolues s'ils s'inscrivent dans le cadre d'une même *problématisation*. Par problématisation, j'entends l'existence d'un faisceau unifié de questions (dont il faut définir les caractéristiques communes), qui ont émergé à un moment donné (qu'il faut dater), qui se sont plusieurs fois reformulées à travers des crises et en intégrant des données nouvelles (et il faut périodiciser ces transformations), et qui sont encore vivantes aujourd'hui. **C'est parce que ce raisonnement est vivant qu'il impose le retour sur sa propre histoire afin de constituer l'histoire du présent.** S'il est

> en effet proscrit de faire un usage du passé qui contredirait aux exigences de la méthodologie historique, **il me paraît légitime de poser au matériel historique des questions que les historiens ne lui ont pas nécessairement posées**, et de le réagencer à partir d'autres catégories, en l'occurrence ici de catégories sociologiques. **Ce n'est pas réécrire l'histoire, ni la réviser. Mais c'est la relire, c'est-à-dire faire,** avec des données dont on est entièrement redevable aux historiens, **un *autre récit*** qui ait à la fois sa propre cohérence à partir d'une grille de lecture sociologique et soit com-possible avec celui des historiens." (Castel, 2013 [1995] : 23-24, original en italiques, et en gras, c'est moi qui souligne)[25]

Peut-être que cette démarche, qui articule Histoire et Sociologie depuis un point de vue de sociologue, est plus simple à appréhender pour une articulation entre Histoire et Géographie depuis un point de vue de Géographe ; Marcel Roncayolo, dans son *Abécédaire de la ville*, est ainsi revenu sur sa conception de l'usage de l'Histoire dans son analyse de l'hausmannisation et ses remarques, parlant de nécessaire "remontée" dans le temps pour expliciter le présent, me semblent finalement très proches de celles de Castel :

> "En d'autres termes, comprendre une 'situation présente' nécessite de faire appel au *back ground* historique. Il ne s'agit en aucun cas d'un déterminisme qui pèse, d'un enchaînement forcé des choses ; celui-ci est bien plutôt dialectique, les séquences s'engagent logiquement les unes par les autres, du fait de ce que l'on pourrait appeler la 'tendance' ou bien encore le 'sens de l'histoire' : l'espace de la ville se fabrique essentiellement avec cela. Pour la ville haussmannienne, ce sens émane avant tout d'une critique, d'une grande pensée critique sur la ville, aussi bien sur ses structures internes que sur le rôle qu'elle joue dans la société, au XVIIIe siècle. **C'est la raison pour laquelle, ma démarche n'a pu être que 'remontante', non pas pour justifier l'antérieur, mais pour être en mesure de distinguer l'innovation de la reproduction, la critique de la tradition, voir, en fin de compte, comment on avait fait du neuf avec du vieux.** (...) Vis-à-vis de la ville, ce n'est pas la reconstitution de son évolution qui me préoccupe, mais plutôt de **comprendre comment l'ensemble hétéroclite que l'on a sous nos yeux s'est formé, par quelle combinaison on en est arrivé là** ! Ce qui m'intéresse c'est d'arriver à saisir un ensemble dans sa diversité, de décrypter l'assemblage." (Chesneau & Roncayolo, 2008 : 295, original en italiques, et en gras, c'est moi qui souligne)

De fait, la matérialité de la ville, la forme urbaine elle-même dans ses dimensions spatiales, imposent en effet une certaine inertie, qui est d'abord une inertie des formes. Mais c'est aussi une inertie des pratiques et des représentations. Quand bien même on pourrait très certainement trouver un contre-exemple de ville correspondant à un espace social en perpétuelle recomposition (des villes au *turn-over* particulièrement rapide de leur

25 Je remercie Claire Carriou de m'avoir récemment indiqué cet ouvrage. Rétrospectivement, je mesure quel aurait pu en être l'intérêt pour mon projet de thèse de Doctorat.

population sur des périodes très resserrées dans le temps, voire des quartiers comme celui de Yeoville à johannesburg, qui a vu dans la seule décennie 1990 une transformation totale de sa base résidentielle, d'une petite classe moyenne blanche ultra-majoritaire à une population Noire paupérisée), ces inerties jouent bien à plein dans le présent et posent la question de la transmission sur le temps long des pratiques et des représentations dans et d'un même espace alors que le corps social lui-même a changé, ce qui rejoint la remarque lumineuse de Bernard Lepetit :

> "La société urbaine ne se glisse pas, à la manière d'un bernard-l'hermite, dans des coquilles vides de rencontres" (Lepetit, 1994 : 74)

Les "coquilles" elles-mêmes, alors même qu'elles sont le produit d'un autre temps (qui par définition ne peut pas revenir), ont été produites dans un contexte d'usages et d'images particuliers dont nous sommes en définitive les héritiers : certains éléments (pas tous) de ce contexte perdurent, et continuent entre autres à travers la forme urbaine à influencer pratiques et représentations de la ville. Ainsi, quand je suis frappée par le croisement des réponses en *focus group* des résidents actuels de Yeoville que nous interrogeons sur leurs pratiques et représentations du quartier et de celles de résidents ayant quitté le quartier à des dates plus ou moins anciennes (voir le texte n°15[26] dans le recueil de publications), c'est parce qu'une histoire longue de Yeoville revient ici, celle d'un quartier d'accueil des primo-accédants dans la ville de johannesburg, qu'ils aient été juifs baltes dans les années 1920, Grecs et Portugais dans les années Trente, Afrikaners à la recherche d'un peu de liberté dans les années 1970 ou Congolais dans les années 2000. Les migrants changent, mais en tant que tel, dans ses fonctions d'usage comme dans les représentations qui s'y attachent, le quartier n'a finalement pas tant changé que la propagande raciste et xénophobe veut aujourd'hui le faire croire : les migrants de toute époque reconnaissent la valeur de refuge de Yeoville qui permet de déployer le filet de protection diasporique à travers ses co-locations bon marché, ses lieux de sociabilité, les réseaux familiaux et nationaux qu'il supporte et qui permettront peut-être de trouver un emploi, un logement, une petite amie ou un mari... Ils rêvent tous néanmoins dans un même temps de le quitter ce quartier, pour une adresse prestigieuse dans les quartiers Nord, le déménagement symbolisant l'ascension sociale et, par un même mouvement, l'anonymisation vis-à-vis de la redoutée *fofoca*[27] de Yeoville. On ne peut que s'interroger dès lors sur les raisons pour

---

26 S. DIDIER & N. ROUX (à paraître en 2015) : "The Yeoville Stories project: looking for public history in Johannesburg", in BENIT-GBAFFOU C. (ed.) *Lessons from Yeoville*, Pretoria : UNISA Press.

27 Je reprends ici le terme brésilien employé par Dominique Vidal dans son encart sur le voisinage (Vidal, 2007 : pp. 68-69) : la *fofoca*, c'est le *gossip des* anglophones, les commérages des congolais de Yeoville, bref, tout ce qui reflète les réseaux de sociabilité des quartiers mais n'est

lesquelles cette fonction d'usage et ces représentations perdurent à travers les décennies : il s'agit très certainement d'invariants sociologiques (le fonctionnement du quartier comme refuge), mais c'est probablement aussi dû aux effets des temporalités de la migration qui ne sont jamais historiquement étanches, et dont les bornages souples permettent à un moment donné la co-présence de plusieurs générations de résidents dans le même quartier qui "apprennent" les uns des autres, en une sorte de transmission des usages et des images à partir desquels se greffent les particularismes de telle ou telle diaspora : je pense ici aux travaux de Florence Bouillon sur la valeur émancipatrice des squatts, comme lieu d'apprentissage du politique (Bouillon, 2009). Ainsi, à Yeoville, pour les plus anciens des résidents Noirs vivant encore dans le quartier, l'évocation de l'atmosphère libérale aux heures les plus dures de l'apartheid de ce quartier alors catégorisé comme résidentiellement blanc (et qu'ils n'habitaient donc pas) participait pleinement de leur attachement au lieu et de leur volonté, une fois engagé le processus de relâchement du *Group Areas Act*[28], de s'y installer. En écrivant ces lignes sur Yeoville, je me rappelle aussi que j'ai quelque part[29] un petit ouvrage illustré de croquis paysagers datant de 1969 trouvé dans une brocante à johannesburg. C'est un curieux mélange de promotion touristique nationale et d'orgueil local, qui vante les monuments et hauts-lieux de la ville (Joubert Park et son horloge florale, la gare de Park Station, les maisons au luxe ostentatoire des Rand Lords, la fontaine aux impalas du parc Oppenheimer...). Pas de trace bien sûr des quartiers non-blancs nés de la ségrégation raciale dans cet ouvrage, ni même de Yeoville trop banalement résidentiel à l'époque pour accrocher l'oeil de ses auteurs (d'ailleurs non crédités dans l'affaire), mais la description seule de Hillbrow vaut le détour. Depuis les années 1990 et la transition politique, le processus de déségrégation raciale a touché en premier ce quartier et Hillbrow en est venu à symboliser pour les franges les moins progressistes de la société la chute du centre-ville, et par la même la perte de contrôle, qui est tout à la fois politique et spatiale, venue avec la fin de l'apartheid, des Blancs sur la ville (pour une discussion parallèle et mieux référencée sur Hillbrow et sa place dans les représentations réactionnaires du centre-ville, voir le chapitre trois de ce volume). Mais Hillbrow a de fait toujours eu une réputation sulfureuse indépendamment du contexte politique observé et de la vigueur de la question de la criminalité qui a alimenté la

---

pour le coup pas bienvenu.

28 *Group Areas Act*: loi d'apartheid mise en application en 1950 et délimitant strictement et spatialement la ségrégation raciale à l'échelle de la ville. Cette législation est à l'origine de déplacements forcés de population résidentes non-blanches considérées comme indésirables de quartiers centraux et péri-centraux comme Sophiatown à Johannesburg ou District 6 au Cap.

29 Ce quelque part est en fait un container au port de Gennevilliers dans lequel patiente mon déménagement de Johannesburg depuis trois ans. On excusera donc j'espère mon évocation mal référencée de ce petit volume...

construction de cet emblématique épouvantail urbain de la période post-apartheid. Quartier aux marges du centre-ville et reconstruit dans les années 1960-1970, sa physionomie est celle d'un quartier dense de très grands immeubles résidentiels modernes. L'abondance des appartements bon marché, la proximité du centre-ville, et la présence de nombreux cafés, librairies et clubs en a très tôt favorisé l'occupation par la bohème blanche johannesbourgeoise et cosmopolite. C'est dans ce quartier que s'est développée la contre-culture en général, la face publique de la culture souterraine gay[30], et bien sûr la contestation politique en dehors des townships, avant de toucher Yeoville (qui jouxte Hillbrow) dans les années 1970. Mon petit ouvrage commence par une description de l'horreur architecturale que représente la tour de télécommunications de Hillbrow, puis glisse vers l'évocation assez dégoûtée des jeunes gens en tuniques et cheveux longs, et des jeunes femmes pieds nus aux cheveux gras qui semblent représenter les résidents du quartier. C'est une condamnation plus morale qu'architecturale du quartier, on l'aura compris (d'autant que quelques pages auparavant, une autre tour de télécommunications, la Sentech, est vantée pour son élégance raffinée). Là encore, on saisit que l'atmosphère libérale du quartier et la possibilité qu'il offrait pour des pratiques socialement marginales condamnées par la majorité de l'époque, ont participé au renouvellement progressif de la population.

Ces réflexions assez libres sur l'inertie dans le temps des réputations (donc des représentations), des usages et des projets en ville, rejoignent un certain nombre des conclusions de la recherche que j'avais menée (dans un tout autre contexte) sur la co-présence pendant cinquante ans de Disney à Anaheim à l'occasion de ma thèse de Doctorat. D'un point de vue méthodologique, cette recherche était, et je le mesure aujourd'hui à l'aune d'un travail en cours sur la perception du déclin dans le centre-ville de johannesburg, bien plus facile. Retracer l'inertie des politiques publiques ou des stratégies d'entreprise est méthodologiquement plus simple que retracer l'inertie des réputations, si tant est que les archives existent et qu'on y a accès, ce qui est loin d'être évident pour toutes les choses Disney[31]. Quoi qu'il en soit, le problème se posait dans les mêmes termes et renvoyait à une analyse des temporalités dissociées qui coexistent en ville au présent : il me fallait expliquer le maintien pendant cinquante ans d'un système de gouvernance locale fondé au début des années 1950 et dominé par Disney, et donc analyser dans un même mouvement l'inertie de la mécanique particulière de ce maintien

---

30 Voir à ce sujet les témoignages recueillis par M. Gevisser et E. Cameron dans le courant des années 1990 (Gevisser & Cameron -eds.-, 1995).

31 Pour une analyse détaillé du système de strict contrôle des archives par la compagnie et de l'opacité de la novlangue Disney, voir Didier, 2000.

tout autant que celle des justifications produites au service de cette inertie, quand bien même elle était mise à mal sur l'ensemble de la période par des transformations, progressivement imposées à la municipalité d'Anaheim par d'autres échelles de gouvernement, de la gouvernance locale. Il m'était dès lors impossible de faire abstraction d'une remontée dans le temps, et le plan adopté dans la thèse était bien un plan qu'on pourrait dire "chronologique", résolument construit au nom de la logique de périodisation dont parlait Castel (Castel, 2013 [1995]) et qui tentait d'identifier à partir des sources historiques dont je disposais les périodes et les évènements qui avaient contribué à la routinisation de ce bricolage local, à un moment donné, de la gouvernance. D'après le souvenir assez flou que je garde de la soutenance, je ne suis pas sûre d'avoir convaincu mes lecteurs de la validité d'un tel plan. Mais réhistoriciser ainsi Anaheim et Disney me semblait finalement nécessaire, parce que l'entreprise de construction du consensus local autour du parc de Disneyland effaçait justement les traces de sa propre histoire, et notamment le souvenir des cinquante ans de négociations renouvelées au gré des dynamiques propres des acteurs en présence et de l'espace lui-même (le comté d'Orange) dans lequel le parc est inscrit[32]. Dans l'histoire officielle d'Anaheim et du comté d'Orange, l'évènement historique que représente l'arrivée des frères Disney en 1953 et leur négociations d'achat de terrains en frontière des limites municipales pour la construction de Disneyland apparaît comme un mythe fondateur territorial[33]. Alors même que le Nord du comté, dans lequel est située la municipalité d'Anaheim, était soumis à l'époque à la grande transformation de la suburbanisation de l'après-Guerre (Jackson, 1985 ; Kling *et al.*, 1995 [1991]), cet évènement seul s'impose comme moment zéro de l'Histoire locale, et son évocation justifie dès lors la poursuite du partenariat avec Disney. C'est aussi le sens d'un récent article de Kris Bezdecny à propos de l'opération d'*imagineering*[34] d'Orlando en Floride, autre "ville Disney" s'il en est depuis 1972 et la construction du second parc de la compagnie, Walt Disney World :

---

32 Le cas Disneyland/Anaheim est frappant de ce point de vue, mais d'une manière plus générale je m'interroge dans des termes similaires sur le comté d'Orange lui-même, toujours vu comme l'incarnation du présentisme consumériste et donc de l'isotropie absolue et lisse induite par la suburbanisation, et ce quand bien même il est affecté depuis les années... 1970 par de fortes tensions et recompositions socio-spatiales internes (Didier, 2005 ; Downey & Smith, 2011).

33 Je reviendrai sur cette dimension du mythe territorial et de l'effacement des mémoires dans la troisième partie de ce volume. Les grandes figures associées à ces mythes, type Walt Disney, sont perçues comme des découvreurs de terres vierges, c'est à dire de terres sans histoire préalable.

34 *Imagineering*: néologisme Disney, contraction d'imagination et d'ingéniérie, pris ici dans le sens donné par Kevin Archer. "Imagineering involves attempting to construct the reality of goods or places on the basis of nostalgia and amnesia, or partial memory and partial forgetting" (Archer, 1997 : 322).

> "Who defines Central Florida? Regardless of the answer, the definition is often the same, and often begins with "Walt Disney World". Many narratives become lost in this definition: the racial and ethnic tensions of Orlando's past and present; a diversifying economic backdrop to the region simultaneous with the region's continued dependence on tourism for income and taxes; revitalization pojects that are often synonymous with tourist attractors; and struggles to find affordable living conditions for those at the lower brackets of the income spectrum, while simultaneously attempting to attract those in the higher brackets to bring their taxable income permanently to the region." (Bezdecny 2015 : 388)

Contrairement à Bezdecny toutefois, je m'intéressais alors à l'époque peut être moins au pourquoi d'une telle entreprise d'amnésie, qu'elle inscrit dans une lecture marxiste directement inspirée des travaux de David Harvey sur le développement inégal (Harvey, 2005), et plus au comment, c'est-à-dire à la mécanique elle-même de transmission du mythe, ce que me permettaient les archives à ma disposition. Une grande partie de mes publications post-thèse reprenait ainsi certaines de ces interrogations liées aux inerties de configurations de pouvoir négociées dans un temps antérieur, qui sont autant d'inerties de la production de l'espace local (voir le texte n°3[35] dans le recueil sur les difficultés encore présentes aujourd'hui du traitement de la question des circulations automobiles autour du parc, et voir le texte n°4 sur le passage de Disneyland du statut de simple infrastructure de loisirs à celui de modèle de ville construit en réponse à la crise urbaine étatsunienne de l'Après-Guerre[36]). Ces publications n'étaient pas connectées directement à l'analyse du temps présent : elle s'attachaient plutôt à revenir sur la genèse de situations de pouvoir actuelles, mais sans que le lien direct soit systématiquement fait ni la méthode de l'exposition de ce lien explicitée. Certaines de ces publications d'ailleurs avaient été écrites pour un public d'historiens (voir en particulier le texte n°4). Conséquence peut-être des difficultés à rebondir dans les premières années post-thèse, elles semblent plus consister en un tronçonnement par petits morceaux de chapitre de la thèse de doctorat que de réflexions réellement synthétiques. En somme, elle reproduisent les difficultés que j'avais rencontrées dans la mise en place de mon plan de thèse, ce que j'avais souligné à l'époque comme un compromis, qui posait un vrai problème d'exposition que je n'avais pas réussi à résoudre : celui de l'intégration synthétique des données historiques à partir du présent. Si cette intégration synthétique est ce qui guide en quelques sorte ma méthode d'analyse du passé, je ne sais toujours pas si l'entreprise est faisable du strict

---

35 S. DIDIER (2002) : "L'ambiguïté de l'expérience Disneyland en matière de gestion des flux de visiteurs", *Flux*, 50 (octobre-décembre), spécial "Grands paquebots urbains", pp. 34-43.

36 S. DIDIER (2005) : "Disneyland, entre parc de loisirs et modèle de ville pour la suburbia nord-américaine", in *Divertissements et loisirs dans les sociétés urbaines à l'époque moderne et contemporaine*, R. BECK & A. MADOEUF (eds.), Tours : Presses Universitaires François-Rabelais, pp. 285-294.

point de vue de l'écriture finale : ce serait de fait une autre piste méthodologique à creuser... Ces premières publications montraient cependant mon attachement vers une manière particulière d'analyser la question du pouvoir en ville, attachement qui s'est confirmé par la suite et qui me rapproche de la grande (et bigarrée) famille des Études urbaines critiques.

Histoires de pouvoir à Anaheim et au Cap

> "To start with the key lesson of Lefebvre, the production of space is a contested process. The shaping and reshaping of urban spaces is a product of complex power-geometries, as different actors seek to determine who and what the city is for. Among the resources mobilized in these power struggles are capital, property rights, planning codes, spatial design, law, various policing techniques and technologies, education, socialization, and labour. Of course, the capacity to mobilize these resources is not limited to one group. This is not to say that the city is free of power imbalances, just to observe that there is no operation of power that is beyond subversion and/or appropriation for a range of different (and possibly unintended) uses." (Iveson, 2013 : 942)

La rédaction du dossier de demande d'Habilitation entraîne à un moment donné l'impétrant dans une relecture critique de ses propres productions, et de sa propre thèse en particulier. L'exercice est, il faut bien le dire, plutôt pénible, mais il est aussi instructif, car il nous informe sur l'état d'une discipline à un moment donné de la production de savoir, à la fois dépendante d'impératifs sociaux, d'inscription dans des champs de recherche en devenir, tout autant malheureusement que d'effets de mode scientifique qui ne font parfois pas long feu. Que nous disait la Géographie des parcs à thèmes au début des années 1990 ? En France, l'émergence de cet objet de recherche était très liée au contexte d'arrivée de la compagnie Disney dans le paysage francilien (Cazes, 1988), laquelle rendait bien sûr pertinente cette demande sociale de connaissance sur un objet, pour le coup pas si nouveau, mais faisant écho localement à un débat culturel plus vaste sur la supposée américanisation de la société française : on se souvient de la notion de "cocacolonisation" et des lois à peu près contemporaines sur l'exception culturelle française destinées à protéger les industries nationales de la culture et du spectacle. Dans cette ambiance de méfiance largement entachée de mépris culturel, les chercheurs produisaient une analyse des parcs Disney finalement très attachée à l'objet dans sa matérialité, à travers des descriptions minutieuses de l'insularité de ces paysages du loisir (Eyssartel & Rochette, 1992), visant probablement *in fine* à en démontrer l'artificialité. Un autre versant de ces études consistait plutôt en des sortes de mini-études d'impact

(Coltier, 1988, Dorel, 1992), lesquelles devaient permettre de trancher la question somme toute insoluble posée par la société à propos des parcs Disney et de la vague franco-française de parcs dont la construction avait été stimulée par l'annonce de l'arrivée du géant étatsunien des loisirs : le jeu vaut-il finalement la chandelle d'accueillir une telle infrastructure sur son territoire ? L'articulation avec des problématiques urbaines était en général assez mince, à peine relevait-on quelques articles assez rapides sur les négociations entre l'État et Disney pour la mise en place du parc à Marne-la-Vallée (Barat, 1988), alors même que la thématique de la "capitulation" de l'État français face à Disney suscitait la polémique. Disney perçu comme un envahisseur, la question culturelle écrasait en fait tout le débat et la Géographie en particulier en restait prudemment à des éléments factuels assez distanciés.

Du côté des États-Unis, les études culturelles étatsuniennes s'étaient elles à nouveau emparées de l'objet Disneyland dans les années 1990, reprenant les questionnements des années 1980 soulevés par les sémiologues européens (et principalement Umberto Eco et Jean Baudrillard[37]) sur le simulacre. Là aussi, les positions étaient violemment anti-Disney, mais elles faisaient écho à une très vieille opposition étatsunienne entre "haute" et "basse" culture : Disney n'était pas ici un envahisseur culturel dont l'arrivée sanctionnait, comme en France, l'avènement de la mondialisation culturelle et par là même alimentait le sentiment de déclin français. C'était bien au contraire le pur produit local d'une culture de masse spécifique de la classe moyenne blanche, attachée au maintien de l'ordre social et entretenant de forts sentiments anti-urbains. Si la condamnation de ces produits culturels restait souvent à l'ordre du jour (voir notamment certains passages, qui semblent aujourd'hui très excessifs par le niveau de langue utilisé, chez Sorkin, 1992), ce qui était en jeu relevait d'un autre ordre de réflexion, interrogeant la généralisation dans les années 1990 de la privatisation des villes étatsuniennes, faite au nom d'une meilleure efficience dans la gestion de l'urbain mais aboutissant à une forme de privation des libertés, en particulier à travers la disparition des espaces publics. Il s'agissait donc bien d'un enjeu de pouvoir, le pouvoir de dire la ville et de la faire, pouvoir qui semblait donc à l'époque en voie d'être totalement accaparé par la classe moyenne blanche suburbaine. Les parcs à thème Disney, les centres commerciaux, les *gated communities* (ci-après quartiers sécurisés), etc., tous ces objets produits par la *suburbia*[38] suscitaient une forme d'inquiétude civique des chercheurs par rapport à l'avenir des villes (villes-centres devrais-

37 Eco, 1994 [1985], et Baudrillard, 1994 [1985].

38 Je préfère utiliser le terme de *suburbia* pour nommer les banlieues étatsuniennes constituées essentiellement après 1945, et ce afin d'éviter la confusion inter-linguistique avec le terme de *banlieue*.

je ajouter) et à un idéal démocratique incarné dans l'espace de la grande ville et jugé en voie de disparition (Goss, 1993 ; Mitchell, 1995 ; Blakely & Snyder, 1997).

Ces analyses n'étaient pas sans me poser un certain nombre de problèmes, et notamment car elles posaient un regard nostalgique sur la ville traditionnelle de la côte Est considérée comme seul idéal/référent de l'urbanité étatsunienne, et donc la question de l'espace public ici souhaité escamotait des types de relations public/privé autres ; j'ai eu l'occasion de montrer que Disneyland, par rapport au contexte du comté d'Orange, fonctionne comme un espace public quand bien même il n'en est évidemment pas un dans l'absolu, ce qui me semble finalement en accord avec les remarques d'Isaac Joseph (Joseph, 1984)[39]. La carte qui suit (FIG.3), qui porte sur cinquante ans de transformations du parc de Disneyland, montre cet effacement progressif des limites du parc dans le mouvement d'ouverture de zones commercialo-ludiques faisant office, dans le paysage d'Anaheim qui en est presque totalement dépourvu, d'espace public pour la ville[40]. Une critique du même genre pourrait être faite à propos de l'usage de cette théorie de la privatisation de l'espace public en Afrique du Sud au début des années 2000, reprise à propos de la construction de centres commerciaux/unités résidentielles/lieux de vie insulaires du type Melrose Arch à Johannesburg (Dirsuweit & Schattauer, 2004) : peut-on parler de la même manière qu'aux États-Unis de privatisation de l'espace public, dans une société qui a fonctionné pendant si longtemps selon un principe d'accessibilité inégale et dans laquelle les logiques privées de la production de la ville ont été aussi prédominantes ? Et que peut bien signifier le terme d'espace public urbain "traditionnel" dans ce pays, et pourquoi faudrait-il y revenir[41] ?

Mais les analyses étatsuniennes posaient aussi, j'y reviendrai dans le sous-chapitre qui suit sur la question des sources, un problème d'appréhension des phénomènes, adoptant de fait une position finalement très surplombante dans leur condamnation unanime de l'urbanisme à la Disney. Il n'empêche, elles me semblaient pour le coup beaucoup plus riches que ce qui était traité côté français car exposant, bien au-delà de l'objet Disneyland lui-même dans sa matérialité, certains des enjeux plus vastes de la question urbaine de la toute fin du XXème siècle. L'ouvrage de Sharon Zukin, sur les paysages du pouvoir

39 On pourrait tenir d'ailleurs, et cela a déja été fait, le même raisonnement pour l'Afrique du Sud suburbaine et sa passion pour les *malls* (Houssay-Holzschuch, 2010).

40 C'est aussi le sens de l'encadré sur la prise de Disneyland par les Yippies en 1970 que j'ai rédigé pour l'ouvrage *Vies citadines*, et qui reprenait en la travestissant un peu les remarques de 1965 du critique d'architecture Charles Moore : pour faire la révolution à Los Angeles, donnons nous rendez-vous à Disneyland (Didier, 2007).

41 Pour une discussion plus poussée du même ordre sur les "espaces vides" dans la ville sud-africaine, voir Houssay-Holzchuch & Thébault, 2015.

(Zukin, 1991), était de ce point de vue remarquable, articulant dans une même analyse sur les transformations de la base économique des villes les succès du parc à thème Disney (Orlando) et le déclin de la ville industrielle classique (Détroit, évidemment). Elles rencontraient bien sûr la formulation scientifique, encore en cours à l'époque, d'un modèle angeleno de la ville qui a fini par s'imposer scientifiquement au milieu des années 1990, et qui sanctionnait ce passage à un ordre de l'urbain autre que celui de la grande ville industrielle traditionnelle (Scott & Soja, 1996 ; Dear & Flusty, 1998 ; Soja, 2000). Je ne reviendrai pas trop en détail sur les caractéristiques de ce modèle bien connu des Géographes, et dont certains des grands traits figurent dans le texte n°5[42] du recueil de mes publications, mais je souhaiterais noter ici, au delà de la rupture profonde que ce modèle à accompagné dans la compréhension de l'urbain contemporain, le basculement géographique des centres d'intérêt scientifiques qu'il représente et qui s'est déroulé en l'espace d'une petite décennie, avec un décentrement vers des espaces jusqu'alors négligés dans les Études urbaines étatsuniennes au titre de leur "atypisme", voire méprisés pour des raisons idéologiques. Ces espaces, ce sont bien évidemment la *suburbia* et Los Angeles[43]. Ceci me semble important à souligner aujourd'hui, quand personne ne conteste plus l'importance de cette ville dans la compréhension du fait urbain[44], mais surtout à l'heure où un phénomène parallèle anime les Études urbaines dans un glissement épistémologique vers les Suds, et j'y reviendrai dans le deuxième chapitre de ce volume.

---

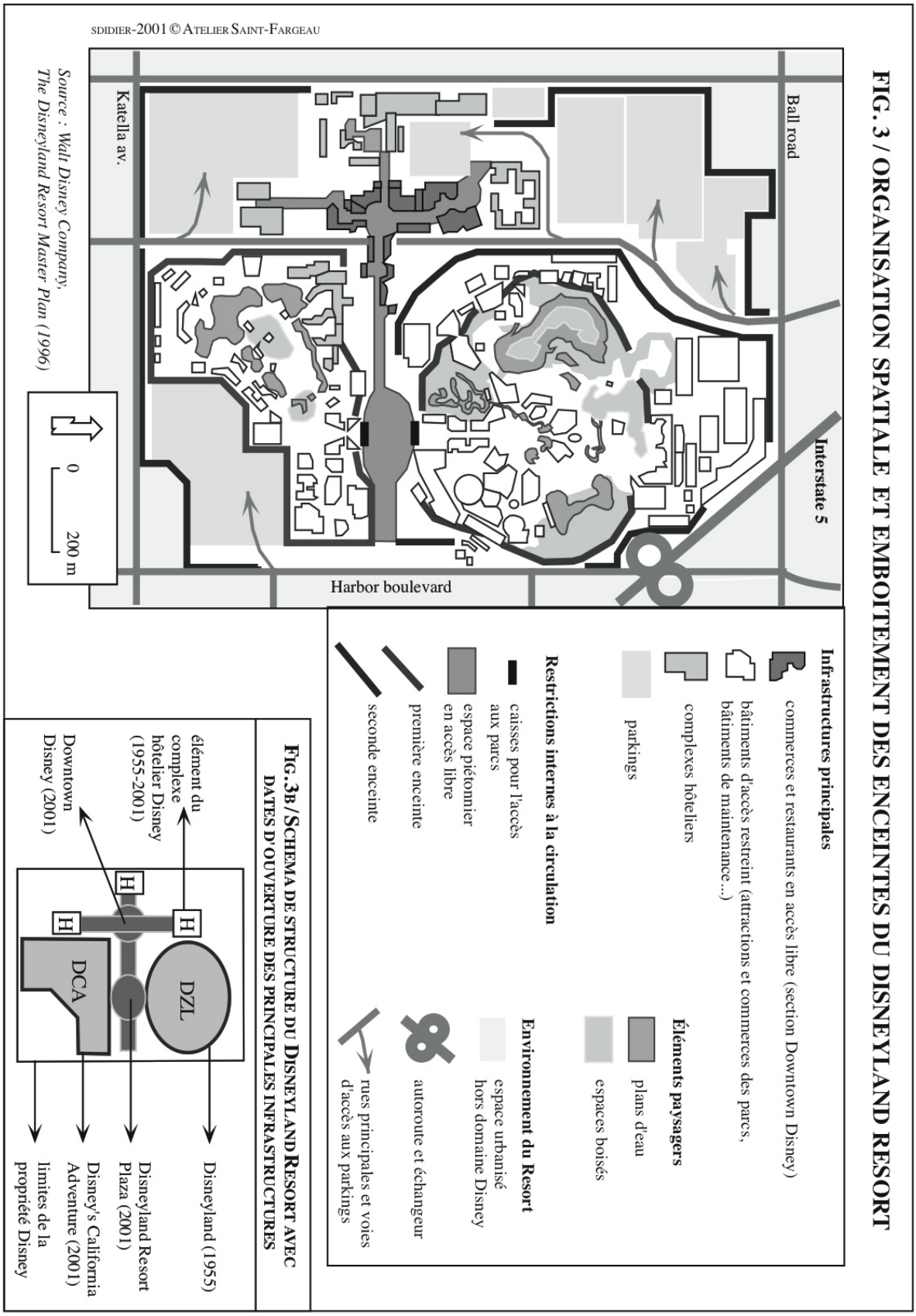
42 C. BÉNIT-GBAFFOU, S. DIDIER, E. DORIER-APPRILL & P. GERVAIS-LAMBONY (2007) : "Fragmentations", in E. DORIER-APPRILL & P. GERVAIS-LAMBONY (eds.), *Vies citadines*, Paris : Belin, pp. 15-39.

43 Je pense à la montée en puissance au même moment de la *New Suburban History* tordant le cou aux vieilles analyses sur l'anomie de la *suburbia*, tout comme à l'injonction de Scott et Soja à "prendre Los Angeles au sérieux" (Scott & Soja, *op.cit.*). Il me semble aussi que l'inquiétude qu'a représenté le réaménagement de Times Square à New York à la fin des années 1990 par Disney (voir en français Tonnelat, 2001, et pour une rétrospective des transformations de Times Square Huyssen, 2003) relevait de ce problème idéologique, lisant le cœur de l'urbanité étatsunienne attaqué par les valeurs de la *suburbia*.

44 Je suis à ce propos régulièrement frappée par la rapidité et la puissance avec laquelle le modèle angeleno s'est imposé, ce que je vois pour la génération de chercheurs postérieure à la mienne notamment. Cela renvoie à la puissance heuristique de l'analyse très certainement, mais aussi à la structure de production du savoir qui a entraîné une omniprésence de ce cas dans les publications.

FIG. 3: Organisation spatiale et emboîtement des enceintes du Disneyland Resort

Carte inédite



Les diverses expériences de création de villes ou de *revamping* urbain menées par la compagnie Disney dans les années 1990[45] ne relevaient toutefois pas que d'une question structurelle, à savoir cette fameuse transformation de la base économique des villes. C'était aussi une démonstration du pouvoir de ces grands promoteurs ou de ces grandes entreprises de loisirs de prescrire l'avenir de la ville, et donc d'imposer aux pouvoirs publics un modèle particulier de développement urbain. La lecture par Stacy Warren (Warren, 1994) de la sollicitation de Disney Imagineering[46] par la municipalité de Seattle pour le réaménagement du centre-ville au début des années 1990 proposait ainsi une relecture de l'hégémonie gramscienne, en accord avec la théorie d'une prise de pouvoir sur la définition des futurs de la ville par la classe moyenne blanche suburbaine. Toutefois, les conclusions de l'article étaient peut-être plus intéressantes, car à Seattle, les propositions de la compagnie, largement approuvées par les édiles municipaux, avaient finalement été déboutées par les résidents dans les processus participatifs. Disney repartant la queue entre les jambes de Seattle en 1993, cela prouve qu'il peut y avoir contestation, et contestation victorieuse au final, en accord avec les remarques de Kurt Iveson citées plus haut. Mais cela laisse entier le problème de l'exercice de l'hégémonie au quotidien, à savoir comment les projets arrivent à s'imposer et pourquoi le cas échéant dans certains cas ils n'y arrivent pas.... À Seattle toutefois (et comme à Times Square), il s'agissait encore d'un cas d'"envahisseur", d'un acteur extérieur à la ville venu défricher un nouveau terrain de jeu ; à Anaheim, Disneyland et la compagnie Disney font partie du paysage depuis 1953, suite à un accord tacite entre édiles locaux et compagnie sur la poursuite de la croissance économique comme raison d'être de la ville. Les termes de la relation entre municipalité et compagnie ne pouvaient donc qu'être différents, quand bien même ils semblaient fragilisés au bout de cinquante ans d'exercice. Dans le décorticage de ces relations de pouvoir, ce que je n'ai pas trouvé en Géographie à l'époque, je l'ai pioché dans les Sciences politiques et la Sociologie, et plus particulièrement, ce sont les travaux de John Logan et Harvey Molotch focalisé sur les régimes de croissance, prolongés du travail de Clarence Stone sur des formes plus complexes de régimes d'accommodement, qui m'ont donné les clefs de compréhension de la mécanique de l'exercice de l'hégémonie Disney et des évolutions de la gouvernance à Anaheim (Logan & Molotch, 1987 ; Stone, 1993 ; et pour un résumé en français de Stone, Latouche, 1998). La typologie des différents régimes d'accommodement entre secteur public, secteur privé et société civile proposée par Stone est complexe, allant des régimes d'alliance

45 Par exemple, sur la création de la ville de Celebration en Floride par la compagnie Disney, voir Didier, 1999, et sur les mésaventures de Disney à Seattle, voir Warren, 1994.

46 Disney Imagineering était à l'époque le bras armé de la compagnie en matière d'urbanisme.

public/privé au strict service de la croissance économique écartant la société civile (Stone développait ce type à partir de ses propres travaux sur Atlanta, mais on aurait pu prendre le cas d'Anaheim) à des régimes plus progressistes pas uniquement focalisés sur la croissance économique et laissant une place dans la distribution du pouvoir à la société civile (et le cas de Seattle répondait plutôt à ce type là, ce qui permettait bien une remise en cause pour Stacy Warren d'une hégémonie fonctionnant à une autre échelle que celle stricto-sensu de la ville de Seattle). La typologie de Stone ne me semblait toutefois pas forcément appropriée pour comprendre le passage éventuel d'un type de régime à l'autre, et donc la possibilité de changement et de transformation des rapports de pouvoir sur le temps long : c'est le sens de l'encadré qui suit, extrait d'un texte que j'avais présenté en 2001 lors du séminaire PRISMA et qui tentait de montrer les temps longs des régimes et les moments de rupture qui permettaient leur éventuelle remise en cause.

FIG.4 : Transformation du régime d'accommodement à Anaheim (Californie) entre 1950 et 2000

(Extrait de S. Didier (2001) : "Comment aborder la question du changement dans la ville ? Une tentative par l'entrée "gouvernance"", préactes du séminaire *PRISMA4-Processus d'identification socio-spatiale dans les Amériques*, Toulouse 10-11 mai 2001, pp. 157-162.)

Temps 1 : l'avant suburbanisation et l'avant Disney. Régime 'traditionnel' de petite ville polarisant un milieu essentiellement rural. Élites politiques reflétant ces intérêts agricoles : enjeux locaux du gouvernement de la ville, isolement par rapport la base électorale dans la prise de décision (c'est encore l'époque du gouvernement représentatif au sens strict), relations de la municipalité limitées à celles entretenues avec le comté dominant encore les vastes espaces interstitiels entre les différentes municipalités.

Rupture 1 : l'arrivée de Disney (1953-1955), contemporaine de la suburbanisation et de l'industrialisation (firmes aéronautiques type Rockwell Aeronautics dont les usines sont distribuées à l'échelle du grand Los Angeles). Court-circuitage d'une partie du système politique municipal par une poignée d'acteurs publics d'une nouvelle génération traitant secrètement avec la compagnie Disney pour favoriser son implantation sur la commune (mise en place d'un réseau de croissance limité qui va bientôt être étendu à l'ensemble du Conseil municipal). Le rôle du comté dans cette implantation est à noter : il a préparé le terrain des négociations pour la municipalité.

Temps 2 : régime de croissance (à la Logan & Molotch) très long (de 1955 jusqu'au milieu des années 1980) s'illustrant en particulier par une coopération très étroite entre Disney et la municipalité (échanges de techniques, intervention directe de la compagnie dans la politique de la ville, etc.). Lien s'affaiblissant avec le comté à mesure de l'urbanisation/incorporation/annexions systématiques dans l'ensemble du secteur Nord du comté (morcellement politique croissant).

Toujours pas de montée en puissance des résidents, alors même que le Sud du comté voit à partir du milieu des années 1970 l'influence de plus en plus importante dans les séances publiques de planification d'associations de résidants visant à freiner l'urbanisation (*slow-growth movements*), en s'emparant des outils de consultation sur les questions environnementales imposés par l'échelle de l'État de Californie.

Rupture 2 : à partir de la restructuration de la compagnie Disney (1984), changement de stratégie territoriale de Disney au profit d'une mise en compétition des collectivités locales sud-californiennes pour les nouveaux équipements, et des différents sites Disney pour les réaménagements éventuels. Rumeurs de désengagement à Anaheim et abandon des pratiques de "coopération conviviale" autrefois de mise entre Conseil municipal et direction de la compagnie. Dissensions de plus en plus grandes au sein même du Conseil municipal et du Département de la planification sur la validité de l'association avec Disney dans le cadre du régime de développement. Entité politique comtale ayant démissionné pour se consacrer presque exclusivement aux problèmes de transport, notamment après la faillite comtale de 1994. Premiers impacts de la consultation publique : montée en puissance (quoiqu'encore timide et court-circuitée par la municipalité) de la voix des résidents, sur des questions NIMBYs classiques mais aussi sur la validité du modèle de croissance imposé, grâce notamment aux outils de consultation sur les questions environnementales (surtout à partir du milieu des années 1990).

Ainsi, si l'histoire officielle d'Anaheim qualifie toujours les relations entre la compagnie et la municipalité de "mariage", elle le faisait au fil du temps de plus en plus comme d'un "mariage avec ses hauts et ses bas" (Didier, 2000 : 348) : les années 1990 montraient une sérieuse remise en cause du modèle Disney localement, à travers la montée en puissance de la voix des résidents permise par l'imposition par l'État de Californie d'impératifs de consultation populaire. C'est donc à une autre échelle que celle d'Anaheim que les outils de la contestation ont été forgés. Mais ces impératifs existaient de fait depuis les années 1970, sans qu'ils aient permis jusqu'alors le déverrouillage du régime de croissance initial. L'existence des outils ouvrant la voie à la contestation ne signifie donc pas nécessairement que contestation il y aura, ni surtout que cette contestation sera victorieuse : la situation à Anaheim, quinze ans plus tard, n'a pas tellement changé. Plus encore, les outils mêmes de la contestation par la société civile ont été réappropriés par la compagnie, les invalidant dans le même mouvement. En 2007 en effet, la municipalité d'Anaheim, consciente de la difficulté croissante des employés du complexe touristique articulé autour de Disneyland à se loger à proximité de leur lieu d'emploi, a souhaité utiliser la législation californienne sur la réduction des gaz à effet de serre pour autoriser la construction à l'intérieur des limites de la zone touristique de logements bon marché. L'opposition de la compagnie au projet ne s'est pas faite directement, comme c'était le cas

jusqu'alors, mais par le financement d'une association/coalition locale composée d'entreprises du secteur hôtelier et de résidents pro-Disney et pro-croissance économique, résidents qui sont intervenus individuellement pendant plus d'un an lors des séances publiques tenues à propos du projet et qui ont finalement réussir à le débouter[47]. De fait, pour compléter la citation de Kurt Iveson en exergue de ce sous-chapitre, si aucune opération de pouvoir ne peut échapper à la subversion, il n'en reste pas moins que la puissance des inerties des structures de pouvoir en place compromet l'opération même de la subversion.

On l'aura compris, d'une certaine manière, ce travail consacré au temps long du pouvoir à travers l'analyse du maintien du régime de développement à Anaheim sur cinquante ans a constitué une sorte de méthode pour l'ensemble de mes travaux ultérieurs, par l'attention particulière portée aux temporalités en croisement avec les échelles de l'exercice du pouvoir. En particulier, j'ai l'occasion actuellement de mesurer l'enjeu global que représente aujourd'hui l'ouverture de la prise de décision à la société civile, à travers les outils de la participation, dans une recherche encore en cours sur les transformations de la gouvernance du Parc National de la Montagne de la Table au Cap, en Afrique du Sud. Le contexte est évidemment très différent de celui du comté d'Orange, mais les enjeux me semblent proches, car ils posent en fin de compte de la même manière le problème de l'inertie des structures de pouvoir, et interrogent en définitive la capacité des sociétés à bouleverser fondamentalement ces ordres hérités. Dans le cas sud-africain, c'est bien un impératif national qui tente depuis la transition démocratique le redressement des torts passés aux populations non-blanches, et l'outil privilégié de cette transformation se fait en termes d'accès aux décisions : en contexte urbain, cette transformation, inscrite à l'agenda national dès 1995, passe dès la création des municipalités unifiées par le *Local Government: Municipal Systems Act* de 2000 qui prévoit pour chaque *ward* (circonscription administrative de base) un certain nombre de mécanismes encourageant la participation populaire. Le même mouvement a affecté les Parcs Nationaux, essentiellement dans les faits à partir de la mise en application du *National Environmental Management: Protected Areas Act, No. 57* de 2003 :

> "SANParks[48] recognises that National Parks belong to the people of South Africa. As custodians of these national assets, we encourage stakeholder participation processes which strengthen community-park relations by incorporating local communities in support of the management and conservation of our natural and cultural resources. Stakeholder engagement therefore takes place routinely

47 "Disney-led initiative removed from ballot", *Anaheim Bulletin,* supplément à l'*Orange County Register*, 3 juin 2008.

48 Institution sud-africaine responsable de la gestion des Parcs Nationaux, fondée en 1926.

> through the ongoing activities of Park Forums and more broadly, during the development and revision of Park Management Plans" (SanParks, 2001 : 2)

Mais l'imposition de ces nouveaux impératifs à une institution gouvernée depuis Pretoria et au fonctionnement encore très fermé aux non-experts des questions environnementales, et insérée dans le cas particulier du Cap dans un espace politique conflictuel de surcroît[49], reste extrêmement fragile : l'histoire de la participation pour le Parc est une histoire longue des échecs successifs de ses Directeurs à en transformer le fonctionnement. Les mesures progressistes butent en particulier sur une confiscation de la définition, comme de l'usage, de la Nature en ville par la classe moyenne, et singulièrement par la classe moyenne blanche. C'est bien sûr un héritage de la construction coloniale du rapport à la Nature en Afrique du Sud (Khan 2002 ; Swanepoel, 2013), prolongée par la discrimination d'accès au Parc dans la période d'apartheid pour les populations non-blanches, mais cela a au présent des incidences très fortes sur la capacité et la légitimité même des acteurs de la société civile qui ne sont pas directement liés aux associations historiques de protection de la Nature à s'insérer dans les processus participatifs ouverts par le Parc. Quand bien même les managers successifs du Parc tentent de bonifier ces processus participatifs grâce à un certain nombre de mesures techniques visant à garantir leur caractère inclusif, le bilan au bout de vingt ans est mince en termes de renouvellement des participants de la société civile au Forum. Ainsi, les modèles théoriques qui suivent, construits à partir de l'évolution sur vingt ans de ces Forums successifs (FIG. 5), montrent en filigrane l'inertie des structures de pouvoir en place, inertie renforcée par une définition géographique micro-locale de la communauté d'intérêt du Parc qui concoure à la reproduction dans le temps de la confiscation historique du Parc par les élites blanches, à la fois en termes d'usage et en termes de capacité de prescription :

FIG.5 : Trois modèles théoriques de Forums participatifs pour le Parc National de la Montagne de la Table au Cap, tels qu'expérimentés entre 1995 et 2015.

(extrait de S. Didier & J. Swanepoel (2014) : "A park for all... and by all ? Identifying scalar traps in the building of participatory mechanisms for urban parks: evidence from the Cape Town case", communication à la conférence *BiodiverCities Rescaling natural parks and the city,* jardins botaniques de Kirstenbosch, Cape Town, 7-9 avril 2014).

** Model 1 : Localist (i.e. based on local participation, local meaning here geographically local)*

This model conflates "community" in community participation with the ultra-local scale. This means

49 En l'occurrence la ville du Cap, dont l'opposition politique au gouvernement national ANC bien connue est une source infinie de conflits scalaires depuis la mise en place de la municipalité unifiée, voir à ce sujet Jaglin & Dubresson, 2010.

having the historic CBOs & NGOs dealing with environmental awareness on board, such as the South African Mountain Club, the "Friends of" groups, etc. Due to the historical construct of racial/class appropriation of the Mountain, White middle to upper-middle class residents neighboring the Park are very involved ; all these groups are very organized, and influent (we have a journalist at *Die Burger*, an attorney, etc.). These people can pick up the telephone and talk to the politicians (at ward level in particular but not only), something Park Management probably always resented due to the local political dissensions with the City. The high degree of involvement of these CBOs & NGOs is matched by their frustration over power dynamics in the fora. There is either a collapse of the Forum in place due to Forum fatigue or a termination of the Forum by Park Management. This type of Forum is eventually dismissed by SanParks in CT as paving the way for a reproduction of the old exclusionary system. They are also very much embroiled in local political dynamics.

* *Model 2 : Widened / delocalized (i.e. broadened participation)*

A.k.a. the Brett Myrdal (third Park Manager, early 2000s till mid-2000s) strategy: his thought on the participatory issue reflects a move to “elevate” the debate from the grasp of strictly local stakeholders, i.e. to change the scale of the debate. This model conflates "community" with a deliberate mix of civil society representatives aiming at redressing past imbalances and thus bypassing the local trap (these representatives not just being limited to their very proximity to the Park). V. complex process of selection for the participants, facilitated by professional facilitators, emergence in public meetings of a number of portfolios managed by the participants. Jumping-scale for SanParks here means having on board community leaders from the Cape Flats (as an embodiment of the Redress policy), academics who would supposedly be “apolitical” as well as knowledgeable in their field (expertise motif), etc. But eventually, this type of forum also collapsed, due to forum fatigue combined with lack of interest in view of the fragmentation of the portfolios (for instance, local leaders from the Flats involved in the Forum apparently did not attend after one or two meetings).

* *Model 3 : An attempt to by-pass the localist issue as well as the inefficiency of the broadened model*

=> project oriented solution for cooperation, on a one-project-at-a-time basis. Even with the official forum deactivated *de facto*, emergence of new para-structures: impulsion by SanParks or other levels of government. (some of which play into the political “scale-jumping” tendency typical to the Capetonian mode of governance). Park management appears to have a new strategy around participation: addressing user groups instead of individuals or “experts”, addressing them only when they have a constituency, addressing them only when they have a plan for action and addressing them separately on topical issues. The Mountain Bike club appears to be one of these groups which managed to adapt and fit into this new form of interaction between civil society and Park management. On the other end of the specter, the “dog people” are not in contact with park

management anymore. Para-structures (by-pass of existing ones) are called for by other levels (Province in particular): heavily publicized crime issues in the Park have led to the Province forcing the opening of a separate crime forum (even though there is a safety and security portfolio in the now deactivated but still official forum). From our interviews, it is not clear what this separate forum is supposed to achieve except put Park management on their toes with regards these issues. Furthermore, interviews with the Chair of this Province-initiated security forum show a mere projection of city issues on the park.

Ville par le bas et ville contraire, entre l'archive et l'entretien

On l'aura compris, mon projet général d'analyse des rapports de pouvoir en ville dans leur dimension dynamique entretient un rapport assez étroit avec les objectifs affichés par les études urbaines et la géographie critique anglophone : j'y reviendrai dans le sous-chapitre suivant, toutes les propositions de cette grande famille ne me sont pas toutes proches également, et cela fait en particulier écho à mon sens à des questions de contexte de production de la recherche. Il n'en reste pas moins que ce projet de décorticage des relations de pouvoir en ville répond d'une certaine manière aux objectifs de "dévoilement" des structures de pouvoir en place qui motive aussi ces deux courants critiques. Cet objectif ne peut qu'être aligné sur une série de méthodes qualitatives nécessairement attentives aux discours eux-mêmes tout autant qu'aux conditions de leur énonciation. Ces méthodes mises au service de cet objectif précis me portent assez logiquement vers des approches "par le bas" : je ne parle pas ici nécessairement sur un plan théorique qui opposerait approche ascendante et descendante, mais plutôt de ce qu'on pourrait qualifier d'analyse du quotidien, attentive à l'expérience directe des citadins et des acteurs en général de ces enjeux de pouvoir. D'une certaine manière, parce qu'elles suivent tout aussi logiquement ce premier type d'approches, ces approches sont aussi des approches "contraires", c'est à dire dissonantes par rapport à l'Histoire officielle.

Sur l'approche par le bas tout d'abord, je me satisfais assez peu d'approches très distanciées, car elles me semblent enfermer les témoins précisément dans ce que dénoncent les courants de recherche critiques : il me paraît difficile de "donner une voix" quand on escamote la parole des gens. J'étais et je suis toujours en particulier assez mal à l'aise avec les textes produits par la branche la plus postmoderne de l'école de Los Angeles, précisément pour cette raison, quand bien même la dimension théorique de ces textes m'a énormément fait avancer dans mes propres recherches (et je reviendrai dans le

chapitre deux sur les enjeux du rapport terrain/théorie dans le cadre de l'analyse du processus de néolibéralisation). Ceci me renvoie dans leurs formulations peut être les plus caricaturales aux travaux critiques des années 1990 sur Disney, qui enfermaient trop souvent à mon goût le public des parcs dans une condamnation identique à celle proférée contre la compagnie (en clair, s'ils vont au parc, c'est qu'ils sont tombés dans le panneau du simulacre Disney, et donc pas bien malins[50]). Des textes comme ceux de Marc Augé en particulier me semblaient procéder d'une démarche surplombante de ce type quand bien même ils se revendiquaient d'une approche ethnologique (Augé, 1992). D'une manière assez similaire, si je reconnais son influence énorme sur mes travaux (notamment dans sa capacité à lier temps et espace dans l'analyse de la crise urbaine angelena), j'ai un œil assez critique sur Edward Soja quand il parle du comté d'Orange (Soja, 1992). Ce qu'il dit bien sûr sur le comté n'est pas "faux", mais appelle tout de même beaucoup de questions sur les pratiques au quotidien d'un tel espace suburbain... mais c'est peut-être pour cela précisément que le texte a été écrit : il me semble d'ailleurs que les critiques de la Géographie postmoderne à la fin des années 1990 reprochaient justement à ses auteurs de repousser aux calendes grecques l'entreprise de collecte de données visant à vérifier les hypothèses posées. Je suis de fait plus en phase avec le genre d'abstraction dont Soja fait usage dans *Postmetropolis* (Soja, 2000), que je considère, prenant l'auteur au pied de la lettre, effectivement comme une série de discours, c'est à dire de possibilités parmi plusieurs d'explicitation des trajectoires urbaines contemporaines. En ce sens, *Postmetropolis* me paraît être un texte théorique d'une plus forte portée que celui sur le comté d'Orange, quand bien même ce dernier texte a très certainement informé le premier.

Tout cela nous renvoie finalement tout autant à un problème de méthode de la recherche (comment appréhender le quotidien des gens) qu'à un problème d'écriture scientifique (comment rendre compte de ce quotidien), et, on le voit, est loin d'être limité à des terrains plus exotiques où la question de la distance entre enquêteur et enquêté a fait depuis longtemps l'objet de réflexions méthodologiques. Je conçois ces approches "par le bas" non pas d'un point de vue de méthodologie disciplinaire, qui imposerait par exemple l'ethnographie classique comme seule méthode valable pour atteindre ces objectifs, mais bien d'un point de vue de la méthode d'approche employée, au sens où l'entendent les historiens des Études Subalternes depuis les années 1980 (Chaturvedi, 2012) : leur travail

50 De fait, aucune étude n'existe à ma connaissance sur les perceptions du parc, car cela pose des problèmes méthodologiques ou plutôt logistiques importants dans la mise en place d'un protocole d'enquête. Il semble dès lors difficile de présager des attitudes du public dans ces conditions. Je préfère me tourner ici vers Klein (Klein, 2008) qui parle du succès des parcs comme du succès d'un spectacle de prestidigitation : on sait très bien qu'on est trompé, et c'est précisément la raison pour laquelle on apprécie la visite au parc.

dans les creux de la grande Histoire de l'Asie du Sud-Est, à la recherche des gens ordinaires et de leur capacité à modifier la trajectoire politique nationale sur la longue durée correspond à ma conception d'une analyse du pouvoir en ville "par le bas", et ce quelle que soit la méthode de collecte des données employée où le lieu dans lequel on travaille. Il me semble d'ailleurs intéressant de constater que cette démarche permet aujourd'hui de traverser les clivages Nord/Sud dans les Études urbaines, autour des débats actuels sur la capacité à agir (*agency*) des citadins face aux autorités que l'on retrouve pour les quartiers populaires au Nord et pour la question de la pauvreté urbaine au Sud.

Les positionnements des Études subalternes me paraissent rejoindre aussi mes projets d'analyse de la contestation des structures de pouvoir en place en ville, ce que j'appellerai ici la ville contraire : ce n'est pas seulement dans les temps forts des mouvements sociaux que se dessine cette contestation, mais dans des petites expériences au quotidien qu'elle se nourrit. Pas de manifestation anti-Disney à Anaheim, mais cela ne signifie pas que des voix dissonantes contestant le modèle de développement imposé par la compagnie ne se font pas entendre, autrement. Je retrouvais pour ma part les "petites voix" de la contestation dans mes archives, là encore dans les creux de l'Histoire officielle : j'ai ainsi beaucoup travaillé à partir du courrier des lecteurs publié dans la presse locale pour laisser entendre ces voix, contraires certes, mais qui présentent néanmoins un discours extrêmement construit et policé (pour les auteurs, l'objectif est bien d'être publié dans le journal et de faire entendre leur point de vue, pas d'écrire des brûlots), J'ai utilisé ce type de sources d'abord dans le cadre de ma thèse, puis dans un travail sur le quartier sécurisé réservé aux plus de 55 ans de Leisure World dans le comté d'Orange (voir dans le recueil le texte n°6[51]) : il me semblait nécessaire de retrouver ces voix contraires, émanant des résidents de ce quartier sécurisé, qui s'opposaient au projet d'incorporation (c'est à dire à la municipalisation de l'espace urbanisé qui relevait jusqu'alors de l'autorité du comté d'Orange), face aux documents assez arides qui présentaient l'incorporation comme inévitable du fait des caractéristiques socio-démographiques particulières de ce territoire : il fallait donc éviter justement de naturaliser les comportements politiques et territoriaux de ces résidents qui les supposaient d'emblée enfermés dans un égoïsme territorial structurel[52]. Toutefois, le fait que ces voix contraires existent ne signifie pas pour autant

51 J.-A. BOUDREAU, S. DIDIER & C. HANCOCK (2004) : "Homogénéisation résidentielle et indépendance politique : de la sécession urbaine et autres incorporations à Los Angeles", *L'Espace Géographique*, 2, pp.131-148.

52 On rejoint ici de manière assez proche le problème de la condamnation morale par les chercheurs des clients des parcs Disney évoqué plus haut. La vague de recherches sur les quartiers sécurisés dans le courant des années 2000 n'a de ce point de vue pas non plus été épargnée.

qu'elles sont entendues par les édiles et que la structure du pouvoir soit susceptible de se transformer, mais leur présence sur la longue durée et les sujets qu'elles abordent montrent que les équilibres en place ne sont jamais hors de portée de la contestation, et montrent aussi que des inquiétudes récurrentes sur la moyenne durée se retrouvent dans les archives, et ces inquiétudes renvoient à des interrogations fondamentales sur la société urbaine en place : je pense par exemple à la notion d'intérêt général, discutée par les résidents d'Anaheim lors de la guerre "Disney contre Sheraton" de 1964[53], à nouveau en 1996 à l'annonce du dédoublement du parc, et encore en 2007 à l'occasion de l'initiative municipale de construction de logements dans la zone touristique que j'ai évoquée plus haut.

Le passage à des terrains sud-africains a signifié un changement de méthode de collecte de données, qui se sont avérées depuis 2003, date à laquelle j'ai commencé à travailler en Afrique du Sud, plus proche des méthodes "classiques" de l'entretien en Sciences sociales que de la recherche en archives. Cela est du à trois raisons, d'abord l'inscription de ces travaux dans des dynamiques collectives plus résolument axées sur le contemporain et plus intéressées aux processus de circulation dans l'espace que dans le temps[54], ensuite en raison de la complexité des systèmes d'archives locales sud-africains dont je n'ai pour le moment pas encore la maîtrise, enfin en raison de la structure même de l'archive de type colonial et d'apartheid qui laisse plus difficilement encore qu'ailleurs voir le vécu quotidien des gens ordinaires (et des dominés encore plus), et ce quand bien même l'immense effort sud-africain de transformation de l'archive par la collecte des mémoires dans la période suivant directement la démocratisation a permis de combler en partie ces oublis de l'archive (Hamilton *et al.* -eds.-, 2002). Mais mes méthodes d'approche n'ont pas fondamentalement changé avec le terrain, et mon intérêt pour le temps long de la construction et de la transformation du pouvoir se satisfait aujourd'hui d'autres types de collecte, notamment, et j'y reviendrai dans le chapitre trois, par les récits de vie et les recueils de mémoire, quelle que soit la situation de collecte (entretiens avec des officiels, *focus groups* avec des résidents, etc.). La petite note méthodologique qui suit explicite la teneur des entretiens que j'ai réalisés avec Janie Swanepoel, anthropologue à l'Université

---

53 Suite à l'arrivée des grands groupes hôteliers à Anaheim au début des années 1960, Disney est intervenu directement auprès du Conseil municipal pour imposer un système de planification des hauteurs autour du parc, déboutant de fait les projets des grands groupes comme Sheraton, en arguant que ce qui est bon pour Disney est bon pour Anaheim. Cette "guerre des hôtels" me semblait intéressante car elle renvoie à la grande question de la non intervention de l'État dans les affaires privées aux États-Unis (Didier, 2000).

54 Ce qui laisse ouvert, on le verra dans le chapitre deux, un pan entier de recherche possible sur la modernité et sur la nature spatio-temporelle du post-colonial, à travers l'analyse de la négociation des innovations dont parlait Marcel Roncayolo.

du Free State, dans le cadre de notre recherche en cours sur la gouvernance du Parc National de la Montagne de la Table, et montre aussi que la mémoire peut être convoquée avec profit hors de l'archive, pour ce quelle dit justement des enjeux de pouvoir du présent. Dans le cadre de cette recherche, nous avons essayé fin 2013 de contacter tous les participants des Forums participatifs successivement mis en place depuis 1997. Sans grande surprise (car cela illustre bien les inégalités classiques d'accès aux processus participatifs), une partie d'entre eux s'est avérée impossible à joindre et plus particulièrement ceux qui n'avaient pas déjà un intérêt particulier pour les questions environnementales (leaders communautaires des Cape Flats notamment, dont la présence dans les Forums était sensée aider au redressement des torts passés en termes de représentation dans les instances de décision). Au final, 17 participants ont été interviewés, lors d'entretiens libres dont certains ont duré plus de 5 heures échelonnées sur plusieurs rendez-vous (avec donc des temps ménagés entre deux rendez-vous pour la remémoration). Ces participants nous ont aussi transmis leurs archives privées, et les archives des associations de protection de la Nature auxquelles ils appartenaient et pour lesquelles ils effectuaient des rapports réguliers de leur activité dans le Forum. Tout ceci a été complété par les archives officielles tenues par SanParks, lesquelles donnent un bon aperçu de la routine de ces plates-formes institutionnalisées de la participation. Si on s'essaye à une vision d'ensemble de ce matériau de recherche, le résultat en est édifiant : les témoignages directs racontent une histoire longue de vingt ans de frustration, en particulier pour les participants de la société civile. La plupart de nos interviewés parlaient de trahison, de malhonnêteté, voire montraient de la colère dans leur remémoration de telle ou telle séance qui s'était produite parfois quinze ans plus tôt. Bref, la passion était là, et on pourrait l'interpréter comme une passion manifestée pour un sujet qui leur tient réellement à cœur : l'engagement de ces participants n'est bien sûr pas mis en doute. Mais il me semble qu'il y a plus à lire dans ces réactions, et ceci est à articuler au biais mémoriel présent dans l'entretien (voire même délibérément provoqué par nos soins) : la mémoire des Forums passés est forcément sélective, on se souvient probablement plus des épisodes de conflit que d'une routine apaisée, quand bien même il me semble que c'est dans la routine du déroulement régulier des séances que se construit *in situ* la légitimité de ces acteurs de la société civile qui n'étaient jusqu'alors pas invités à la table des négociations. Mais il y a plus encore : cette mémoire sélective, et l'émotion qui lui est associée, montrent surtout que la plupart des participants que nous avons pu interroger sont encore pris aujourd'hui dans des négociations avec la Direction du Parc, en dehors de la structure institutionnelle que représente le Forum désormais inactif. Parler des Forums passés, c'est bien sûr parler des processus participatifs au présent, explicitement ou implicitement, c'est dire comment ils devraient être organisés aujourd'hui pour pouvoir

fonctionner correctement (ce fonctionnement "correct" étant bien sûr à géométrie variable en fonction des participants et de leurs intérêts).

Conclusion : de la difficulté de s'inscrire en France dans le champ des Études urbaines critiques

> "From our point of view, the posture of critical urban theory must remain one associated with a restlessly antagonistic stance towards orthodox urban formations and their dominant ideologies, institutional arrangements, practices and societal effects. As a critique of power and ideology, critical urban theory problematizes sites and sources of social injustice." (Peck *et al.* 2013 : 1097)

> "Rather than affirming the current condition of cities as the expression of transhistorical laws of social organization, bureaucratic rationality or economic efficiency, critical urban theory emphasizes the politically and ideologically mediated, socially contested and therefore malleable character of urban space—that is, its continual (re)construction as a site, medium and outcome of historically specific relations of social power." (Brenner, 2009 : 198)

Ces méthodes, qu'elles soient menées directement dans l'archive ou par le biais de l'entretien, me permettent au final de travailler mon projet de décorticage du pouvoir et de ses transformations. Si je m'en tiens aux deux propositions reproduites ci-dessus, ceci me semble congruent avec le projet général des Études urbaines critiques anglophones[55]. Cette famille des Études urbaines critiques anglophones est extrêmement complexe à cerner depuis la France, pour plusieurs raisons : la première d'entre elles est qu'elle ne s'articule pas nécessairement à des disciplines, au sens où la position disciplinaire de qui parle y importe moins que ce que l'on a à dire ; le débat très théorique sur le rééchelonnement scalaire qui a agité la communauté des Géographes dans *Progress in Human Geography* au début des années 2000 a bien été lancé par un chercheur "hybride" (Neil Brenner, à nouveau[56]) qui s'était emparé de la question des échelles dans son

55 Ce terme ne présage pas pour moi d'une quelconque nationalité mais bien d'un type de travaux, écrit en Anglais et selon les normes anglo-américaines de l'écriture scientifique des Sciences sociales, et qui s'inscrit surtout dans un contexte d'édition particulier articulé autour d'une série de revues et d'une poignée d'éditeurs. Pour un débat plus complet sur les catégorisations de ce type, entre anglo-saxon et anglophone notamment, voir le dossier d'Habilitation de Claire Hancock (Hancock, 2012) dont la discussion est articulée autour de l'écriture et de la réception de l'ouvrage *Géographies anglosaxonnes* (Staszack *et al.* -eds-, 2001).

56 Sa notice biographique sur le site de Harvard précise: "Neil Brenner is Professor of Urban Theory and Director of the Urban Theory Lab at the Graduate School of Design, Harvard University. Prior to his appointment to the GSD, Neil Brenner served as Professor of Sociology and Metropolitan Studies at New York University. He holds a Ph.D. in Political Science from the

analyse de la montée en puissance d'autres échelles de pouvoir que celle de l'État-Nation, dans la foulée des travaux antérieurs d'Erik Swyngedouw et de John Agnew. On retrouve ici l'importance de l'objet d'étude plus que de la discipline qui marque les Études urbaines anglophones, et c'est une caractéristique dans laquelle je me retrouve et à laquelle je suis profondément attachée, pour le décloisonnement qu'elle propose, et donc pour sa capacité à re-stimuler des débats strictement disciplinaires (cf. à nouveau le débat Brenner/Marston publié dans *Progress in Human Geography*). Il me semble aussi que ce type d'approche par l'objet, quelle que soit la discipline de rattachement des chercheurs, correspond bien à des environnements sociaux de production de la recherche en développement, c'est-à-dire là où le nombre total de chercheurs pour 1.000 habitants reste faible, et où le projet global des Sciences sociales a été refondé, ce qui de fait force la réorganisation disciplinaire autour d'enjeux directement liés à des questions de société (et je pense ici bien évidemment au cas sud-africain). Reste à savoir toutefois si cette approche œcuménique relève des Études urbaines elles-mêmes ou de la dimension critique du projet lui-même (Purcell, 2003)... Il n'est pas certain en effet, quand bien même l'urbain est devenu le mode dominant d'organisation socio-spatiale à l'échelle du globe, que les deux soient interchangeables[57].

Deuxième raison, cette famille se rattache à des courants de pensée radicaux beaucoup plus fermement marqués qu'en France, au sens où l'inscription théorique des travaux de recherche se fait nécessairement dans ces courants (marxisme largement dominant, féminisme, etc., parfois en combinatoire) eux-mêmes orientés par rapport à des formes d'engagement politique[58]. En France, où la méfiance de l'engagement politique règne depuis la disqualification des intellectuels marxistes des années 1960-1970, ce type de positionnement est marginal. Même si on note depuis quelques années un renouveau des approches géographiques (et singulièrement en ville) qui se revendiquent comme critiques et puisent dans les répertoires de la théorie anglophone[59], elles restent pour beaucoup des approches "critiques, mais pas nécessairement radicales" comme diraient Marianne

---

University of Chicago (1999); an MA in Geography from UCLA (1996); and a BA in Philosophy, Summa Cum Laude, from Yale College (1991)." [URL: http://www.gsd.harvard.edu/#/people/neil-brenner.html], accédé le 31 août 2015.

57 C'est pourtant bien l'avis de Neil Brenner (voir à ce propos Brenner, 2009), qui a développé par la suite toute sa réflexion sur l'urbanisation planétaire, encore en germe dans le texte cité plus haut.

58 Il n'empêche, pour en revenir à Peck *et al.* et à leur projet mis en exergue de ce sous-chapitre, ils restent quand même prudents et formulent une proposition suffisamment large pour accueillir plusieurs manières d'aborder les rapports de pouvoir.

59 Voir notamment l'introduction à la collection de textes éditée par Cécile Gintrac et Matthieu Giroud (Gintrac & Giroud, 2014).

Morange & Yann Calbérac (Morange & Calbérac, 2012 : 2). La radicalité se place manifestement ailleurs en France et dans le monde de la recherche anglo-américain. Je trouve intéressant de noter, de l'intérieur de son fonctionnement au quotidien, que la revue *Justice Spatiale*|*Spatial Justice* reflète assez bien cette différenciation anglo/française. Pour *JSSJ*, c'est probablement le reflet de son comité éditorial qui, si il est évidemment attentif à la communication avec les courants anglophones, reste très français dans sa formulation scientifique de la justice et de l'injustice, du fait de cet héritage compliqué à gérer encore aujourd'hui de la neutralité axiologique (bien illusoire) qui a animé une partie des Sciences sociales, et en particulier la Géographie, dans les décennies 1980-1990[60] : de fait, la formulation souple et ouverte de la notion de justice affichée par la revue offre une plate-forme plurielle bienvenue et, on l'espère, non dogmatique. Mais cette position n'est elle même pas à l'abri de la discussion en interne, et nous le ressentons particulièrement en ces temps de tensions fortes sur la place des chercheurs dans la société française, même si les enjeux de cette discussion, encore en cours, se placent peut-être sur un autre plan.

Car il y a évidemment plus, et le projet de Peck *et al.* pour les Études urbaines critiques anglophones ne s'arrête pas au démontage des situations d'exercice du pouvoir, mais pousse *in fine* vers l'articulation avec la *praxis* :

> "But more than mere description, this itself is an intervention, one that aims to analyze the fissures and contradictions of urban formations in order to shape insurgent theories and practices of emancipatory social change. Since it can never be enough simply to interpret the world, studies of neoliberalism's persistent present will need to reclaim the radical aspirations of critical urban theory if they are to meaningfully contribute to its transcendence. By the same token, if alternatives will have to be constructed, in a sense, from the terrain of the neoliberalized now, then critical analyses of the terrains of neoliberal power and practice surely have indispensible roles to play in the formulation of heterodox forms of praxis." (Peck *et al.,* 2013 : 1097)

Cet articulation entre les deux dimensions est profondément ancrée au cœur de l'inspiration marxiste, et se retrouve dans les revues qui s'affichent comme les plus radicales des Sciences sociales anglophones. Quand bien même ce second projet n'est pas forcément mis en application systématiquement, il est un horizon permanent de l'écriture, et publier dans ces revues veut dire à un moment donné formuler une contre-

60 Pour une partie importante, et même si d'autres profils générationnels y coexistent, le comité éditorial est composé de Géographes de ma génération, qui ont tous été formés à la même période et grosso-modo dans les mêmes institutions, marquées par cette recherche de neutralité axiologique. Je me compte parmi eux bien évidemment.

proposition à la situation de pouvoir dénoncée[61]. Pour autant, si l'objectif révolutionnaire reste là, la formulation laisse très ouvertes les modalités mêmes de l'articulation avec la *praxis*. Ici, je voudrais faire appel aux distinctions fort utiles proposées par Michael Burawoy dans ses conversations avec Bourdieu (Burawoy & Von Holdt, 2012). Dans la conversation n°7 intitulée "*Intellectuals and their public*", il propose un dialogue imaginaire entre Bourdieu et Mills sur la question des publics ("à qui parlent les intellectuels?") et ce faisant, traite des articulations entre universitaires et société. Burawoy identifie quatre polarités pour les intellectuels qui sont autant de tensions à quatre bandes dans cette relation, *professional*, *critical*, *policy* et *public intellectual*, toutes quatre entretenant à des degrés divers un public soit au sein de l'université elle-même (*professional* et *critical*), soit avec le monde extérieur (*policy* et *public*), et relevant d'une recherche soit instrumentale du savoir (*professional* et *policy*) soit au contraire réflexive (*critical* et *public*). Ce que proposent Peck *et al.* me semble bien dans ses intentions à la croisée entre les catégories de *critical* et *public intellectuals*, dans le développement d'un contre-discours sur la ville face au discours dominant du néolibéralisme, et dans le rôle actif joué par les chercheurs dans l'élaboration de stratégies concrètes d'émancipation[62]. Mais à travers une évocation du positionnement de Mills et de Bourdieu dans leur discipline et dans leur pays même, Burawoy montre surtout bien que le contexte local de production de la recherche façonne aussi la constitution du public en question (à qui il faut parler en somme), et on en déduit à la lecture que les enjeux sont très différents en France et aux États-Unis. Mieux encore, la conversation initiée par Burawoy est suivie d'un chapitre annexe rédigé par Karl Von Holdt qui reprend cette conversation dans un cadre sud-africain[63]. Ce que Von Holdt écrit là est passionnant, aussi parce qu'il nous permet de sortir des éternels et traditionnels débats franco/anglo-américains en rajoutant une troisième bande aux échanges. Il rappelle ainsi dans ces quelques pages la nécessité de l'engagement aux côtés de la lutte de libération pour toute une partie des intellectuels Blancs dans les années 1980, mais cela lui permet surtout de s'interroger sur la forme que doit prendre cet engagement aujourd'hui, notamment pour tout ce qui concerne la critique du pouvoir ANC : le statut des

---

61 C'est le cas par exemple d'*Antipode*, qui demande en révision à tous ses auteurs de conclure sur les possibilités d'articulation des résultats de la recherche exposée avec la praxis.

62 Et quand bien même ceci est loin d'être automatiquement suivi des effets directs sur la *praxis* escomptés par Peck *et al.*, voir a ce sujet la vigoureuse critique des positionnements critiques formulée par James Ferguson à propos de l'usage de la théorie du néolibéralisme (Ferguson, 2009).

63 L'ouvrage tout entier a été composé suite à un séjour de longue durée de Burawoy à l'Université de Wits en 2010 au cours duquel se sont tenus des séminaires réguliers sur Bourdieu avec les chercheurs et les étudiants sud-africains. Les chapitre de Von Holdt insistent avec grand bonheur sur les points de connexion entre les dialogues de Burawoy et le contexte sud-africain, il sont donc autant de traductions.

intellectuels, publics ou autres, est donc bien tout à la fois situé et relationnel.

La simple transposition française de ce projet des Études urbaines critiques anglophones me semble donc difficile en tant que telle. Il y a des rôles sociaux historiques de l'universitaire en France, et ces rôles pèsent nécessairement dans la définition des possibles refontes de leur place dans la société. La question serait donc bien de définir aujourd'hui selon quelles modalités pourraient opérer les intellectuels publics en France. Surtout, quand bien même nous réfléchirions tous à des modalités renouvelées d'interaction avec différents publics, les transformations de l'université elle-même, s'éloignant toujours plus du principe de liberté, en limitent d'autant les possibilités. Cela doit-il donc passer d'abord par l'institutionnalisation de ces pratiques, à savoir une réelle reconnaissance professionnelle de ce type d'articulation entre recherche et société ? C'est possible, même si concrètement cela semble douteux, à une heure de normalisation vers la professionnalisation des étudiants et la production d'articles en Anglais dans des revues à comité de lecture. Par ailleurs, une catégorisation stricte des formes de cette articulation dans la reconnaissance risquerait elle aussi d'entraîner la mise en place de hiérarchies et de normes finalement contre-productives. Je pense ici à nouveau à l'Afrique du Sud où la période post-apartheid est caractérisée par une conception de la recherche au service de la société dans son ensemble et donc du projet sud-africain de transformation. La plupart des centres de recherche en Sciences humaines sont donc impérativement inscrits dans des relations complexes avec "le monde réel", pour des publics allant du monde associatif local aux gouvernements locaux, voire nationaux[64], au risque, bien au delà de la question de l'instrumentalisation et de la commande scientifique, de se voir enfermer dans des problématiques sud-africano-sud-africaines. Ceci se reflète aussi dans les exigences des appels d'offre sud-africains de la recherche et de leur rubriques demandant de démontrer l'intérêt social pour la Nation des travaux de recherche envisagés, parfois de manière bien artificielle... Réfléchir en termes de publics, comme le proposent Burawoy et Von Holdt, me semble plus fécond car cela ne présage pas forcément de la manière dont on engage la relation avec ce public (pas de modèle unique donc pour définir ce que serait aujourd'hui un intellectuel public en France), tout en nous incitant à nous poser la question de savoir pour qui on travaille, ce qui, pour le cas qui me concerne, me semble après tout légitime dans la mesure où la recherche en France relève encore du service public.

64 Ainsi en va-t-il par exemple de l'African Centre for Cities (ACC) à l'Université du Cap, fondé en 2008, et qui déploie par ailleurs des ambitions d'interaction à d'autres échelles que celle strictement capetonienne [URL : http://www.africancentreforcities.net/]. Voir aussi un récent article du Directeur de l'ACC qui reprend les engagements du centre (Pieterse, 2011).

CHAPITRE DEUX : LES VOYAGES DANS L'ESPACE/TEMPS DU NÉOLIBÉRALISME

Bilan et proposition de recherche

Avant propos

> "We are dealing here less with a coherently bounded 'ism' or 'end-state' than with a process of neoliberalization, the somewhat elusive phenomenon that needs definition must be construed as a historically specific, ongoing, and internally contradictory process of market-driven sociospatial transformation, rather than as a fully actualized policy regime, ideological form, or regulatory framework." (Brenner & Theodore, 2002a : 353)

Ainsi qu'il a déjà été noté côté français (Béal, 2010 ; Fol & Morange, 2014), il est bien compliqué de retracer la complexe trajectoire d'une notion aussi populaire scientifiquement que celle du néolibéralisme depuis une quinzaine d'années dans le monde de la recherche anglophone critique, particulièrement quand on parle depuis un pays comme la France qui a vu finalement une pénétration relativement faible de la notion telle qu'elle a été développée dans le monde anglophone[65]. Au vu du volume de publications en Anglais qui usent du terme de néolibéralisme (ou de la théorie de la néolibéralisation, qui pose le néolibéralisme comme en progression sur l'ensemble du globe) dans leurs listes de mots-clefs, l'entreprise serait faisable mais demanderait probablement autant de temps qu'il en a fallu pour voir se dégager et se structurer ce champ à la fois conceptuel et théorique, qui, ne serait-ce que pour les Études urbaines, s'est en l'espace d'une quinzaine d'années énormément complexifié à la faveur d'un élargissement croisé à la fois des sensibilités de départ des chercheurs (au delà des approches strictement marxistes) et des terrains, (entre Nords et Suds). Il n'empêche, et du fait probablement de cet élargissement, la définition du néolibéralisme même reste particulièrement glissante d'un texte à l'autre, pouvant signifier tout à la fois une idéologie, un discours, des faisceaux de politiques publiques, des pratiques, des rationalités, etc. Enfin, il faudrait évoquer l'impact de la crise financière de la fin des années 2000 qui a rajouté une couche de complexité à l'appréhension de la notion, les chercheurs proposant et discutant dans la foulée les notions de "néolibéralisme-zombie," (Peck, 2010) voire de "post-néolibéralisme" (Peck *et*

65 Voir justement à propos des Sciences politiques, le texte de Vincent Béal (Béal, 2010) qui renvoie à des blocages locaux disciplinaires. Le terrain français des Sciences politiques s'est tout de même complexifié depuis, voir notamment les travaux de Max Rousseau (Rousseau, 2011) et Renaud Epstein (Epstein, 2013) qui engagent directement cette littérature anglophone, quand bien même tout ou partie de leurs terrains sont français.

al., 2011) : ces débats théoriques qui discutent la période post-crise comme d'une opportunité d'en finir avec le néolibéralisme ou au contraire comme du terreau d'une ultime mutation ajoutent encore à la dilution du concept et mettent en évidence le problème central qui perdure au cœur des théories du néolibéralisme le posant comme quasi-synonyme du processus de mondialisation. Ce problème est bien celui de l'ubiquité du phénomène et de sa corolaire transformation perpétuelle qui rendrait de fait le concept de néolibéralisme lui-même inopérant (si tout est dans tout et réciproquement, plus rien ne serait néolibéral en somme).

Pour ce qui concerne les Études urbaines, je souhaiterais renvoyer d'emblée à l'excellente synthèse[66] de Sylvie Fol & Marianne Morange dans *Justice spatiale|spatial Justice* (Fol & Morange, 2014), ainsi qu'aux chapitres "état de l'art" des différentes publications proposées en intégralité dans le recueil du volume deux de ce dossier de demande d'habilitation[67] pour plus de concision : mon objectif dans ce chapitre est en effet de retracer la progression des recherches engagées vers 2006 dans ce domaine avec mes partenaires de terrain et d'écriture (Claire Bénit-Gbaffou, Marianne Morange, et Elisabeth Peyroux) et de montrer de quelle manière cette recherche a progressé et s'est enrichie en écoutant les évolutions parallèles de la théorie du néolibéralisme telle qu'elle était développée au même moment dans le monde anglophone, tout en bénéficiant du double décentrage du terrain sud-africain et du pas de temps choisi pour l'analyse. En ce sens, ce chapitre ne reviendra pas sur l'intégralité des fondements théoriques de ces recherches, qu'on retrouvera en détail dans les articles proposés dans le recueil, mais tentera plutôt de relier entre eux ces différents textes, afin d'en montrer la progression. Le chapitre vise aussi, dans sa dernière sous-partie, à proposer des pistes d'approfondissement esquissées dans ces publications mais dont les hypothèses restent pour le moment non testées, autour notamment d'une articulation plus nette qu'énoncée jusqu'à présent de ces analyses avec la question des feuilletages de temporalités qui affectent le présent de la production de la ville.

Il faudrait tout de même rappeler à ce stade que ce champ particulier de l'analyse du néolibéralisme au sein des Études urbaines s'est surtout progressivement structuré à partir de la collection fondatrice de Neil Brenner et Nick Theodore dans la revue *Antipode* en 2002 (Brenner & Theodore, 2002a, et pour une synthèse sous forme d'ouvrage parue simultanément, Brenner & Theodore -eds.-, 2002b) laquelle, en posant le fait urbain au

66 Synthèse qui a en plus le mérite de croiser Nord et Sud et donc de réfléchir à cette articulation approche/terrain dans la transformation du concept même dans les cinq dernières années environ.

67 Soit dans l'ordre chronologique de publication, les textes n°8, 10, 11, 12 et 13.

cœur du nouveau régime d'accumulation capitalistique, affirmait la pertinence d'un débat autour du néolibéralisme pour l'avancée des Études urbaines et non plus seulement pour l'Économie politique et l'Économie hétérodoxe. En ce sens, ce recentrage soulignait le rôle actif tenu par les villes dans la compréhension du néolibéralisme, et impliquait entre autres que l'urbain n'était pas qu'un simple récepteur de projets formulés à une autre échelle mais bien aussi un producteur de ces transformations, dans un contexte généralisé de montée en puissance de l'échelle métropolitaine du pouvoir face aux États-Nations et de métropolisation de l'économie mondiale. L'énoncé de Brenner et Theodore a *de facto* mis en forme, bien au-delà de considérations strictement macro-économiques comme de simples positionnements politiques "contre", un agenda de recherche urbaine qui continue aujourd'hui à produire une analyse des rapports nécessairement évolutifs entre ville et capitalisme : la notion de néolibéralisation proposée dans la collection d'*Antipode* est bien à comprendre, pour paraphraser Brenner et Theodore, comme un processus de destruction créative issu des interactions entre des régimes de régulation propres à chaque terrain et des projets ouvertement néolibéraux de restructuration institutionnelle en faveur du Marché.

À partir et en réaction à ce texte fondateur[68], les Études urbaines se sont progressivement différenciées autour de trois conceptions du néolibéralisme qui donnent lieu à autant d'interprétations théoriques différentes de la néolibéralisation du monde, et des villes en particulier. La première, celle du néolibéralisme comme idéologie, suit l'impulsion donnée par David Harvey et envisage le néolibéralisme comme un véritable projet de classe déployé à l'échelle mondiale (Harvey, 2005) visant l'expansion du Marché dans toutes les sphères de la société, le tout dans une logique descendante s'appuyant notamment hors du *heartland* du capital sur les organisations internationales chargées d'imposer la *doxa* à travers le monde et au Sud en particulier. La seconde, celle du néolibéralisme comme d'un ensemble de pratiques et de politiques concrètes (*actually existing*), impulsée par la collection fondatrice publiée dans *Antipode*, correspond à une démarcation par rapport à la première, et à un changement scalaire de l'analyse par rapport aux considérations macro-économique descendantes privilégiées par la première approche. Visant l'effet de réel (le *actually existing*), elle emprunte autant à la théorie marxiste qu'à l'héritage régulationniste et insiste sur le caractère processuel et toujours pétri de contradictions de la rencontre entre le néolibéralisme et les terrains institutionnels (en tension entre État-Nation et municipalités notamment) dans lesquels se déploient les stratégies néolibérales. La troisième enfin, affiliée aux travaux de Nikolas Rose (Barry, Osborne & Rose, 1996),

68 Et quand bien même de très nombreuses recherches bien antérieures à ce texte posaient déjà des jalons identifiables dans les propositions de Brenner et Theodore, voir sur ce point Fol & Morange, 2014.

emprunte un chemin encore différent et puise dans l'héritage foucaldien pour s'affranchir d'une lecture centrée uniquement sur l'État et forcément descendante. La compréhension de la pénétration du néolibéralisme se fait ici en termes de gouvernementalité, par son pouvoir d'infiltrer non seulement les pratiques de gouvernement au sens strict et les institutions mais aussi les rationalités des individus, dans un processus de cooptation croisée donnant naissance à des formes hybrides de gouvernement hors du gouvernement (Larner, 2003).

Trajectoire d'une recherche 1 : de la gouvernance sécuritaire au Cap...

Par rapport à ce bref tableau très rapidement esquissé d'une théorie anglophone encore en évolution, il convient de préciser comment s'est faite notre entrée dans ce champ : comme nous étions fidèles d'un certaine manière à la tradition française d'entrée par l'objet plus que par la théorie, notre engagement avec cette théorie s'est faite après trois années de terrain et une première série de publications réalisées dans le cadre d'un programme collectif de recherche piloté par les Instituts Français de Recherche en Afrique (IFREs)[69]. Ce programme qui s'intéressait à la gouvernance sécuritaire de grandes villes d'Afrique du Sud, du Kenya, du Nigéria, du Mozambique et de Namibie interrogeait la délégation de la sécurité en ville du secteur public au secteur privé et aux communautés, essentiellement à partir de trois objets récurrents à l'échelle du continent (le vigilantisme, les espaces publics sécurisés dont la gestion est confiée à des partenariats publics-privés, et la prolifération des quartiers sécurisés soit en tant que produit immobilier, soit issus d'un processus de fermeture *post hoc* impulsé par les communautés) qui renvoyaient tous à des arrangements particuliers avec le secteur public et à des stratégies de contrôle de l'espace. Pour ma part, c'est par l'objet (les quartiers sécurisés, au vu de mes travaux précédents à Leisure World dans le cadre du programme PRISMA) que je suis arrivée en Afrique du Sud, ce qui n'était pas sans poser un certain nombre de problèmes d'adaptation à un nouveau terrain sur lequel je reviens brièvement dans l'encadré qui suit (FIG.6).

FIG. 6 : Changer de terrain, de la Californie à l'Afrique du Sud

Le glissement de terrain entre Nord et Sud me semble rétrospectivement à la fois évident dans son objectif et très compliqué matériellement à réaliser. Cela semble évident à l'intérieur d'un champ

69 Cette rencontre n'aurait pas eu lieu dans mon cas sans l'intercession de Philippe Gervais-Lambony qui avait déplacé les séminaires du groupe "Vie citadines" en 2003 à Johannesburg, et grâce à Philippe Guillaume, alors Directeur de l'IFAS, qui m'a à cette occasion invitée à participer au programme des IFREs. Qu'ils soient ici tous les deux remerciés de leur confiance (voir le volume deux pour le détail des programmes).

comme celui des Études urbaines, à l'heure ou l'UNDP a annoncé que la majorité de la population mondiale était désormais urbaine. Ceci nous force à appréhender de manière globale les processus d'urbanisation, mais bien aussi à rester attentifs aux différentes significations de l'urbain et à ses variations d'un point à l'autre du globe, et on retrouve ici la tension interne à la Géographie entre le général et le particulier.

Mais c'est aussi évidemment très compliqué de passer du Nord au Sud : la mise en œuvre d'un nouveau terrain n'est jamais simple, il faut bien sûr arriver à s'approprier le contexte local pour pouvoir saisir les dynamiques propres au nouveau territoire d'étude, sans plaquer une série d'hypothèses construites à l'avance et *a priori*, mais bien en intégrant ces spécificités locales dans l'analyse des processus en œuvre. Rien d'original à cela, je pourrais passer de Paris à Clermont-Ferrand, ou bien ainsi que je l'ai fait dans les six dernières années du Cap à Johannesburg, les enjeux de la reconversion de terrain seraient les mêmes. Mais l'affaire se complique quand on change de terrain pour une autre aire culturelle et qu'on sort dès lors du domaine de la familiarité scientifique, de son outillage conceptuel comme de sa sociabilité : ainsi, les difficultés du passage de la Californie à l'Afrique du Sud ne se posent pas tant pour moi en termes d'appréhension d'une éventuelle altérité absolue de la société étudiée, car après tout la Californie du Sud me semble tout autant voire bien plus exotique que l'Afrique du Sud par certaines caractéristiques du rapport à l'espace de ses populations[70]. L'exotisme en quelques sortes n'est pas forcément là où on l'attendrait. Et puis le décentrement est bien quelque chose que je recherche depuis le début de mes travaux, car il me force à questionner des concepts/évidences nécessairement situés (l'espace public, la sécurité, etc.) qui obscurcissent les essais de compréhension globale des phénomènes qu'on étudie en aplatissant les catégories de référence et les différences[71]. C'est le principe du détour dont parlait Georges Balandier, et pour reprendre les remarques de Paul Veyne à propos de l'Histoire antique qui me semblent valides dans l'espace non plus seulement que dans le temps : "C'est pourquoi l'histoire romaine est intéressante : elle nous fait sortir de nous-mêmes et nous oblige à expliciter les différences qui nous séparent d'elle" (Veyne, *L'inventaire des différences*, cité dans Bayart, 2008 : n.p.). Quand bien même je n'ai pas encore formellement travaillé sur des terrains français, les situations françaises restent forcément un constant arrière-plan de mes analyses (on parle toujours en somme de quelque part), dans l'exercice de double décentrement que je pratique, et *a fortiori* dans le passage à l'écriture en français qui se doit d'expliciter ces différences.

C'est plus à la sociabilité que je faisais référence en parlant de la difficulté du passage Nord/Sud,

70 C'est un point sur lequel je reviendrai dans le volume deux à propos de mes enseignements de Géographie régionale sur les États-Unis et le Canada.

71 De ce point de vue, je dois beaucoup dans la compréhension de ces enjeux de la différence au programme comparatif PRISMA qui comparait les dynamiques socio-spatiales urbaines à l'échelle du continent américain. Le protocole de départ du programme, reprenant minutieusement dans chaque contexte le sens de concepts comme celui d'espace public, de communauté, d'intérêt général, etc. mettait en pratique une méthode de la clarification préalable à l'exercice comparatif.

soit à une question d'entourage institutionnel de production de la recherche : aborder un terrain africain depuis le contexte universitaire français, cela veut dire embrasser une culture scientifique particulière (la grande maison des africanistes[72]), qui s'est construite sur le temps long autour d'objets de recherche eux aussi particuliers et qui porte autant de réseaux de sociabilité, bien au delà des auteurs à citer et des lectures indispensables pour ne pas dire n'importe quoi. La pratique multi-terrains implique un positionnement d'intersection assez difficile à tenir (doit-on privilégier la fréquentation des colloques d'américanistes, des colloques d'africanistes ou des colloques des Études urbaines généralistes ? Mais surtout, ce que je dis aux Études urbaines parle-t-il aux africanistes et vice-versa ?). Il en résulte aussi, particulièrement dans un contexte institutionnel comme celui de l'Université française encore largement dépendant du découpage du monde en aires culturelles, un défaut d'identification pour qui s'essaye à une analyse multi-située : après avoir été étiquetée spécialiste des États-Unis, je suis maintenant spécialiste de l'Afrique du Sud aux yeux de certains collègues Géographes, de manière tout aussi usurpée dans un cas que dans l'autre à mon sens... Mais quand bien même il est difficile de tout tenir, c'est un effort qui me semble absolument nécessaire, pour éviter les parachutages théoriques sur lesquels je reviendrai ultérieurement.

Pour en revenir au programme des IFREs, avec Marianne Morange, qui a très généreusement été mon initiatrice de terrain pendant cette phase de transition personnelle, nous avons commencé en 2003 au Cap par une exploration des quartiers sécurisés des *suburbs* aisées du Nord de la ville et du front d'urbanisation Nord-Est où les dynamiques de la fermeture étaient les plus actives à l'époque (quartiers de Durbanville, Tygerberg, Milnerton, Blauwberg et Brackenfell notamment), mais très vite nous nous sommes intéressées aussi dans ces mêmes quartiers Nord au glissement géographique alors en cours d'un objet emblématique de la "reconquête" du centre-ville à la toute fin des années 1990, le *City Improvement District* (CID), ainsi qu'aux différentes mesures de coopération entre police et résidents mises en place dans le cadre de l'impératif participatif national.

Ce pas de côté par rapport aux quartiers centraux et aux Cape Flats qui forment l'essentiel de la production scientifique sur la ville avait un avantage : il permettait de prendre la mesure des différentiels à l'échelle intra-urbaine des situations politiques micro-locales liées à des formes de sécurisation dont le principe est généralisé à l'ensemble de la municipalité, mais dont les enjeux ne se posent pas dans les mêmes termes en fonction des types de quartiers dans lesquels elles se déploient, en évitant une opposition binaire problématique entre quartiers pauvres résidentiels et périphériques d'une part, et quartiers

72 Et ce quand bien même travailler en tant que chercheur français en Afrique australe reste l'exception dans cet ensemble qui reste centré sur l'ancien pré-carré colonial.

centraux aux fonctions métropolitaines d'autre part. Ce faisant, nous étions à même de constater des formes de variation par rapport à la norme, à travers une analyse des pratiques concrètes de mise en place des dispositifs sécuritaires, pratiques concrètes qui interprétaient les rapports entre municipalité, secteur privé de la promotion immobilière et communautés de résidents. L'analyse notamment des réactions municipales à ce qui était considéré par les pouvoirs publics comme des formes de dérive sécessionistes dans ces quartiers, à travers des reprises en main musclées nées de conflits d'interprétation de cette norme (voir notamment à ce propos l'interdiction du CID de Durbanville par la nouvelle municipalité ANC dans le texte n°5 du recueil[73]), montrait que la théorie générale de la délégation de la sécurité (que ce soit sous la forme de la délégation au secteur privé ou du transfert aux communautés) était somme toute assez relative, et au final très largement encadrée par les pouvoirs publics. Notre travail dans la *suburb* aisée de Durbanville, mis en parallèle avec les travaux de sécurisation des *suburbs* johannesbourgeoises réalisés dans le cadre du programme par Claire Bénit-Gbaffou[74], nous donnait ainsi l'occasion de revenir sur une question sécuritaire dans les villes sud-africaines interprétée comme un simple retrait de l'État de la question de la sécurité. Nous étions en cela en accord avec les remarques de Béatrice Hibou qui montrait le caractère processuel et sujet à recomposition de la délégation (Hibou -ed.-, 1999). La confrontation au sein du programme avec des cas non sud-africains informait aussi à une autre échelle la difficulté de généraliser en ce sens des tendances "africaines" de la gouvernance sécuritaire en ville : ainsi, le cas des grandes villes du Sud-Ouest du Nigéria (Ibadan et Lagos) travaillé par Laurent Fourchard dans le cadre du programme montrait par contraste un terrain beaucoup moins contrôlé par l'État et ses institutions de maintien de l'ordre, et de fait beaucoup plus fragmenté, au fort potentiel déstabilisateur pour ces sociétés urbaines (Fourchard, 2006).

---

73 M. MORANGE & S. DIDIER (2006) : "City Improvement Districts vs. Community Improvement Districts : the choice of a scale for the control of space in post-apartheid Cape Town", *Trialog*, 89, pp. 15-20.

74 Voir notamment pour un exemple de publication commune issue de cette confrontation le Cap/Johannesburg : C. Bénit-Gbaffou, S. Didier & M. Morange (2008) : "Communities, the Private Sector, and the State: Contested Forms of Security Governance in Cape Town and Johannesburg", *Urban Affairs Review*, 43, pp. 691-717.

Trajectoire d'une recherche 2 : ... à un engagement avec la théorie de la néolibéralisation

L'articulation de ces recherches initiales avec la littérature sur le néolibéralisme s'est faite dans un deuxième temps, à l'occasion d'un travail d'analyse plus poussé de la seule forme du CID, en passe de devenir la formule magique privilégiée par les pouvoirs publics dans les opérations de régénération urbaine à travers l'aire métropolitaine (voir à ce propos les cartes récapitulatives de la diffusion et de la transformation des objectifs des CIDs du Cap présentées dans les textes n°5 et n°11 du recueil[75]). Le champ n'était pas neuf, et plusieurs recherche s'intéressant principalement au centre-ville du Cap étaient en cours ou déjà publiées sur le sujet (Nahnsen, 2003, Berg, 2004, Miraftab, 2007, Dubresson, 2008, Samara, 2010). Ce champ capetonien déjà constitué, ou en voie de l'être, dialoguait avec une littérature importante dans les Études urbaines anglophones sur ce type de périmètres sécurisés, dont l'ubiquité en passe de devenir globale était interprétée comme une diffusion du néolibéralisme dans la gestion de la ville, à travers des thématiques comme la militarisation et la privatisation de l'espace public, la mise en place de gouvernements opaques (*shadow governments*) ou l'impératif sécuritaire comme préalable à des politiques urbaines d'attraction des investisseurs au centre (voir notamment Hoyt, 2006 ; Ward, 2006 ; Töpfer, Eick & Sambale, 2007 ; Cook, 2008).

Une partie de ces publications proposait un effort de nuance bienvenu par rapport aux théories du premier groupe du néolibéralisme-comme-idéologie que j'ai décrite plus haut : dans les travaux de Kevin Ward et de Ian Cook notamment, le décentrement par le cas britannique nous semblait pertinent pour notre étude capetonienne car il permettait d'aller bien au delà d'une simple lecture diffusionniste, assez mécanique dans ses impositions aux échelles infra. Le décentrement permettait de contextualiser le processus d'adoption locale des modèles et donc d'insister sur l'hybridation nécessaire préalable à l'adoption dans des territoires à la géohistoire forcément particulière. Il correspondait de fait avec une branche spécifique en cours de formation de la théorie de l'*actually existing neoliberalism*, celle de la circulation des modèles, et par la même permettait de réfléchir en retour à la circulation du néolibéralisme-comme-idéologie et au néolibéralisme comme rationnalité. Cette branche en formation[76] offrait à nos yeux l'avantage d'opter pour une vision concrète et en quelques sortes pragmatique des processus de néolibéralisation de certains pans

---

75 M. MORANGE & S. DIDIER (2006) ; S. DIDIER, E. PEYROUX & M. MORANGE (2012): "The spreading of the City Improvement District model in Johannesburg and Cape Town: urban regeneration and the neoliberal agenda in South Africa", *International Journal of Urban and Regional Research*, 36 (5), pp. 915-935.

76 Le champ est aujourd'hui constitué et s'est considérablement étendu, notamment autour du concept de *fast policies* : pour une synthèse, voir McCann & Ward, 2010 et McCann, 2011.

des politiques publiques en ville, ce qui correspondait aux appels à travaux de départ de Brenner et Theodore et tout en même temps évitait les écueils d'une discussion purement abstraite : de fait, en suivant les politiques[77], on pouvait mettre à jour des réseaux, des passeurs, des transformations, des contestations, bref, rencontrer l'effet de réel de la transmission et de la construction de ces dispositifs institutionnels d'un nouvel ordre, en les articulant à des échelles plus petites et en engageant donc de manière plus ou moins explicite la comparaison du processus de transfert entre différents terrains de réception.

Dans cette filiation, il nous semblait que le travail de terrain que nous avions réalisé sur le cas capetonien pouvait, par remontée, apporter deux éléments aux débats : il s'agissait d'abord d'un autre genre de décentrement, hors du *heartland* présumé du néolibéralisme, alors que les analyses de ces processus de transfert de modèles vers les villes du Sud étaient encore assez rares (voir pour le cas chilien, Zunino, 2006). Ceci nous permettait aussi de ré-articuler à ce faisceau théorique nos analyses antérieures sur le retrait présumé de l'État dans les opérations de sécurisation, en montrant dans ce cas que le néolibéralisme rencontrait localement des terrains institutionnels qui réagissaient selon des configurations très différentes des étapes de *roll-back/roll-out* fondant l'analyse du processus de néolibéralisation posée par Brenner et Theodore (voir de ce point de vue la contextualisation du couple État/sécurité proposée dans le texte n°10[78]).

Deuxième avantage de ce travail de terrain, il permettait d'engager ce qui nous apparaissait à l'époque comme un non-dit de la théorie du *actually existing neoliberalism*, à savoir les différenciations internes au secteur public, qui entraînaient autant de variations voire de conflits dans la mise en pratique de ces modèles à l'échelle locale (intra-urbaine), ainsi qu'on avait pu le voir pour Durbanville au Cap, et entre les villes d'un même contexte national : la comparaison de la réception et de la transformation du modèle du CID entre le Cap et Johannesburg a ainsi fait l'objet de plusieurs textes co-écrits avec Elisabeth Peyroux (voir les textes n°8, 11 et 12 du recueil[79]) qui montrent qu'à formule identique, les choses ne sont pas égales par ailleurs. Mais le problème se complique encore en interne, et il faudrait pouvoir mieux comprendre comment l'adoption du modèle se négocie politiquement au sein du secteur public pour éviter de considérer les autorités municipales comme un bloc parlant d'une seule voix, voire pire, comme seulement inféodé aux intérêts

---

77 À entendre ici au sens ici de *policy*.

78 C. BÉNIT-GBAFFOU, S. DIDIER, & E. PEYROUX (2012) : "Circulation of security models in Southern Africa: between neoliberal encroachment and local power dynamics", *International Journal of Urban and Regional Research*, 36 (5), pp. 877-889.

79 S. DIDIER, E. PEYROUX, & M. MORANGE (2009) ; S. DIDIER, E. PEYROUX & M. MORANGE (2012) ; S. DIDIER, M. MORANGE & E. PEYROUX (2013).

du secteur privé[80]... Il faudrait prendre en compte notamment les tensions possibles entre les services techniques et les services politiques, et les agendas politiques divergents en présence. C'est ici une limite franche à la compréhension des phénomènes de diffusion du modèle qui est posée, car il reste difficile de comprendre, en particulier me semble-t-il dans le cas de Johannesburg, la mécanique politique interne qui guide l'adoption des politiques publiques[81].

Enfin, troisième avantage, le décentrement par le Cap et Johannesburg montrait aussi la montée en puissance de grandes métropoles emblématiques du Sud en voie de passer de statut de récepteur de ce type de modèle à celui de concepteur et diffuseur : l'exemple du Cap, dont l'expérience de CID au centre-ville est re-circulée dans les réseaux internationaux (l'International Downtown Association notamment[82]) et à l'échelle africaine (voir de ce point de vue la présence du gestionnaire en chef du CID du centre-ville du Cap à l'inauguration du CID de Libreville en 2006) était de ce point de vue parlant, et rencontrait d'autres types d'analyses, pas forcément inscrites dans le champ théorique du néolibéralisme d'ailleurs, sur ces nouveaux référentiels globaux de l'action : l'expérience des budgets participatifs de Porto Alegre, les transports en site propre sécurisés de Bogota et la planification environnementale de Curitiba par exemple sont devenus en une décennie des modèles, non seulement pour les villes du Sud mais aussi pour les villes du Nord à la recherche de solutions pratiques, en un renversement des directions traditionnelles de diffusion des *best practices* (voir notamment sur le "Curitiba de l'Indonésie", Bunnel, 2015 ; et sur les trajets croisés de la politique de *welfare-to-work* entre Mexico et New York, Peck & Theodore, 2010).

---

80 C'est en quelque sorte ce que j'avais réussi à faire à Anaheim grâce à l'archive : l'arrivée des frères Disney s'y était en effet produite au moment où deux générations politiques s'affrontaient au sein du Conseil municipal dans leur vision pour la ville. La victoire des "modernes" sur les "anciens" a ouvert la voie à la formation du réseau de croissance local et a gelé durablement la contestation en interne du modèle économique choisi.

81 Il s'agit d'un problème de culture politique ANC au sens large, qui reste largement du domaine du secret à Johannesburg où le parti domine toutes les échelles de pouvoir. La situation est, de manière intéressante, plus "simple" à comprendre au Cap, en raison de l'opposition politique locale très frontale entre les échelles de gouvernement qui en rend très visible les dissensus.

82 Association étatsunienne de droit privé, l'International Downtown Association a pour objectif la régénération urbaine à travers le monde et sert de tribune et d'agent de diffusion pour les *best practice* en matière de gestion urbaine.

Petite précision : de l'usage de la théorie... de sa contestation, et du comparatisme

On l'aura compris, notre engagement avec la littérature anglophone par une entrée empirique a suivi le mouvement de raffinements successifs qu'a connu ce champ théorique : de moins en moins globalisante, essentialiste et téléologique, la théorie du néolibéralisme a évolué en l'espace d'une dizaine d'années vers des contextualisations fines[83] reconnectant des échelles d'analyse différentes, ce qui renvoie finalement à la vieille tension de la Géographie entre le général et le particulier. Ce n'est pas une tension qui est propre à la Géographie mais bien commune aux Sciences sociales, ainsi que le rappelle Jean-François Bayart, citant Paul Veyne et l'Histoire à témoin :

> "L'on voit donc que les invariants n'arasent pas le relief de l'historicité des sociétés qu'ils considèrent, i. e. celui de la différence ou de l'altérité. L'invariant est bien plutôt un 'opérateur d'individualisation'. P. Veyne écrit ailleurs : 'L'histoire est description de l'individuel à travers des universaux, ce qui, en droit, ne soulève aucune difficulté'" (Bayart, 2008, n.p.)

La question est donc de savoir si le néolibéralisme serait bien un de ces invariants, et là dessus, le débat n'est pas clos. Marianne Morange a ainsi montré dans un encadré à l'introduction au numéro 7 de *Justice spatiale | spatial Justice* (Fol & Morange 2014) que cette théorie du néolibéralisme a connu un accueil très différencié dans le monde académique sud-africain, selon que les analyses se plaçaient dans une perspective macro-économique ou qu'étaient traitées plus directement les politiques urbaines initiées par les municipalités. Du côté des Études urbaines elles-mêmes, les avis sont aussi partagés : si la théorie anglophone du néolibéralisme est au cœur de nombreuses analyses (et principalement chez les chercheurs anglophones non-sud-africains travaillant dans le pays), elle est aussi contestée pour la lecture univoque qu'elle donne des transformations des villes sud-africaines (Pieterse, 2011 ; Parnell & Robinson, 2012). Mais peut-être que la confusion qui règne entre les trois courants d'analyse du néolibéralisme (idéologie, politiques publiques ou rationalités ?) trouble le débat plus qu'autre chose, même si plus généralement il convient en effet de se méfier d'applications un peu paresseuses de la théorie à des contextes qui invariablement les dépassent (Hart, 2008)... Le détour à la Balandier par la France est encore une fois utile, car on voit bien ici que le recours marginal à la théorie anglophone reflète certainement une forme de scepticisme quand à sa vertu heuristique dominante "sur le terrain" (et peut-être aussi des formes de nationalisme scientifique ?). La prudence en tous les cas est de mise chez les auteurs

83 Ce que recouvre le terme de *variegation* désormais employé par Brenner et Theodore dans leur mise à jour théorique de 2010 (Brenner & Theodore, 2010). *Variegation* est un mot bien difficile à traduire, mais on pourrait dire en Français 'caractérisé par la diversité'.

français qui dialoguent directement avec elle (voir à ce sujet Fol & Morange, 2014), et c'est probablement aussi un héritage du rapport différent qui est entretenu en France vis-à-vis de la théorie en général.

Quoi qu'il en soit, il me semble juste néanmoins de souligner que si pour ma part j'ai utilisé avec profit la théorie du néolibéralisme dans mes travaux, il reste qu'elle n'épuise pas toutes les explications relatives aux transformations contemporaines des villes, et des villes sud-africaines par exemple, mais pas plus ou moins que d'autres. Le texte n°13[84], qui est une recension de l'ouvrage de Tony Roshan Samara sur la sécurisation de la ville du Cap, tente ainsi de suggérer une nécessaire réconciliation entre différents courants théoriques. Il ne s'agit pas ici pour moi de dire que ce qu'écrit Samara est faux, simplement que d'autres logiques intersectent avec celle qui domine son analyse, très largement guidée par une lecture de la sécurisation ancrée dans les théories anglophones dominantes. Ces logiques autres, ce sont des logiques qui sont pour partie héritées d'ordres antérieurs, coloniaux et d'apartheid : on pense notamment aux longues traditions de *policing* alternatif dans les villes africaines, et on peut voir à nouveau le texte de Laurent Fourchard sur ce point (Fourchard, 2006) ainsi que celui développé en collaboration avec Alex Wafer et Claire Bénit-Gbaffou dans la collection publiée dans l'*IJURR* (Bénit-Gbaffou, Fourchard & Wafer, 2012). Ce sont également des logiques locales (peut-être moins évidentes pour des chercheurs non sud-africains qui viennent au terrain armés de la théorie du néolibéralisme) qui sont en formation et qui renvoient de fait à un projet politique bien différent : je pense ici aux travaux de Karl Von Holdt (Von Holdt, 2013) qui traite la question de la militarisation du régime sud-africain comme d'un outil au service de la confiscation du pouvoir par les nouvelles élites, ce qui nous éloigne largement d'un projet global néolibéral, mais laisse ouverte (d'un point de vue pratique et non plus seulement théorique) la question plus générale du réemploi de formules étiquetées ailleurs comme néolibérales et globales au service d'objectifs qui n'ont au final plus rien à voir avec les configurations d'élaboration de ces modèles d'action.

Ce sont bien au final ces intersections et leur analyse, plus visibles je crois dans la branche 'circulation' de la théorie du *actually existing neoliberalism*, qui font à mon sens tout l'intérêt de l'approfondissement du projet d'étude posé par Brenner et Theodore : contrairement à une vision du néolibéralisme posé comme omniprésent et inéluctable, en s'intéressant aux circulations par exemple à travers le temps et l'espace des modèles internationaux de *best practice*, on peut en effet penser le néolibéralisme 'à l'envers'.

84 S. DIDIER (2014) : recension de l'ouvrage de Tony Roshan SAMARA, *Cape Town after Apartheid: Crime and Governance in the Divided City*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 2011, publiée sur H-Net Reviews, liste H-SAfrica, [URL: https://www.h-net.org/reviews/showpdf.php?id=40781].

D'abord, parce que les formules magiques ne prennent pas partout, et que les résistances (institutionnelles notamment) aux modèles sont probablement aussi nombreuses que leur adoption. Décentrement à nouveau, le cas français de ce point de vue me semble à nouveau pertinent pour une analyse de ce type, avec ses résistances politiques et administratives aux principes néolibéraux (quand bien même le cas de la transformation actuelle de l'université française en montrerait une forme de pénétration partielle).

Ensuite, parce si on pousse jusqu'aux échelles les plus fines l'analyse de la chaîne de transmission, on est obligé de tenir compte des interprétations locales de ces modèles qui n'ont peut-être, comme je l'expliquais plus haut, plus grand chose à voir avec le projet néolibéral du fait de leur hybridation. On passe donc de l'analyse des circulations en tant que telles à celle des terrains d'accueil où coexistent plusieurs ordres et où plusieurs champs théoriques autres peuvent être mobilisés pour comprendre le changement urbain. Pour reprendre un passage du texte d'introduction au symposium 2012 publié dans l'IJURR :

> "What this symposium therefore shows is **the relevance of looking into different combinations of political logics, and their variability within one city, in order to understand urban change** — here as driven by security governance concerns. Clearly, change in the Cape Town city centre is being shaped by neoliberalization; but the use of the CID model in peripheral residential areas such as Durbanville (...) is linked to local political dynamics (issues of local autonomy and possible political secession) that can only marginally be interpreted in neoliberal terms. Finally, these spaces do not exist as separate entities, spatial 'points' in the city: they are part of interconnected and hierarchized urban systems in which they do not fulfil equivalent functions. **Even though neoliberalization affects neighbourhoods differently and unevenly, the question of which spaces it affects matters**. The importance of neoliberal dynamics in shaping city centres cannot be ignored simply because other political logics are more influential in the poorest areas of the city. The restructuring of city centres under neoliberal dynamics, through the exclusion processes the latter generate, impacts on the rest of the metropolitan area — they are far more than just geographical points in the city and could be considered as truly 'metropolitan spaces', i.e. spaces of metropolitan importance." (Bénit-Gbaffou *et al.*, 2012 : 885, c'est moi qui souligne)

On l'aura compris, ce que je vois désormais plus clairement à l'issue de ce cycle de recherches (peut-être aussi du fait de ma formation française aux méthodes largement inductives), c'est que mon engagement avec la théorie ne réside certainement pas dans la tentation d'une application mécanique descendante. À ce propos, le texte largement autobiographique (et plutôt drôle d'ailleurs pour ce qu'il dit des positionnements des chercheurs et de l'exotisme) de Mustafa Dikeç publié en 2010 dans *Antipode* lui donne

l'occasion d'offrir une synthèse de sa compréhension du rôle de la théorie, synthèse dans laquelle je me retrouve. Il y reprend notamment les propos de Wendy Brown :

> "Thus, **theory is never "accurate" or "wrong"; it is only more or less illuminating, more or less provocative, more or less of an incitement to thought, imagination, desire, possibilities for renewal...** [T]heory is a sense-making enterprise of that which often makes no sense, of that which may be inchoate, unsystematized, inarticulate. It gives presence to what may have a liminal, evanescent, or ghostly existence. **Thus, theory has limited kinship with the project of accurate representation**; rather its value lies in the production of a new representation, in the production of coherence and meaning that it does not find lying on the ground but that, rather, it forthrightly fashions." (Brown, 2002 : 574, citée dans Dikeç, 2010 : 804, c'est moi qui souligne).

Dikeç reprend cette idée de la théorie comme provocateur de sens[85] et non comme mode d'emploi applicable à des terrains plus ou moins exotiques, et qui du coup appelle à coup sûr les verdicts du type "d'accord, mais ta théorie ne marche pas au Sri Lanka !" qu'il a récoltés de la part de "vrais" hommes de terrain à l'occasion d'un atelier d'écriture... C'est un problème connu des Historiens, qui empruntent comme les Géographes à des disciplines proches pour rendre compte (tout comme les Géographes rendent compte de la diversité du monde) de l'infinie variété des situations historiques. Ainsi, Peter Burke :

> "It will be clear by now, if it was not obvious from the start, that empiricists and theorists are not two close-knit groups, but two ends of a spectrum. Conceptual borrowing tends to take place from neighbouring disciplines on the theoretical side. Thus historians borrow from anthropologists, who borrow from linguists, who borrow from mathematicians. **In return, historians, like ethnographers, offer reminders of the complexity and variety of human experience and institutions which theories inevitably simplify.** This variety does not imply that theorists are wrong to simplify. As I tried to argue above (...) simplification is their function, their contribution to the division of labour between approaches and disciplines. **What this variety does suggest, however, is that theory can never be simply 'applied' to the past.**" (Burke, 2005 : 188, c'est moi qui souligne)

La théorie ne peut donc pas être simplement appliquée au passé, tout comme elle ne peut pas être simplement appliquée hors du contexte géographique de sa production.

Ces considérations somme toute assez classiques qui renvoient en Géographie à l'articulation terrain/théorie rencontrent de fait dans les Études urbaines anglophones depuis une dizaine d'années un mouvement de fond pour le décentrement théorique. Le

---

85 À l'image des discours proposés par Edward Soja que j'ai évoqués dans le chapitre précédent de ce volume un, ou de la remarque de Marcel Roncayolo à propos des modèles, forme peut-être la plus démonstrative de la théorie s'il en est : "Même la référence à un modèle n'indique qu'une possibilité d'interprétation. Le modèle n'établit pas la loi, simplement la possibilité de telles ou telles relations." (Chesneau & Roncayolo, 2008 : 200).

point de départ de ces tentatives de renouvellement est généralement identifié autour du manifeste de Dipesh Chakrabarty appelant à déprovincialiser l'entreprise de production du savoir en général, dans la lignée des travaux historiques du groupe des *Subaltern studies* qui remettait en cause le système même de production colonial et européo-centré de l'archive en Asie du Sud-Est (Chakrabarty, 2000). Repris avec succès dans le cadre de la Géographie et des Études urbaines par Jennifer Robinson (Robinson, 2006 et Robinson, 2011), cet impératif de dé-provincialisation qui s'attache à démonter le sens des concepts employés prend un sens particulier tout autant que pragmatique : dans un contexte d'urbanisation généralisé, quand bien même les exemples traités seraient de plus en plus ouverts à des expériences autres que celles des pays européens et nord-américains, la résistance de catégories d'analyse produite au Nord et appliquées directement au Sud ne peut conduire qu'à des impasses analytiques (voir pour une excellente synthèse Jazeel, 2014). C'est donc d'un problème terrain/théorie qu'il s'agit, et la contestation de la lecture des politiques urbaines sud-africaines strictement en termes de pénétration du néolibéralisme y renvoie. Mais ce problème, et cela me semble plus novateur, rencontre aussi la façon dont les champs internes aux Études urbaines se sont historiquement structurés et continuent de peser sur les tentatives d'explication et de découpage du monde. De ce point de vue, la tentation de la hiérarchisation est toujours présente, et Robinson montre bien qu'un concept comme celui de la ville globale a contribué à reproduire ces hiérarchisations : les villes du Sud seraient en bas du classement car elles seraient moins ceci ou cela que les villes du Nord, ce qui sous-entend un manque ou un défaut d'urbanité et a pour résultat de les confiner à la sphère des Études du développement et de ne leur offrir qu'un strapontin dans celle des Études urbaines (Robinson, 2006).

La suite de l'histoire est désormais logique : traiter des villes du Sud comme de villes ordinaires signifie les traiter comme de villes 'comme les autres' au sens non pas d'une égalité dans les processus d'urbanisation mais bien d'une égalité dans les termes de la comparaison. Ici à nouveau, la référence à la lecture par Bayart de l'histoire comparée à travers les périodes et les aires culturelles pratiquée par Paul Veyne est éclairante, et me semble tout à fait transposable aux Études urbaines : on ne compare pas ceci à cela, mais on compare ceci et cela :

> "Un historien (...) compare l'impérialisme romain *et* celui d'Athènes pour constater qu'ils ne se ressemblent pas, à la manière d'une marchande de laine qui compare deux pelotes qu'elle soupçonne de n'être pas de la même teinte." (Veyne, cité dans Bayart, 2008, n.p., original en italiques)

Et une telle méthode de la comparaison implique de fait l'abandon préalable du réflexe

hiérarchique qui inféoderait par exemple pour Veyne les expériences historiques de l'empire à celle des Romains, car les Romains "(...) ont existé d'une manière aussi exotique et aussi quotidienne à la fois que les Thibétains, par exemple, ou les Nambikwara, ni plus ni moins ; si bien qu'il devient impossible de les considérer plus longtemps comme une sorte de peuple valeur" (Veyne, *L'inventaire des différences*, cité dans Bayart, 2008, n.p.). Dès lors que ce principe est respecté, Bayart souligne que "la comparaison met bien en lumière la différence, au lieu de la dissoudre" (Bayart, 2008, n.p.).

Le renouveau d'intérêt pour le comparatisme depuis quelques temps dans le monde des Études urbaines anglophones (voir notamment McFarlane, 2010 ; Robinson, 2011) renvoie de fait assez bien à cette position. Pour résumer, un agenda comparatiste pour des Études urbaines réellement globales devrait s'appuyer sur trois grands principes, que je développerai ci-après à partir des traditionnels clivages Nord/Sud, mais qui gagneraient encore à être respectés quels que soient les terrains proposés à la comparaison :

1/ se méfier des concepts utilisés dans leur transposition entre différents terrains : c'est la dimension qui semble la plus populaire dans la littérature scientifique pour le moment, et aussi celle qui fait le plus sens dans son rapport avec la construction des théories explicatives du phénomène généralisé de l'urbanisation. Tariq Jazeel par exemple en fait une bonne démonstration à propos du concept de Nature, scientifiquement construit essentiellement depuis le Nord et bien peu opérant dans des contextes sociaux où le clivage Nature/Culture n'est pas de mise (Jazeel, 2014). De la même manière, et plus directement en lien avec les Études urbaines, la question de la gentryfication est dans une phase d'évolution profonde après une phase plus universalisante (de Smith, 2002, à Lees, 2011, et pour un cas sud-africain Lemanski, 2014). Dans une veine similaire, l'introduction à une récente collection d'articles proposée par Judit Bodnar dans *Urban Studies* sur l'espace public engage la question du comparatisme en des termes très proches :

> "The dilemma whether variations on the condition of public space can allow us to conclude about the general transformation of public space and the urban condition introduces one of the greatest challenges urban studies is facing today. The multiplication of sites from where urban reports are filed and provocations are made to urban theory has the potential to go beyond merely seeking variations on a dominant theme and reconfigure the production of urban theory, the place and significance of its key concepts and to reorient research questions. What happens to debates of public space and the public sphere if analyses are increasingly inspired by contexts where the public-private divide is different from the dominant Western conception and in general less relevant?" (Bodnar, 2015 : 2101)

Ce qu'exprime rapidement Bodnar dans ce paragraphe de conclusion, c'est bien toute la

difficulté qu'il y a à reconfigurer la théorie en donnant un sens général à des expériences forcément disparates, au delà de l'évocation d'un simple potentiel de refonte théorique... Comme le soulignait déjà Noel Castree à propos de la théorie du néolibéralisme telle quelle s'est développée il y a une quinzaine d'années, son fort pouvoir de séduction tient bien dans sa capacité à trouver du sens au-delà du particulier (Castree, 2006), à rechercher un invariant en somme qui puisse expliciter le processus de mondialisation. Mais la dilution du concept de néolibéralisme suite aux raffinements successifs informés par des terrains d'étude autres reste aussi un problème largement souligné par les critiques à cette théorie, car il y aurait dès lors matière à remettre en cause l'existence même d'un invariant néolibéral global...

2/ se garder des hiérarchisations, implicites ou explicites : pour reprendre le débat sur le néolibéralisme, sous-entendre par exemple que son déploiement aux villes du Sud se fait de manière inachevée biaise l'analyse des hybridations, qui sont une forme autre de l'incarnation du processus de néolibéralisation, et retrouve cette idéologie de la ville "défectueuse", celle à laquelle il manquerait quelque chose (sous-entendu que les villes du Nord auraient). Cette question de la hiérarchisation renvoie par ailleurs sur un plan purement théorique à l'entreprise de construction de modèles explicatifs, ou plus exactement à leur utilisation systématique par référence à des villes paradigmatiques, sur lesquelles les autres villes ne peuvent finalement que s'aligner[86] (Beauregard, 2003). Pour avoir travaillé sur Los Angeles pendant une bonne partie de mes recherches, et pour avoir vu ainsi l'élaboration puis la diffusion globale du modèle angeleno, c'est pour le coup une question qui me parle très clairement (voir notamment le texte n°6[87] du recueil de publications sur la place de Los Angeles dans l'élaboration de la théorie globale de la fragmentation urbaine). Mais si la propagation du modèle s'appuyait sur une affirmation du caractère paradigmatique de la ville à la fin des années 1990, les temps ont aujourd'hui changé. Edward Soja lui-même semble aujourd'hui revenir sur certaines de ses affirmations passées concernant ce caractère paradigmatique de la ville (voir de ce point de vue Bunnell, 2015). Maintenant, pour prendre un contre-exemple récent, je ne suis pas sûre que l'entreprise menée par exemple par Garth Myers dans son ouvrage sur les villes africaines (Myers, 2011) fasse tellement avancer les choses, car il me semble que dans sa substitution d'un modèle de Lusaka au modèles de Los Angeles, il contribue à une reproduction/réinvention en quelques sortes des anciennes hiérarchies... Mais c'est une

86 J'y reviendrai dans la proposition qui suit car cette question de la hiérarchisation entraîne nécessairement une réflexion sur le temps.

87 C. BÉNIT-GBAFFOU, S. DIDIER, E. DORIER-APPRILL & P. GERVAIS-LAMBONY (2007) : "Fragmentations", in E. DORIER-APPRILL & P. GERVAIS-LAMBONY (eds.), *Vies citadines*, Paris : Belin, pp. 15-39.

critique assez facile de ma part, car Myers est tout de même très soucieux non seulement d'expliquer pourquoi il formule une proposition directement élaborée à partir de *Posmetropolis*, mais aussi de répéter qu'il faudrait avoir la liberté non seulement de théoriser autrement les villes africaines mais encore de pouvoir user de la théorie d'où quelle vienne, quel que soit le terrain duquel on parle, du moment qu'elle nous parle (Myers, 2011 : 24-28). Ce principe de liberté me semble effectivement fondamental, mais parfois bien difficile à négocier dans l'arène de la politique scientifique mondiale, qui continue à voir les chercheurs du Sud comme de simples exécutants des théories du Nord (voir à nouveau Dikeç, 2010), et qui continue aussi, par la structure de l'édition scientifique globale, de privilégier certains courants et manières de faire de la recherche et d'en exposer les résultats. Si ces problèmes doivent être combattus vigoureusement, il ne faudrait pas qu'en retour nous soyons tous assignés à résidence scientifique, d'un point de vue théorique comme d'un point de vue des terrains que nous pratiquons, au risque d'un repli sur soi et de l'abandon à terme d'un projet réellement global de recherche[88].

3/ se méfier des supposées antécédences, qui entretiennent un lien direct avec la question de la hiérarchisation, ou des supposées émergences, pour des raisons pas forcément avouables d'ailleurs de pure compétition scientifique : je pense ici au problème de l'élaboration des modèles théoriques de la ville, et de la velléité de leurs concepteurs de démontrer que telle ou telle ville en particulier a été la première à développer telle ou telle transformation (Los Angeles, à nouveau, pour une critique de cette dimension bien connue de l'avènement du modèle de Los Angeles dans la littérature scientifique, voir Beauregard, 2003, le texte n°6 du recueil de publications[89], et Bunnell, 2015) en voie de devenir universelle. Ici en quelques sortes, prototype rime avec paradigme et primauté. Il s'agirait plutôt de prêter une attention plus soutenue au feuilletage des temporalités urbaines qui conditionne le changement, en particulier lorsque l'analyse est multi-située et qu'elle traite de changements urbains considérés comme des invariants universaux. C'est sur ce dernier point que je souhaiterais apporter quelques clarifications sous la forme de la brève proposition développée ci-après.

88 L'expérience de l'IFAS m'a de ce point de vue inspirée, et a aussi quelque peu douché mon enthousiasme de départ : j'aurais souhaité que les chercheurs africains avec lesquels l'IFAS travaille puissent investir des terrains du Nord, pour rééquilibrer ce qui me semble être un déséquilibre profond dans .les termes de la collaboration entre chercheurs de différentes origines. Au final, si des expériences de terrains croisés peuvent être ponctuellement mises en place, il est très difficile de "provoquer" des changements de terrain durables, pour différentes raisons qui pour certaines ont à voir avec les agendas national-centrés de la recherche dans beaucoup de ces pays. Je pense malheureusement que la geste comparative ne peut qu'en souffrir.

89 C. BÉNIT-GBAFFOU, S. DIDIER, E. DORIER-APPRILL & P. GERVAIS-LAMBONY (2007) : "Fragmentations", in E. DORIER-APPRILL & P. GERVAIS-LAMBONY (eds.), *Vies citadines*, Paris : Belin, pp. 15-39.

Proposition pour redonner une place au temps

Cette proposition, qui est de fait étroitement imbriquée avec les deux premières, est bien d'être d'une manière plus générale attentif aux effets des temporalités pour mieux respecter la spécificité des territoires dans lesquels se déploient les processus observés. Sur la question de l'antécédence par exemple, on voit bien qu'une certaine analyse des villes du Sud, en reproduisant une logique de hiérarchisation, porte implicitement en elle un méta-commentaire sur leur "retard", par rapport à un mètre-étalon européen ou nord-américain. Cette idée du retard, exploitée avec profit dans l'application mécanique des théories de trajectoires du développement, fait bien peu de cas de l'historicité spécifique des espaces considérés, qu'ils soient territoires nationaux ou urbains. Si plus personne n'oserait écrire en termes de "retard" aujourd'hui dans le monde des Études urbaines, il n'en reste pas moins que la question du temps y reste me semble-t-il largement impensée, et on le voit assez bien dans des théories comme celle de la privatisation globale de l'espace public par exemple, qui prend la situation étatsunienne comme un point de départ pour l'analyse, suivie dans le temps par une diffusion plus ou moins mécanique vers des tiers-espaces. Ré-articuler le temps semble donc nécessaire, parce qu'un projet de pensée comparatiste (qu'il traite directement de la circulation de modèles ou plus généralement de tendances observables d'un point à l'autre du monde urbain) ne peut en faire l'économie si on reste bien dans une comparaison termes à termes, et si on adhère, comme c'est mon cas, à l'idée que les territoires urbains sont des espaces/temps. Leur transformation s'inscrit dès lors nécessairement dans la tension permanente entre des cheminements hérités (*path dependent*) d'une part, ainsi que le précisait Charles Tilly :

> "The strong version of [historical analysis] demands more [than the weak version]. It identifies ways that (1) when and where an event or process occurs affects (2) how it occurs, (3) why it occurs, and (4) with what consequences it occurs." (Tilly, 2002 : 570)

... et d'autre part, des innovations qui se produisent bien, imposées de l'extérieur et/ou provoquées par une réforme en interne (je pense notamment à l'adoption des principes du *New Public Management* dans les administrations urbaines), et qui ont des effets majeurs sur la transformation des pratiques des aménageurs comme des citadins. C'est un point que Vincent Béal soulevait par exemple dans sa critique de la théorie de la néolibéralisation proposée par Brenner et Theodore qu'il jugeait, à juste titre, trop peu attentive aux acteurs, à leurs engagements, à leur capacité de réaction, et aux processus de transformation de leurs pratiques induits par l'adoption des modèles néolibéraux :

> "On voudrait aussi comprendre comment les crises ou les échecs des interventions publiques débouchent sur des changements. Comment la prise de conscience de ces échecs s'opère-t-elle ? Sur quelle mobilisation est-elle susceptible de déboucher ? Assiste-t-on à la marginalisation ou à l'inverse à la montée en puissance de certains acteurs ou groupes d'acteurs autour de ces 'crisis-managements' ?" (Béal, 2010 : 111)

Ainsi, il faut donc pouvoir, pour reprendre les remarques de Marcel Roncayolo, "distinguer l'innovation de la reproduction, la critique de la tradition" (Chesneau & Roncayolo 2008 : 295). Ce qui permet deux types d'analyse très différents :

- d'une part comprendre la mécanique du changement, en remontant l'histoire longue des pratiques de gestion de la ville et en identifiant les moments de rupture significatifs qui, à un moment et en un lieu donnés, se cristallisent pour provoquer ce changement et l'adoption par exemple de nouveaux modèles de gestion ; cela renvoie au premier chapitre de ce volume sur la crise et ses temporalités. De la même manière, cela permettrait de traiter des cas de résistances à l'adoption de politiques publiques néolibérales, dans leur contestation au nom de traditions locales existantes de faire la ville.

- d'autre part, et c'est ce qui m'intéresse le plus actuellement, comprendre la superposition au présent de différents ordres hérités du passé, c'est à dire déconstruire en quelques sortes la notion même d'innovation en la replaçant dans un continuum[90]. C'est en ce sens que je comprends par exemple l'effort d'analyse du temps colonial dans le temps post-colonial. Ceci me semble d'ailleurs aller dans le sens de la notion d'hybridation avancée par les évolutions plus récentes de la théorie de la néolibéralisation qui insistent sur les recompositions locales des politiques publiques d'inspiration néolibérale même si la question des temporalités n'y est pas centrale. Ainsi, pour donner un exemple rapide, la politique capetonienne de gestion du commerce informel dans l'espace public ne procède pas d'une stricte innovation, car la ville tant d'apartheid que coloniale pratiquait une politique restrictive dans ce domaine vis-à-vis des vendeurs de rue, quand bien même les justifications politiques en étaient évidemment fort différentes. Mais le dire ainsi me semble très réducteur, car cela supposerait une application mécanique du passé dans le présent (dire, en gros, c'est la même chose que pendant l'apartheid), ce qui n'est jamais garanti et effacerait du coup les deux décennies de transformation de la gestion de la ville en Afrique du Sud qui procède d'un réel changement. Mais ce qui est tout de même troublant avec le cas capetonien, c'est qu'on observe dans le cadre des pratiques concrètes de gestion du commerce informel aujourd'hui que le cadre légal d'action n'a pas changé : ce sont bien

90 Continuum ne faisant donc, par exemple, du temps néolibéral qu'un moment très bref par rapport à l'histoire longue des pratiques de gestion de la ville.

des arrêtés municipaux (*by-laws*) datant de la période d'apartheid qui sont aujourd'hui réactivés pour limiter la place du commerce informel dans l'espace public, du centre-ville "vitrine" en particulier. Plus encore, si on s'interroge sur les rationnalités des acteurs publics qui mettent en œuvre ces politiques de gestion de l'espace public en lien avec la Police municipale, observe-t-on un changement significatif dans la conception de l'ordre en ville qui sous-tend ces politiques ? Il faut donc relativiser la notion même d'innovation dans ce cas (innovation de quoi, et par rapport à quoi ?), innovation qui irait dans le sens d'une théorie globale et orientée de sécurisation croissante des espaces publics dans laquelle s'inscrirait la circulation des modèles de gestion de la ville diffusés depuis des villes innovantes en direction de villes imitatrices... Ainsi que nous l'écrivions dans le texte d'introduction au symposium de l'*IJURR* sur la gouvernance sécuritaire dans les villes d'Afrique subsaharienne (texte n°10 du recueil de publications[91]), poser la question de savoir ce qui a réellement changé dans cette circulation internationale de modèles procède d'une telle démarche d'identification de continuum spatio-temporels des pratiques. La ville coloniale était déjà un espace de circulation/adaptation de modèles imposés par la métropole, dire que les modèles circulent n'est donc pas une nouveauté. En revanche, l'échelle métropolitaine de définition des modèles comme le sens des circulations, de même que la rationalisation de leur adoption par les pouvoirs publics locaux ont bien changé, comme le montrent bien l'exemple de l'adoption globale aujourd'hui de systèmes de transport en site propre, des principes du budget participatif ou de la planification environnementale forgés dans des grandes villes du Sud émergent.

Enfin, replacer le temps dans l'analyse signifie aussi réfléchir non plus seulement en termes de circulation de *fast policies*, pour reprendre cette branche de la théorie de la néolibéralisation, mais en termes de temps moyen : il ne suffit pas d'analyser l'arrivée dans une ville précise de tel ou tel modèle néolibéral, et donc de dire que dorénavant les politiques publiques sont néolibérales, mais de comprendre aussi leur évolution postérieurement à cette arrivée, évolution qui procède d'une hybridation supplémentaire. De ce point de vue, on peut se référer aux textes que nous avons produits sur le Cap entre 2008 et 2013 et à l'évolution qu'ils représentent pris collectivement : entre le texte n°8, le texte n°11 et le texte n°12[92], une nécessité de penser le temps moyen s'est imposée car le terrain local ne correspondait plus à la lecture que l'on pouvait faire des CIDs au Cap et à Johannesburg au début des années 2000. Le texte n°12 en particulier, en affichant les

91 C. BÉNIT-GBAFFOU, S. DIDIER, & E. PEYROUX (2012) : "Circulation of security models in Southern Africa: between neoliberal encroachment and local power dynamics", *International Journal of Urban and Regional Research*, 36 (5), pp. 877-889.

92 S. DIDIER, E. PEYROUX, & M. MORANGE (2009) ; C. BÉNIT-GBAFFOU, S. DIDIER, & E. PEYROUX (2012) ; S. DIDIER, M. MORANGE & E. PEYROUX (2013).

quinze années d'existence des CIDs dans son titre même, voulait insister sur ces processus de transformation, ici sous la pression politique, qui débouchent sur des formes de compromis pratiques mis en place par les pouvoirs publics. Il s'inscrivait de fait en réponse au texte de Faranak Miraftab sur ce même sujet des CIDs au Cap (Miraftab, 2007) en étirant l'analyse dans le temps (sur quinze années de pratique du CID en Afrique du Sud) et dans l'espace (avec la comparaison à Johannesburg). En somme, c'est la capacité de réaction au néolibéralisme de la société d'accueil qui est ici démontrée : remplacer Michaël Farr par Andrew Boraine à la tête du *Cape Town Partnership*[93] apparaît de ce point de vue un acte tout à la fois symbolique et hautement politique.

Dernier point de précaution, tout comme il ne s'agirait pas d'appliquer mécaniquement le passé au présent, il ne s'agirait pas non plus d'évoquer le passé simplement pour relativiser les phénomènes observés dans le présent. À ce propos, je pense toujours à l'amusante lecture par l'historien Eric Monkonnen des commentaires de ses collègues à propos de la crise urbaine fiscale étatsunienne de l'après-Guerre :

> "Like old-timers recounting ever-worse blizzards, urban historians want to say, ‘why, you shoulda seen the soup lines in ‘93’, or ‘take a look at city reports from the Depression ‘cause they won’t last long – the city couldn’t buy anything but the newsprint for their published reports’" (Monkonnen, 1985 : 430).

Pour passer à une application directe de ce principe, et pour pouvoir en mesurer tous les enjeux, je voudrais revenir à la théorie de la privatisation de la production de la ville, qui avait fait l'objet d'un texte critique écrit à plusieurs et focalisé sur la place des temporalités dans les analyses scientifiques d'objets considérés comme emblématiques de la privatisation globale de la production de la ville. Marianne Morange et moi nous sommes assises en 2007 autour d'une table avec deux collègues mexicaines (Guénola Capron et Martha de Alba) qui travaillaient à l'époque sur les quartiers sécurisés produits à destination de la classe moyenne à moyenne supérieure des grandes périphéries Ouest de la ville de Mexico, dans l'optique de notre participation commune à la quatrième conférence annuelle "*Private Urban Governance*". Le texte inédit produit à cette occasion (FIG.7) est déjà daté par rapport l'évolution de la place des villes du Sud dans la théorie urbaine, et on le voit par exemple dans sa référence à une analyse scientifique du moment

93 Michaël Farr et Andrew Boraine ont tout deux été PDG du partenariat public-privé, le *Cape Town Partnership*, dont l'une des fonctions principale fut la mise en place des programmes de régénération urbaine au centre-ville à partir de la fin des années 1990. Pour plus de détail sur les enjeux politiques de ce remplacement, voir Morange & Didier, 2006.

qui privilégiait une circulation de modèles urbains strictement orientée du Nord vers le Sud. C'est un texte qui est aussi très situé en termes d'environnement scientifique, car la conférence en question, en dépit de son intitulé complet qui visait probablement à en élargir les enseignements, restait très largement consacrée à l'analyse d'un objet particulier, le quartier sécurisé (*gated community*), et à sa diffusion globale. La mode scientifique sur ce terrain a quelque peu évolué depuis, mais notre intervention se faisait aussi en réaction à certaines formes de raccourcis spatio-temporels que nous percevions toutes les quatre comme franchement problématiques dans les analyses proposées de cet objet, et encore plus quand nous réfléchissions à nos propres cas d'étude. Autour d'une critique de la notion de "nouveauté", de celle de la recherche d'un "patient-zéro" et de celle de l'émergence de tel ou tel phénomène, ce texte procédait bien d'une mise en garde contre les abus d'une vision trop linéaire de l'histoire des territoires urbains affectés par des processus de néolibéralisation.

FIG. 7 : "*Problematic emergence* : innovation et filiation dans l'adoption de formes particulières de privatisation de la ville"

(*Extrait remanié de* : M. de Alba, G. Capron, S. Didier & M. Morange (2007) : communication au colloque *Private Urban Governance & Gated Communities : production of urban spaces, interactions of public and private actors, sustainability of cities*, Paris, 5-8 Juin 2007 : "Problematic emergence: a theoretical and practical perspective on shifting private governance models").

In Cape Town, *City Improvement Districts* (a local adaptation of the American Business Improvement District strongly emphasizing the institutional arangement of public-private partnerships), were introduced in the late 1990s, corresponding to a major change in the handling of urban affairs in the city center. In Cape Town, we also focused on the proliferation of gated communities (GCs) since the 1980s on the urban edge of the city, a form which is connected in the literature to the global phenomena of enclosure and secession (Landmann, 2004). Finally, in Mexico City, the research focused on the building in the 1960s of the master planned community of Ciudad Satelite in the western suburbs, an original form of suburbia for Mexico as a whole, very much linked to the American suburban experience and thus interrogating the issue of the model used for its design and the kind of modernity it represented.

Working on these arrangements, we have been confronted to the notion of change and transformation of the governance patterns that these case studies exemplify, the ensuing production of space and the ensuing social relations these forms foster. To sum it up quickly, through these case studies, if one were to follow the global literature on these types of forms, one would be able to demonstrate globally the process of the privatization of the city.

Yet, a recurring word in the analyses that seldom goes under investigation is the word **emergence**. This word itself leads to 3 different interrogations, all time-related, but very different in their implications for researchers:

- ***emergence brings us to think about novelty (is it new?)***

- ***emergence brings us to think about origins (when and where did it all begin?)***

- ***emergence brings us to think about future growth and its implications for the urban society as a whole (where will it lead us in the future?)***

From our own personal research, we wish not so much to dismiss the use of the notion of emergence, but rather to unpack it. We argue here that the questioning of the notion itself is absolutely necessary to understand the current governance arrangements, especially with regards to cities of the global South: these cities are viewed as the receiving end of neo-liberal models elaborated in the United States ; indeed, in the urban studies literature, public-private partnerships and private governance in cities of the South are globally viewed as emerging phenomena, linked to globalization and the transnational circulation of neoliberal urban policies and practices, thus following a trickle-down effect originating in the heartland of neoliberalism.

We here want to investigate the 3 dimensions which are articulated in the perceptions of emerging forms and processes (novelty/origin/growth), esp. with regards to the researchers' and planners' use of the notion.

1/ Is it new ? The issue of novelty

First of all, the scientific analysis is exploring the issue of novelty both when it comes to the built form (i.e. GCs) and to the transformation of governance patterns (i.e. privatization). Two types of injecting "history" into the analyses dominate :

- private governance is presented as a "new" and "growing" phenomenon, whatever the spatial form or institutional configuration (GCs, Common Interest Developments, the delegation of service provision, etc.).

- private governance is presented in terms of continuity: other researchers insist on the fact that nothing is actualy "new". In doing so, they search for influences, for GCs for instance in walled medieval towns (see for instance the introduction to Blakely & Snyder, 1999 [1997]).

Indeed it is difficult to take sides here for three reasons:

- firstly, there is a spatial problem intersecting with this issue of novelty. A form of privatization may appear as brand new, although having existed elsewhere for a long time. For instance, in Maputo, Fabrice Folio (Folio, 2007) has shown that GCs appeared in the late 1980s in a city characterized by its socialist urban planning tradition. GCs developed in peace time, because the city was opening to international influences (foreign aid and foreign investments came to the city). It is hard to dismiss the notion of emergence in that case, in countries previously isolated from international influences.

- secondly, there is a time-related problem with this notion of novelty. What our Mexican case study shows, is that forms of *de facto* privatization (regarding water provision for instance) existed in a historical urban context which is not associated with privatisation (i.e. Mexico City in the 1960s). These forms existed, but were not formalized, as a fringe practice with regards to the norm still strongly defined by the public sector.

- thirdly, the issue of novelty is understood and used differently across the board of discourses There is a polyphonic use of the notion, used at the same time by journalists, researchers and planners, with very different intentions. Journalists for instance will focus on the spectacular and novelty aspects, say, of GCs (see the French case of the rise of GCs in Toulouse and Marseille covered extensively in the press during the mid-2000s).

2/ Is there a model-zero? The Book of the "origin"

The analysis therefore often shifts to the issue of the origin. Indeed, it is tempting to try to avoid addressing the issue of novelty by shifting to the search for a model-zero: looking for the first formalized materialization (of GC, of PPPs, etc.) apparently allows us not to get trapped in the endless search of the beginnings. At the same time it also allows us to address the spatial debate, mentioned before, thanks to a shift in scales: to look at the international (or national) scale allows to try to find places where these forms of private governance have already been tested. This approach is encouraged as well by disciplinary calls to avoid monographic studies: at one stage or another when reading about other case studies, one tries to situate their own research in time and space. It leads to a consensus on the idea that the origins of most of private governance models lie in the United States. These models were transferred to cities of the South through powerful and well identified networks or international stakeholders (The World Bank, the International Downtown Association, etc.).

One thing difficult though with the search of a model-zero: it is now well accepted that the transnational migration of such models is now multi-centered thanks to globalization; indeed, planners who have contributed to introduce forms of private governance such as CIDs usually quote several influences (and field trips…) taken from several cities. 10 years after the 1st implementation of the CIDs in Cape Town it is hard to figure out which influence was decisive (Baltimore, New York, Coventry…?); moreover Cape Town CIDs have now become models themselves for the African continent (their expertise was transferred to Gabon: so now… will the future Libreville CID be influenced by Times square and/or central Cape Town and to what extend can their respective influences be appraised?) Similarly even in Northern America, researchers do not necessarily agree on which city first implemented a BID (Ward 2006): was it Toronto or New York, or even Philadelphia?

This approach is also largely informed by a political discourse of antecedence rooted in the global competition between cities. A lot of cities now claim they were the first to implement this or that scheme: it is important to lead and become a model for other cities in this competition (it is proof of success and efficiency). For instance, the managers of the Central CID in Cape Town implicitly dismiss Johannesburg as the leading global city in South Africa as far as CIDs are concerned. Such discourses eventually lead to the creation of a collective fantasy of neoliberalism: in South Africa, New York City's Times Square epitomizes this fantasy. The CCID security manager in CT refers to Rudolph Giuliani as his role model, and to Time Square's BID as the CCID's model. What this eventually means is that researchers have to be careful about the ideology of novelty which lies at the core of the neo-liberal projects.

3/ Growing privatization?

Finally, is it impossible to analyze the emergence of private governance as geographers? If the issue of novelty is so confusing that it is only addressed in terms of model-zero, why don't we move to the 3rd meaning or implication of the notion of emergence, i.e. the fact that we would be witnessing a growing process of privatization. As this is very case-specific due to institutional terrains that are not easily comparable (is security governance in Africa privatizing the way it does in the United States or in Mexico?), this seems to be rather an overstatement at the global scale.

Similarly, what we are witnessing in terms of growing privatization might be just a tiny moment in the evolution of cities worldwide: consequently, there is no proof so far that models adopted for the past 15 years will still hold in 20 years. For instance, one could profitably focus in South Africa on cases of gated communities that go ungated after a while, usually because resident do not have the means to fund the security systems.

In order to overcome the problem of "this has been going on for… some time" and the problem of the somewhat creationist search of a model-zero, we could rather wonder in what way and to what extent privatization has changed previous governance arrangements. Very tentatively, we can suggest two directions based on our own field work: 1. the issue of formalization 2. the issue of spatial and institutional spreading

1. the issue of formalization: novelty can be addressed in terms of the initial formalization of private governance patterns. For instance in Cape Town, the CID can be traced back, in its informal form, to the late 1980s: in the CBD and in Claremont CIDs were set up in an informal way by business owners prior to the voting of a municipal by-law (in 1999). It is only in 1998 that the business sector lobbied actively the municipality to obtain this formal and legally binding framework, and this is a major innovation indeed: "*In 2000, Cape Town was the first major South African city to have implemented a fully constituted, legally binding improvement district covering the entire core of its central city"* (CCID report 2005). This formalization makes the payment of the extra CID levy compulsory for all the property owners in the area and thus formalizes the principles of an extra levy and its ring-fencing dimension.

2. the issue of spatial and institutional spreading: the existence of a by-law made it possible for other CIDs to be easily created on the same basis; there are now around 20 of such schemes in the metropolitan area and the PPP has become a new norm and a very convenient tool to address issues as varied as urban renewal, Local Economic Development in contrasted neighborhoods (industrial areas, business cores, inner city, residential areas…).

CHAPITRE TROIS : LA MÉMOIRE ET LA VILLE

Bilan et proposition

> "*The Book says we may be through with the past, but the past ain't through with us. And the categories are : authors, chaos versus superstring, and rub-a-dub.* "[94]

En novembre 2014, dans la *suburb* de Highland Park localisée au Nord-Est du centre ville de Los Angeles, a eu lieu une manifestation très relayée dans la presse angelena, manifestation lancée par un collectif de résidents (North East Los Angeles Alliance) de ce quartier et de quartiers voisins rassemblés sous une bannière géographiquement signifiante de la division socio-spatiale de la ville. Le collectif NOLA créé fin 2013 vise à documenter et à témoigner sur les transformations de cette partie de l'agglomération angelena soumise depuis la fin des années 2000 à un réinvestissement massif des investisseurs immobiliers et au phénomène du *property flipping* (achat à très bas prix par des investisseurs immobiliers, notamment dans le contexte des *foreclosures* post-2008, *revamping* rapide de la propriété et revente pour des profits records à l'échelle des grandes métropoles étatsuniennes[95]). La manifestation festive de novembre 2013 a emprunté York boulevard, artère où les changements induits par la gentryfication sont les plus visibles, les manifestants collant sur les vitrines des commerces identifiés comme fréquentés par les gentryfieurs des affiches "*evicted*" ou "*gentryfier*". Emmenés par un pantin en papier mâché géant représentant l'investisseur immobilier-type, les manifestants, encadrés par les membres de NOLA circulant en vélo, étaient venus en famille et les enfants mis à contribution pour brandir des pancartes sur lesquelles on pouvait lire entre autres "*Gentryfication is urban colonialism*". Cette action n'est pas un cas isolé. Outre des marches régulières, NOLA, très actif sur les réseaux sociaux, organise constamment depuis sa fondation des séances d'information et de débat, des ateliers de création artistique en lien avec les collectifs d'artistes très présents dans ces quartiers, travaille à l'éducation juridique des locataires menacés par la gentryfication, et relaie les informations sur les séances publiques tenues dans les quartiers par la municipalité de Los Angeles et ses différents services techniques.

---

94 *Magnolia*, 1999, 188 mn., Dir : Paul Thomas Anderson, Prod : New Line Cinema.

95 A. Glick Kudler, *CURBED L.A.*, "The 10 hottest Los Angeles neighborhoods for flipping", 7 juillet 2014. L'article mentionne une propriété d'Echo Park achetée US$ 200.000 et revendue US$ 1,3 millions. Ce cas extrême masque un profit moyen sur le *flipping* à Los Angeles de US $ 126.000. Highland Park est toutefois identifié comme l'un des marchés les plus actifs du moment.

Mais NOLA Alliance n'est pas la seule association angelena engagée dans une dénonciation des effets pervers de la gentryfication, et les débats dans la presse locale sont vifs autour de cette question, avec parfois même, fait suffisamment rare pour le souligner, des échos jusque dans la presse de la côte Est[96]. Et un examen des objectifs du collectif montre aussi que la maîtrise du discours sur les quartiers, qui passe par une reconnaissance de leur histoire propre, est un enjeu majeur dans les luttes de pouvoir qui se nouent autour du phénomène de la gentryfication et de son corollaire effacement des mémoires et des identités de quartier :

> "The group is committed to understanding the full effect of gentrification on immigrant, working class and poor communities and addressing these effects through education, organizing, visual and performing arts and ongoing scholarship. Recognizing that many of the narratives defining gentrification are not coined by the immigrant, working-class and poor communities it profoundly affects, NOLA is non-complacent in challenging those prevailing narratives by presenting and recording voices of those who are not heard."[97]

L'oubli des quartiers apparaît ici comme un acte conscient et explicite, mené ou imposé par les acteurs les plus puissants et qui en conséquence crée ou renforce la marginalisation de lieux et de groupes sociaux particuliers, pour paraphraser Brenda Yeoh dans son analyse de l'effacement des mémoires ethniques de la cité-État de Singapour (Yeoh, 2004).

C'est une volonté de faire émerger un discours alternatif relevant finalement des mêmes préoccupations que celles exprimées dans le manifeste de NOLA qui nous avait motivées avec ma collègue Naomi Roux dans le cadre du projet Yeoville Studio mené à Johannesburg entre 2010 et 2012[98]. Comme le montre le texte n°15[99] qui clôt le recueil de publications, dans nos explorations de la mémoire du quartier à travers ses générations

---

96 Voir par exemple Hector Tobar (2015) : "Viva gentrification!", *New York Times*, 21 mars 2015, Sunday Review section op-ed.

97 Page "à propos" du site Facebook du collectif : [URL : https://www.facebook.com/NELAAlliance], accédé le 30 Avril 2015.

98 Programme Yeoville Studio, développé entre 2010 et 2012 à l'initiative de la School of Architecture and Planning de l'Université du Witwatersrand à Johannesburg, avec le soutien de l'Institut Français d'Afrique du Sud. Ce studio d'urbanisme, mené sous la direction de Claire Bénit-Gbaffou et en lien étroit avec les associations du quartier, comportait plusieurs volets de recherche autour des questions du logement, du commerce informel, de la diversité culturelle et de la xénophobie, et des mémoires du quartier. Pour plus d'informations, voir http://www.wits.ac.za/academic/ebe/archplan/4876/yeoville_studio.html. Deux ouvrages sous presse aux éditions de l'UNISA font état des principaux résultats de ce programme.

99 S. DIDIER & N. ROUX (à paraître en 2015) : "The Yeoville Stories project: looking for public history in Johannesburg", in BENIT-GBAFFOU C. (ed.) *Lessons from Yeoville*, Pretoria : UNISA Press.

successives de résidents, notre objectif était bien de casser le discours dominant (la réputation de déclin social et physique du quartier très liée à la question raciale et à l'enjeu de la xénophobie), et donc le récit linéaire de la "chute" de Yeoville, récit qui était susceptible d'ouvrir la porte à toutes les formes de justification de l'exclusion et de l'injustice envers ses résidents actuels. Il s'agissait bien pour nous, sans nier les difficultés sociales profondes qui marquent le quartier aujourd'hui, de laisser entrevoir à travers les témoignages des expériences communes de l'arrivée en ville et de la négociation de parcours individuels par rapport au quartier et ses transformations. Pas de gentryfication à Yeoville (pour le moment), mais un discours sur le quartier qui l'a transformé en l'espace de 20 ans en angle mort des dynamiques urbaines johannesbourgeoises. Pour changer ce discours, il nous a semblé nécessaire, une fois les entretiens réalisés avec plusieurs générations de résidents, de passer par un processus de reconnexion de ces histoires et mémoires de quartier qui apparaissent aujourd'hui totalement fragmentées voire antinomiques, ce que l'encadré ci-dessous sur la partie "Leaving Yeoville" du projet de recueil d'histoires, partie orientée vers ceux qui ont quitté Yeoville, récapitule.

FIG. 8 : "Leaving Yeoville"

(Texte d'introduction à la série de posters *Leaving Yeoville*, Sophie Didier & Ophélie Arrazouaki, à paraître en 2015)

An exercice in remembering

The way we understand and negociate the past of our cities often conflates with the understanding of our own past as city dwellers. Memory plays indeed an active role in the construction of our urban identities as much as in the way we react to urban change, be it individually or collectively, emotionally or rationally. The city changes constantly, and it is indeed one of its specifities, as a constant ebb and flow of people, as the most diverse place that can be found in any given country. Our place in the city is just as unstable and changing, and we often move during our residential lives, but these moves are not the sole product of rational choices. Residential trajectories are both sought after and imposed upon us: they can reflect social climbing and the search for a better address, changes in the family necessitating more or less space with additional children or the occasional divorce, a need to live closer to one's job or job opportunities, the search for a better quality of life... But also distanciation when we get to perceive our home neighborhood as a declining one, a feeling Yeovillites are familiar with and which has made its way into the general discourse around the neighborhood. How we as urban wellers understand these moves, how nostalgia, regret, fear, and longing for lost places combine with the necessity of making a new home elsewhere, were the initial questions behind *Leaving Yeoville*.

The project focused in 2011 on former residents of Yeoville, their memories of the neighborhood and their residential trajectories within Johannesburg and beyond. The bulk of the research consisted in free flowing interviews of a selection of 15 former residents of all walks of life, gender, nationality, race and age who all have been residents of Yeoville at some point in their life, some of

them a long time ago (in the 1930s), some of them very recently (in the early 2000s). The general direction of the interviews was voluntarily left to the interviewee in order to provoke remembering through the evocation of life stories, and to analyse the intersections and parallels between their personal lives and the transformation of the neighborhood. Additional material in the form of mental maps, discussions around old photographs coming from personal archives, as well as short written essays submitted by the interviewees, was also used as a means of triggering the process of remembering. Photo sessions of the interviewees organised in Yeoville with professional photographer Lerato Maduna were also a means of revisiting old haunts and to remember their life in the neighborhood, sometimes with great excitement since a few of the interviewees never went back to Yeoville after they left. The variety of media was also helpful to reveal some details that could become underemphasized in the narrative process of the interviews, in particular when the interviewees touched upon the topic of crime and the feeling of safety they experienced in the neighbourhood: in this regard, mental maps and the narratives attached to their drawing highlighted for the more recent migrants the restrictions that crime and the fear of crime placed on the interviewees' freedom to explore the neighborhood.

The neighborhood as community

For all the interviewees, the defining quality of the neighbourhood lied in its village-like atmosphere, partly stemming from the design of the streets and the general environment. Yeoville is fondly remembered as a walking space, where shopping was close at hand on Rockey/Raleigh street, where children could wander around without their parents worrying too much. The good connexion via public transportation to the city centre was also remembered as a priceless convenience of older times. The quality of the environment was matched by a certain tightness of the social fabric: "everbody would bump into friends all the time on Rockey street" is a statement widely shared by all the interviewees. The importance of diasporic networks for more recent migrants also points to this tightness of the social fabric: Yeoville was their entry point in the city and a place where they return regularly to socialize. The uniqueness of the place for the1980s-1990s residents emerges as constitutive of a later Yeovillite identity tied to the struggle against apartheid and general rebellion: some of our interviewees emphasized their White suburban background and their desire to escape from the constraints of their childhood and teenage years by moving to Yeoville. For our Black interviewees, the opportunities offered by Yeoville were enormous: the relaxed racial atmosphere, the political, intellectual and artistic life were all part of their formative years. Despite this overall feeling, all the interviewees recognized the limitations in this idealization of the neighborhood, whether in the form of racial segregation (resident of the pre WWII era), the illusion of racial mixing (residents of the late 1980s) or the pressure of gossip for members of the same diaspora (residents of the early 2000s).

Timelines: childhood memories / adult memories

Due to the various ages of the interviewees at the time they used to live in Yeoville, memories differ significantly. Children experiences revolved from little things like food experiences (the introduction of Coca-Cola at the Kinema in 1938, the first iced tea sipped with one's big brother at a "forbidden" bar...), street life anecdotes, to a general feeling of living in a bounded neighbourhood around which all their world revolved (school, family, shopping with their parents). The adults had varied experiences, according to their lifestyles mostly: *jollers*[100] obviously remembered very well the bar and club geography, budding artists and professionals focussed on meeting places for political discussions (Times Square in particular), housewives and working young adults remembered the

100 Fêtards, en Anglais sud-africain.

variety of shops and the good connexion with the rest of the inner city where working opportunities could be found. Despite these differences, significant shared spaces and experiences of the neighborhood cut across across all age groups: Rockey street and its commercial activity stands out as a hub (in mental maps in particular), the ability to walk everywhere, the good (and now defunct) public transportation in the neighbourhood (from trams to buses), as well as the qualities of the built environment and its significant landmarks (the water tower, the blocks of flats on edge of the ridge).

Reasons for leaving: the personal and the general

Popular narratives interpreting Yeoville's transformation throughout the 90s paint a picture of growing crime and decay, often tied to the arrival in the area of a new wave of migrants hailing from the African continent. This chain-of-event type of narrative appears nevertheless incomplete when confronted to personal experiences: while the issue of decay was very present in most of our interviews, emerging in particular when interviewees were asked to compare Yeoville now and then, a whole different set of explanations also revealed very personal reasons for leaving the neighborhood at that time: - most of the interviewees underlined specific turning points in their lives: a need for a change of scenery and for growing up professionnally, the emergence of work and/or housing opportunities elsewhere in the inner-city, or just a general desire to move on with their lives and adopt a different lifestyle at a different stage in their lives (this is particularly true of those who reached their '30s in Yeoville and wanted to settle down in a more classic suburban setting). This set of reasons is consistent across generations of Yeovillites, the earlier residents (pre WWII) insisting on their parents' desire to move out of the neighborhood as a means of climbing the social ladder, an aspiration which can also be found in the aspirations of the more recent African migrants who moved out of the neighbourhood in the early 2000s. - the state of the housing market was also underlined: the redlining by banks of the neighborhood seems to have prevented interviewees (who otherwise would have remained) to buy property in the neighborhood (late 1990s period). - for the more recent migrants (early 2000s), the pressure of the community also played an important part in their decision to leave. While Yeoville still remains for them a place where opportunities (for jobs, for information…) can be found thanks to the presence of the various African diasporas, the desire for anonymity and peace in their private lives also proved strong enough to trigger their move.

Finding other Yeovilles

Leaving the neighbourhood was not necessarily a deliberate action but usually came from a mix of reasons, often related to work constraints or opportunities (to go abroad to study for instance). In the interviewees residential trajectories within Johannesburg after Yeoville, several patterns can be traced: - the desire to move to a nicer, quieter, more settled neighbourhood (interviewees following a suburban trajectory), usually connected to a change in personal histories (getting married and having children in particular, buying a house...). - the desire to find a new Yeoville elsewhere: artists and professionals mentioned Melville and Troyeville as their new home and made direct comparisons (Melville stands out in several interviews as "the baby of Yeoville"): this is partly due to the fact that these neighbourhoods accommodated a large part of former Yeovillites who tended to recreate their former environment and public culture in the late 90s and early 2000S. While some interviewees moved to more Northern areas of the city, a significant proportion of them remained in the inner-city: it is particularly true of artists and academics, whose lifestyle and job opportunities remain tied to the city centre (Universities, TV production companies, etc). All interviewees nevertheless underlined the difficuty of finding a neighbourhood with the same physical qualities as Yeoville's built environment: most of them complained about suburban isolation, yet there was also

a realisation that Yeoville time was over in their lives due to their own aging, and that times in general (meaning society, the country) had changed, making it impossible today to find a new Yeoville.

Interpreting neighbourhood change and making sense of decay

The issue of the transformation of the neighbourhood was present in most of our interviewees depiction of Yeoville today. While Yeoville was hailed as one of the few mixed and tolerant neighbourhoods in Johannesburg, as people from all races would gather and socialise in its cafés, bars and nightclubs as early as the 1980s, the racial change in the actual residents of Yeoville really occurred during the 1991-1996 period. The influx of migrants from the continent could also contribute (for our South African interviewees) to this feeling of profound change, and sometimes to their difficulty to relate to these new residents, along with an ever present evocation of decay in all its forms (of the built environment, when referring to the dirtiness of the place, etc.). These are mixed feelings, at times tempered by a genuine curiosity for the vibrancy of the new neighbourhood, at times giving way to discourses of alienation. The general feeling of a decaying neighbourhood is also strongly influenced by crime perceptions, and in this sense our South Africans and foreigner interviewees concur: crime plays a key role in the narrative of 1990s decline for neighbourhoods like Yeoville, and this also true for other close-by neighbourhoods of the inner city such as Hillbrow and Berea. Yet, interpretations of crime, and thus decay and decline, remain linked to a personal experience (a mugging on the workplace, the witnessing of a murder in a block of flats, a story of mugging heard from a relative, etc). The dates thus differ greatly when it comes to the interviewees' perception of the beginning of “decay”, ranging from 1991 to... 2005.

Pour en revenir aux enjeux de pouvoir autour de la gentryfication, la nécessité de dire les quartiers autrement que les représente le discours dominant (pour reprendre le manifeste de NOLA Alliance) me semble bien mise en relief dans le processus narratif qui assimile les gentryfieurs à des explorateurs "découvrant" un quartier vierge, vierge d'habitants et donc de toute histoire préalable, ou en tous les cas porteur à la rigueur d'une histoire forcément négligeable dans le processus de "reconquête" qui caractérise ces opérations. Qu'on me permette ici une allusion (trop) rapide à un cas sud-africain, quand bien même les processus de gentryfication dans ce pays restent limités et que les spécificités locales nécessiteraient une discussion plus poussée de la validité du concept dans ce contexte (voir à ce sujet Lemanski, 2014). Depuis la toute fin des années 2000, deux jeunes investisseurs johannesbourgeois très dynamiques opèrent dans le péricentre, l'un à Jeppestown (Jonathan Lieberman), et l'autre à Braamfontein (Adam Levi). Tous deux sont fils de banquiers sud-africains, tous deux sont très à l'aise dans la communication et tous deux ont résidé dans des grandes métropoles mondiales du Nord (Berlin pour Lieberman, New York pour Levi) avant de revenir au pays. Tous deux ont développé des projets de régénération urbaine privée mêlant cluster culturel, résidences en appartements,

restaurants, commerces et bazars artisanaux. Et Lieberman en particulier s'est souvent illustré dans la presse en affirmant que le quartier dans lequel il a installé son projet de cluster (Maboneng) était vierge avant son arrivée, selon un ressort rhétorique classique de la gentryfication (par exemple, en septembre 2014 : "The East side of the city was empty so for me it was an opportunity to redefine an entirely new urban lifestyle"[101]).

Pourtant, le point commun des enjeux narratifs entre ces deux cas de gentryfication à Los Angeles et Johannesburg s'arrête là. Pas de mobilisation populaire contre Maboneng à Johannesburg, pas vraiment de dénonciation des effets pervers de cette forme de gentryfication (sauf dans la presse étrangère[102]...), pas de réflexion sur l'effacement des usages anciens du quartier, et surtout pas de visibilité dans le brouillard médiatique sud-africain pour les résidents pauvres de Jeppestown délogés par le phénomène. Interpréter ce silence, qui revient à nier l'histoire même de ces quartiers qui ont connu des transformations complexes depuis le début des années 1990, n'est pas chose aisée. Est-ce parce que la lutte contre les inégalités et les injustices qu'elles provoquent n'est pas la priorité politique pour les quartiers centraux[103] ? Est-ce parce que la mobilisation, dans un contexte social très particulier à Jeppestown[104], est impossible vis-à-vis de ce genre de projet urbain ? Est-ce parce que l'image de l'entrepreneur qui a réussi, si prégnante en Afrique du Sud, écrase les possibles réserves au projet ? Est-ce parce que la presse sud-africaine serait trop paresseuse pour s'intéresser de manière approfondie à ce qui se passe en dehors de Maboneng ? Est-ce enfin parce que l'intervention privée soulage le secteur public du "problème" Jeppestown en créant avec Maboneng un espace sécurisé (quoique réinventant selon des clivages de classe de vieilles inégalités locales dans

---

101 Extrait de l'interview de Jonathan Lieberman sur la radio 702 en septembre 2014. [URL : 702.co.za/articles/196/how-to-turn-a-dilapidated-inner-city-crime-hotspot-into-a-hipster-hangout]

102 Voir notamment l'article de Sophie Bouillon : "Johannesburg, étranger dans sa ville", *Libération*, 29 mai 2015.

103 J'ai ainsi entendu le Maire actuel de Johannesburg, Parks Tau, faire publiquement l'éloge de ces deux entrepreneurs fin 2011 lors de l'inauguration officielle des nouveaux locaux de l'Institut Français d'Afrique du Sud à Braamfontein. Toutefois, il est possible que les déclarations de Tau ne concordent pas avec la position politique majoritaire des services de la Ville de Johannesburg sur la gentryfication, en raison de luttes de pouvoir internes à la municipalité...

104 Le *ward* 61 auquel correspond Jeppestown est le seul quartier à voter encore de manière significative pour l'Inkatha Freedom Party dans un contexte de déconfiture nationale pour ce parti, qui a tout de même remporté 29,79% des voix du *ward* aux élections municipales de 2011, contre 50,8% à l'ANC. Présence forte d'hommes venus du Kwa-Zulu Natal et logeant en *hostel* donc, mais aussi nombreux migrants mozambicains et nigérians travaillant dans des ateliers de réparation automobile et logeant pour certains dans d'anciens entrepôts reconvertis par des marchands de sommeil. Chiffres tirés des rapports de l'Independent Election Commission [URL : http://www.elections.org.za/content/LGEPublicReports/197/Detailed Results/GP/JHB/79800061.pdf].

l'accessibilité) ? Probablement tout cela en même temps. Si une manifestation de résidents (un *toyi-toyi* bien sud-africain, avec son répertoire de bâtons brandis et de chants zoulous ironiques[105]) a bien eu lieu le 18 mars dernier contre les évictions provoquées par l'effet Maboneng dans le reste du quartier, elle a tourné court, les compagnies de sécurité privée et la police repoussant les manifestants hors du périmètre de Maboneng. L'affaire n'a pas fait couler beaucoup d'encre. Mais un mois plus tard, Jeppestown revenait finalement sur le devant de la scène, de façon durable cette fois-ci, pour les trois jours de violence xénophobe qui ont secoué le quartier, côté pauvres, avec le pillage de petits commerces et d'ateliers de réparation de voiture tenus par des Nigérians et Mozambicains et les violences physiques faites aux Africains étrangers, au nom du principe d'antériorité dans le lieu des résidents zoulous du grand *hostel* du quartier, selon un tout autre usage finalement de la mémoire du quartier...

Au delà de cette évocation très rapide, ce qui me semble intéressant ici, c'est qu'on se trouve dans une situation proche en termes de dynamiques urbaines entre les deux villes, mais que la réponse des mobilisations n'est pas du tout la même. Parler de gentryfication dans le contexte johannesbourgeois, et avant même de se lancer dans des comparaisons internationales, c'est avant tout parler d'un phénomène jusqu'alors totalement inédit à l'échelle de l'Afrique du Sud. De la même manière, on pourrait dire que c'est une ère nouvelle qui s'ouvre à Los Angeles *grosso modo* depuis le milieu des années 2000 : les expériences pionnières de régénération urbaine dans les années 1990 à Venice ont ouvert une ère de progression par sauts de puce de la gentryfication vers l'Est à partir de West Hollywood, dans des quartiers paupérisés qui avaient été largement abandonnés aux latinos pauvres à l'heure où les dynamiques urbaines traditionnelles de la ville en étaient encore à la fuite en avant vers le West Side et les espaces agricoles périphériques (et c'est toute l'histoire de l'urbanisation de la San Fernando Valley par exemple, ou du comté d'Orange). Il y a là un décalage chronologique net sur cette question de la gentryfication par rapport aux villes de la côte Est, et même par rapport à San Francisco, en raison de ce principe d'étalement systématique qui me semble-t-il a perduré plus longtemps à Los Angeles dans les logiques d'urbanisation.

Mais la grande différence entre Jeppestown et Highland Park, outre la question de la xénophobie qui se pose différemment, est bien dans la façon qu'a NOLA Alliance de mobiliser explicitement la mémoire des quartiers pour résister au phénomène de gentryfication. Une association participant au collectif NOLA Alliance, El Sereno Against

105 D'après le collectif de photographes Umuzi, les manifestants chantaient entre autres "Sifuna ukudla iSushi noMaboneng", soit en isiZulu "Nous voulons manger des sushis avec Maboneng", les manifestants ayant apparemment pris Maboneng pour le nom du riche propriétaire des lieux. Site d'Umuzi, [URL : umuzi.org/we-want-to-eat-sushi-in-maboneng/].

Gentryfication, a ainsi répondu à un article publié le 5 août 2015 dans l'*Eastsider* sur l'ouverture d'une galerie d'art et sur la nouvelle scène artistique à El Sereno, considérée maintenant comme le nouvel Highland Park, dans une fuite en avant spéculative typique cette fois-ci des phénomènes de gentryfication :

> "El Sereno is not the 'new' Highland Park. It is not a blank canvas for new artists to adopt or co-opt. However, like Highland Park, our community has flourished with its own art and culture that we have created and valued on our own terms for generations. (...) We are disturbed by Ovelman and Wang's [*Nb* : *les artistes-galiéristes interviewés dans l'article paru dans l'Eastsider*] statement because it stakes a claim to establishing a new scene in El Sereno with no acknowledgement of this community's history. Their comments reflect an insensitivity to the consequences of displacement taking place in Highland Park and throughout the city - the sharp rise in homelessness and police harrassment. Their position also reinforces the historic complicity of artist's role in processes of gentryfication that has been an ongoing phenomena since the 1970s. This lack of self-consciousness actively enables the erasure and destruction of communities." [106]

C'est donc aussi l'histoire de l'oblitération dans les années 1950-1960 des proches quartiers du péricentre angeleno[107] qui est ici sous-entendue, avec toutes les conséquences qu'elle a eues sur l'éclatement géographiques des sociabilités de quartier puis l'effacement des mémoires chicanas et latinas. D'autres initiatives à mi-chemin entre l'intervention artistique banksy-esque et la revendication politique renvoient encore plus clairement à cette dimension mémorielle de l'habiter et à l'écrasement des mémoires populaires et ethniques de Los Angeles au service du progrès (forcément blanc de peau) et de la promotion immobilière : par exemple, le collectif Pocho[108] Research Society composé d'artistes et d'historiens spécialistes des *Chicano studies* qui opère dans les mêmes quartiers de East Los Angeles organise des interventions historico-artistiques, collant des plaques commémoratives d'évènements de l'histoire chicana et latina négligés par les pouvoirs publics, sur les lieux même de commémoration officielle de la Ville de Los Angeles (De la Loza, 2011). Des collectifs comme NOLA Alliance inscrivent donc leur action dans la nécessité de ne pas reproduire cet épisode historique traumatique (une sorte d'impératif moral, un devoir de mémoire au nom de l'oubli caractéristique de la période de l'Après Guerre et de la rénovation urbaine), et par ailleurs convoquent l'histoire

106 Droit de réponse envoyé à l'*Eastsider* disponible sur le site de NOLA Alliance [URL : https://www.facebook.com/NELAAlliance/posts/821666147948077].

107 Et notamment le quartier populaire latino de César Chavez Ravine localisé directement au Nord de Chinatown et démoli en 1957 pour laisser la place au stade de base-ball d'Elysian Fields qui a accueilli les Brooklyn Dodgers (sur ce point, voir Avila, 2006).

108 Un *pocho* est une personne d'origine mexicaine qui vit aux États-Unis et a "abandonné" la culture mexicaine et notamment la langue (un traître à la race en somme). C'est un terme à l'origine dérogatoire qui a été réinvesti par les Chicanos.

et les mémoires au service de la lutte anti-gentryfication (cette fois ci comme outil dans la création d'un discours alternatif au discours dominant de l'effacement) : le pouvoir de dire et de faire entendre l'Histoire des quartiers est aussi le pouvoir de créer de l'identité collective à travers la mobilisation.

Que se passe-t-il donc autour de la gentryfication à Johannesburg ? Pourquoi, alors même que le pays n'est pas en reste dans la commémoration des quartiers traumatisés par l'apartheid, et j'y reviendrai, cet héritage n'est-il pas réemployé au service d'une critique solide des phénomènes d'exclusion provoqués par la gentryfication ? S'agit-il, ainsi que je l'ai évoqué plus haut, d'un problème de structuration locale des mouvements sociaux qui n'auraient pas développé les même registres de la lutte que dans le cas angeleno ? Cette situation apparaît en tous les cas d'autant plus surprenante dans le cas de Johannesburg qu'on verra plus loin que la mémoire des quartiers détruits sous l'apartheid est très mobilisée au Cap...

La proposition de recherche que ce chapitre veut de fait proposer est d'engager de manière systématique et comparative cette question de l'articulation entre mouvements sociaux réclamant plus de justice pour les résidents, et mémoire des quartiers, interroger donc le lien entre droit à la ville et mémoires. Elle engage un ensemble de champs théoriques très différents, dans une série de couples classiques : le rapport entre mémoire individuelle et mémoire collective, dans la lignée des travaux de Maurice Halbwachs, pour comprendre la création et la mobilisation de mémoires collectives au service des projets d'émancipation ; les articulations entre mémoire collective et mémoire historique (on dirait officielle aujourd'hui) dans un contexte global de "guerre des mémoires" qui ne se décline toutefois pas de la même manière partout dans leur rapport différent au politique (Fouéré, 2010) ; la tension enfin entre mémoire et oubli qui se projette, comme la montré Paul Connerton, dans des configurations d'échelles très différentes (Connerton, 2011)...

Parmi ces entrées possibles, certaines ont déjà fait l'objet de textes exploratoires : on peut voir notamment le texte n°7 du recueil de publications[109] qui s'inscrivait dans le champ théorique de l'analyse entre mémoire individuelle et mémoire collective en posant d'entrée la mémoire comme une réponse citadine au changement de la ville, comme une forme de négociation intime et individuelle. Mais elle peut aussi être appréhendée comme une forme collective de résistance au changement : il faut dès lors étudier le rôle des passeurs

109 S. DIDIER, I. BERRY-CHIKHAOUI, B. FLORIN & P. GERVAIS-LAMBONY (2007) : "Mémoires", in E. DORIER-APPRILL & P. GERVAIS-LAMBONY (eds.), *Vies citadines*, Paris : Belin, pp. 209-233.

puis des énonciateurs qui permettent de mettre en forme les mémoires au service d'un projet politique... Autre entrée explorée, celle plus classique du conflit entre mémoire collective et mémoire officielle tel qu'abordé dans le texte n°14 du recueil de publications[110], qui traite des dissonances dans l'héritage de la Lutte en Afrique du Sud telles qu'elles se sont exprimées à l'occasion de la campagne présidentielle de 2014. On retrouve ici un certain nombre d'interrogations sur le croisement entre mémoire officielle, légitimité politique et conflit d'appropriation des mémoires désormais bien couvertes dans la littérature africaniste (voir à nouveau Fouéré, 2010).

La proposition ci-après veut apporter un changement d'échelle par rapport à ces champs théoriques désormais balisés, en posant la validité d'une analyse des mémoires explicitement centrée sur l'échelle urbaine pour mieux comprendre leur mobilisation dans les processus d'émancipation urbaine. En tant que telle, elle en reste pour le moment au cas sud-africain, pour ce qu'il nous dit des articulations possibles entre les différents champs théoriques mentionnés plus haut. Le chantier comparatif est donc ouvert.

Proposition : droit de mémoire, droit à la ville en Afrique du Sud

Préambule

Depuis une quinzaine d'années, l'idée d'un Droit à la Ville fait son chemin dans les agendas parallèles des organisations militantes, des chercheurs et des grands organismes internationaux. Actualisation contemporaine des écrits aujourd'hui cinquantenaires d'Henri Lefebvre (Lefebvre, 1968), la notion de Droit à la Ville est invoquée dans ces différents milieux comme outil privilégié dans la lutte contre les injustices et les inégalités provoquées par les effets pervers du capitalisme tardif sur les sociétés urbaines dans le monde[111]. Cette popularisation de la notion rencontre en effet les enjeux de la profonde

110 S. DIDIER (2015): "'We cannot eat Robben Island' : Mémoire de la lutte anti-apartheid et générations politiques", *Questions Internationales*, 71, pp. 43-44.

111 La bibliographie scientifique sur cette question du Droit à la Ville est aujourd'hui immense, et essentiellement en langue anglaise dans la mesure où elle s'inscrit principalement dans les débats de la géographie radicale anglophone (et ce même si elle est aussi au cœur des travaux de l'école brésilienne en études urbaines par exemple) ; elle a largement bénéficié de la popularisation des écrits de Lefebvre après sa traduction en Anglais dans les années 1990. Il serait difficile ici de résumer l'ampleur des débats qui entourent la notion et la multiplicité des thématiques urbaines revisitées grâce à elle, mais on peut pour un bon aperçu de ces enjeux tant scientifiques que militants se référer utilement aux écrits pionniers de M. Purcell (et plus particulièrement Purcell, 2003). La recherche française en études urbaines s'empare aujourd'hui de la question pour interroger en particulier sa pertinence pour la compréhension de terrains urbains du Sud (voir notamment Morange et Spire, 2015).

redéfinition scalaire du monde autour des métropoles qui concentrent aujourd'hui la majorité de la population mondiale et de la production de richesse, mais dans lesquelles les inégalités et les injustices se multiplient (Harvey, 2003), tout comme la fragmentation spatiale qui leur est associée (voir à nouveau le texte n°6 du recueil de publications[112]). Ces mêmes métropoles voient par ailleurs leurs pouvoirs politiques propres et leurs compétences élargies dans le cadre de plus en plus universel de la décentralisation, de la démocratisation, et de la participation populaire, avec des degrés très divers toutefois. La résistance au néolibéralisme a donc pour passage obligé le terrain urbain, car c'est non seulement à cette échelle métropolitaine que se redéfinit le capitalisme (Brenner & Theodore, 2002), mais bien aussi à cette échelle que de nouvelles capacités de lutte et que des formes alternatives d'organisation se construisent aujourd'hui (Purcell, 2009). Le mouvement général depuis une dizaine d'années montre une plus grande formalisation de ces droits du côté des opérationnels et donc une recherche d'énonciation plus nette : de simple argumentaire moral dans les registres militants dans les années 1990 reprenant les propos fort peu normatifs de Lefebvre, la notion est passée dans les années 2000 à l'ère de la codification sous forme de chartes détaillant ces droits, sous l'impulsion d'autorités locales progressistes mais aussi d'États-Nations et de grands organismes internationaux ; Purcell cite par exemple les cas de Montréal, des Nations Unies et du Brésil au rang de ces prescripteurs du Droit à la Ville (Purcell, 2009 : 41).

La Charte du Droit à la Ville rédigée à Quito en 2004 est ainsi un bon témoin de ce passage à l'échelle métropolitaine d'un horizon à atteindre de droits précédemment attachés aux échelles de l'universel (les Droits de l'Homme) et de l'État-Nation (la citoyenneté). Dans son préambule, il est fait allusion aux questions de mémoire dans la nécessité de préserver les identités de quartier, les cultures de la ville et dans la ville, par allusion aux déguerpissements et plus généralement à l'exclusion des populations les plus fragiles rejetées dans les périphéries urbaines par l'effet des processus parallèles de gentryfication et de militarisation des quartiers centraux (voir sur ces derniers points Smith, 1996, et Mitchell, 2003). Il faudrait y lire probablement l'influence de l'UNESCO et de ses programmes visant au maintien de la diversité culturelle et à la préservation du patrimoine matériel et immatériel, mais cette préoccupation dès le préambule rejoint aussi le constat d'un changement globalisé de rapport des sociétés au passé, et d'une valorisation tous azimuts des mémoires dans ce cadre, pour des raisons parfois très différentes d'un lieu à l'autre (Rousso, 2007). Ce préambule de la Charte de Quito ne va cependant pas plus loin dans la formalisation de ce droit de mémoire en ville, contrairement aux autres droits

112 C. BÉNIT-GBAFFOU, S. DIDIER, E. DORIER-APPRILL & P. GERVAIS-LAMBONY (2007) : "Fragmentations", in E. DORIER-APPRILL & P. GERVAIS-LAMBONY (eds.), *Vies citadines*, Paris : Belin, pp. 15-39.

avancés comme des remparts contre le néolibéralisme (droit d'accès au services de base, mais aussi droit de participation populaire aux processus de décision, etc.). Telle qu'énoncée, cette proposition porte en elle plusieurs grandes ambiguïtés qui appellent un certain nombre de questions relatives à l'émergence même de ces mémoires urbaines et à leur rôle dans l'émancipation des sociétés urbaines. Ces questions pourraient se résumer très simplement ainsi : comment se construisent les mémoires collectives à cette échelle particulière, et qui sert de prescripteur de mémoire pour leur donner une visibilité ? À quoi et à qui cela sert-il de préserver les mémoires de quartier : la préservation des mémoires est-elle finalement un but en soi au nom du maintien ou d'une construction de l'identité individuelle ou collective, ou un moyen pour obtenir plus de droits tout autant que pour se légitimer dans l'espace de la ville... Ou tout cela à la fois, dans un continuum entre identité, reconnaissance et légitimation ?

Le développement qui suit est une tentative d'exploration de ces questions, tentative informée en partie par les résultats du Yeoville Studio et par une recherche en cours sur les enjeux du Doit à la Ville au Sud[113]. Deux types de positionnement seront donc mobilisés ici, celui d'une réflexion largement théorique encore en développement, et celui d'un travail plus militant au service d'associations de quartier. Cette ré-articulation me semble nécessaire pour opérer un retour critique sur l'expérience du projet de recherche-action : du fait de leur utilisation par les militants dans les stratégies de Droit à la Ville, tout se passe comme si en effet les mémoires de quartier étaient aujourd'hui unilatéralement considérées comme des forces positives dans les processus de transformation de la ville. L'expérience prouve toutefois que cette valeur émancipatrice accolée à l'expérience mémorielle est loin d'être systématique, les mémoires faisant l'objet d'appropriations multiples au service d'objectifs différents, comme le montrera l'enjeu de la nostalgie dans le centre-ville de Johannesburg, ainsi que l'expérience du Yeoville Studio elle-même.

Le choix de l'exemple sud-africain mérite à ce stade explication, quant à son originalité et à sa représentativité pour l'objet d'étude. L'Afrique du Sud, considérée comme pays en fin de transition démocratique, a focalisé l'attention dans les années 1990 du fait de ses politiques publiques originales en matière de traitement de la mémoire du passé traumatique de l'apartheid. Ces politiques visaient un double objectif, de réconciliation nationale par la politique du pardon mise en œuvre, mais également de construction d'une mémoire véritablement nationale : l'enjeu de la transition démocratique sud-africaine résidait aussi dans l'invention d'une identité nationale dans laquelle tous les citoyens

113 Le présent passage reprend pour partie les textes produits dans le cadre du Yeoville Studio et se nourrit également du programme de recherche en cours "Droit à la Ville au Sud" coordonné par Amandine Spire. Que les coordinatrices de ces deux programmes soient ici remerciées.

pourraient se reconnaître, quand l'apartheid avait systématiquement visé la fragmentation du corps social et de fait le cloisonnement des identités comme des mémoires. L'échelle de production d'une mémoire nationale[114] est donc encore de nos jours particulièrement prégnante en Afrique du Sud, et offre un grand intérêt pour un examen des coexistences de, voire des conflits entre, différentes échelles mémorielles. La première partie de cet article se focalisera sur ce point et s'attachera à montrer la complexité de l'émergence d'une échelle métropolitaine des mémoires dans ce contexte.

L'autre grand intérêt du terrain sud-africain réside dans la mise en place, accompagnant le processus de démocratisation national, de dispositifs participatifs locaux visant à instaurer plus de justice dans le traitement des citoyens : là encore, l'objectif est à la réparation des injustices engendrées sur le temps long du régime d'apartheid et à l'instauration d'un lien fort de confiance entre l'État et les citoyens. À l'échelle des collectivités locales, l'enjeu de réduction des inégalités (politique du *redress* suivant l'identification de *previously disadvantaged communities*) est toujours d'actualité, et concerne notamment l'accès aux services urbains pour des quartiers, et en particulier les *townships*, auparavant sous-équipés, ainsi que pour les nouveaux quartiers d'habitat informel. Les problématiques du développement, on le voit, restent prégnantes dans la transformation post-apartheid des villes sud-africaines, marquées spatialement par des inégalités tout à la fois héritées de l'apartheid et créées au cours de la période post-apartheid par le fort accroissement des inégalités sociales résultant de la mise en place de politiques macro-économiques néolibérales (voir à ce sujet Pons-Vignon, Segatti & Bush, 2013). Ces enjeux de justice et de redistribution des richesses sont à nouveau au cœur de la question urbaine sud-africaine, mais les manifestations de ces revendications sont entrées dans une phase très problématique dans la seconde décennie de la démocratie : on a pu noter en particulier une forte augmentation des manifestations violentes pour l'obtention de plus de services urbains à partir de 2004 (Alexander, 2012). Par rapport à ces enjeux qui touchent aux droits et aux besoins élémentaires des citadins les plus pauvres, les questions de mémoires peuvent apparaître dès lors comme quelque peu superflues : je tenterai toutefois de montrer dans un second temps que la mobilisation des mémoires urbaines dans ce contexte se fait au service de ces demandes de plus de justice, soit que la mémoire est utilisée comme ressource directement exploitable, soit qu'elle sert de référentiel dans les mobilisations. Je conclurai enfin par une discussion critique de la valeur émancipatrice accolée aux mémoires urbaines dans les agendas du Droit à la Ville

114 Le parallèle que je dresse ici avec les travaux de P. Nora sur la construction des lieux (au sens large et non spécifiquement spatial) de la mémoire nationale française est évident (Nora, 1984-1992). Il n'est cependant pas forcément évident qu'un processus de démocratisation soit nécessairement toujours accompagné d'un tel travail de construction d'une mémoire nationale (voir sur ce point Rousso, 2007, p. 9).

en évoquant le piège du localisme (pour reprendre le terme de "*local trap*" proposé par M. Purcell , Purcell, 2009 : 45) à travers le problème de la nostalgie à Johannesburg.

Une échelle urbaine des mémoires ? Stratification et conflits scalaires dans les processus de valorisation mémorielles en Afrique du Sud

Dans un texte introductif récent à un numéro de la revue Vingtième Siècle, le grand historien Henri Rousso, spécialiste de la période de l'Occupation allemande de la France, revenait sur l'inflation mémorielle globale propre selon lui au tournant du 21e siècle:

> "Le constat est désormais patent : partout dans le monde, malgré des contextes politiques ou culturels différents, malgré l'extrême diversité des héritages historiques, le rapport au passé a non seulement connu des changements structurels importants dans le dernier tiers du 20e siècle, mais il tend à s'unifier, à se « mondialiser », à susciter des formes de représentations collectives et d'actions publiques qui, au moins en apparence, se ressemblent de plus en plus." (Rousso, 2007: 3)

Pour Rousso, la tendance serait donc à une uniformisation des régimes d'historicité, entendus au sens donné par François Hartog du rapport complexe que ces sociétés entretiennent avec leur passé (Hartog, 2002). Partant des exemples désormais bien connus du traitement de la Shoah dans les sociétés européennes pour évoquer ensuite les cas est-asiatiques des pays victimes de l'Occupation japonaise, Rousso fait implicitement l'hypothèse d'une diffusion mondialisée des modèles de traitement des mémoires traumatiques. Il observe dès lors une convergence, notamment en ce qui concerne les sociétés en sortie de conflit, de ces initiatives mémorielles qui se revendiquent toutes plus ou moins non plus seulement d'un devoir (comme c'était le cas pour la Shoah dans la période de l'Après-Guerre européen) mais bien, et c'est nouveau, d'un droit à la mémoire. Ainsi, les enjeux de la justice dite "restaurative" par rapport à des traumatismes subis dans un passé plus ou moins proche constituent la manifestation la plus actuelle et la plus formalisée de ces efforts de mémoire, qui s'expriment dans un diptyque de formalisation (dire l'injustice du traumatisme) et de recherche de reconnaissance (faire reconnaître l'injustice, de la place publique à l'arène des tribunaux). À ce titre, il n'est pas étonnant qu'il cite le cas de l'Afrique du Sud, nation dont la démocratisation et les efforts de réconciliation nationale en sortie du régime d'apartheid dans les années 1990 ont focalisé l'attention internationale : la Commission Vérité et Réconciliation (*Truth and Reconciliation Commission*), principal outil au service non pas d'une justice punitive mais d'une entreprise de réconciliation nationale, a de fait inspiré

nombre d'initiatives post-conflits similaires qui se sont ensuivies sur le continent africain, et au delà. Elle a aussi largement puisé dans le vocabulaire et les figures développées lors de la construction de la mémoire de la Shoah, créant ainsi une forme transnationale de mémoire (Huyssen, 2003: 99). Au final, Rousso indique que le développement global d'un droit à la mémoire, ainsi que le rappelle également Anne Reading (Reading, 2011), fait, et c'est remarquable, vaciller l'ancien socle national dominant de production mémorielle : les revendications pour un droit de mémoire et la reconnaissance de mémoires non officielles, occultées, ou subalternes, se font de plus en plus à des échelles qui s'affranchissent des limites des territoires strictement nationaux. Ce glissement d'échelle, et l'effacement progressif de l'État-Nation comme seul producteur valide de mémoire, est également à lire dans l'appel d'Astrid Erll à entamer une troisième étape du développement des études mémorielles comme champ scientifique autonome (Erll, 2011) : après une première phase suivant les travaux de Maurice Halbwachs sur l'articulation entre mémoire individuelle et collective, la question de la mémoire a été essentiellement traitée dans les décennies 1990-2000 par des analyses guidées par les travaux de P. Nora sur la mémoire nationale. L'analyse des conflits de mémoire, entre mémoire historique et mémoires collective (pour reprendre la distinction de Halbwachs qui dissocie mémoire officielle et mémoires subalternes), a été au cœur de ces travaux de la seconde vague désormais étendu à l'ensemble du globe . L'ouverture dans les années 2000 vers une prise en compte de mémoires qu'Erll qualifie "d'en mouvement" (mémoires diasporiques de la migration notamment) constitue enfin cette troisième étape dans l'avancement des études mémorielles, qui passe plus particulièrement par un effort de reconnaissance de la multiplicité des lieux qui, médiatisés par la mémoire, composent les identités contemporaines.

Dans le champ des études urbaines, les travaux précurseurs de Dolorès Hayden à Los Angeles dans les années 1990 ont parfaitement montré ce glissement vers une meilleure appréciation des mémoires subalternes comme des mémoires en mouvement (Hayden, 1995). Son exploration des histoires fragmentées et souvent cachées des quartiers ethniques de Los Angeles servait aussi un argument militant impliquant que la reconnaissance de ces mémoires ordinaires de quartier, occultées à l'époque dans l'histoire publique de la ville, était cruciale pour contrer la fragmentation urbaine et renforcer la solidarité entre les résidents et entre les quartiers : dans un contexte scientifique parlant à ce moment de fragmentation extrême de la ville, cette préoccupation avait bien un sens politique fort. Ces travaux de Hayden ont été écrits il y a maintenant 20 ans, et les pratiques en matière de valorisation des mémoires de quartier ont aujourd'hui bien évolué dans le sens qu'elle impulsait dans ses projets de recherche-action. En

Afrique du Sud, le projet majeur de réécriture de l'histoire nationale à la sortie de l'apartheid a ainsi fait une large part aux histoires subalternes, en particulier celles de quartiers représentatifs de la lutte contre le régime d'apartheid, et toujours en respectant l'impératif de la participation populaire dans la collecte et la valorisation de ces mémoires : la valorisation la plus célèbre aujourd'hui est probablement celle du quartier de District 6 au Cap, anciennement multiracial, qui fut démantelé par la politique raciste d'apartheid, ses résidents *Coloureds* et Africains[115] déplacés de force vers les périphéries urbaines en 1966. District 6 est aujourd'hui le nom d'un musée géré par une fondation et construit pour évoquer le drame du déplacement forcé et les mémoires des anciens résidents, mais la construction du musée n'a été que la dernière étape d'une mobilisation forte des résidents, aidés par des historiens et des activistes, pour faire reconnaître cette histoire particulière et l'injustice qu'elle représentait (Rassool & Prosalendis, 2001 ; Rassool, 2007). Ici, la valorisation des mémoires urbaines, portée par un désir de justice des anciens résidents et de leurs familles, a donc rencontré l'objectif politique plus vaste de construction d'une Histoire nationale plus inclusive et attentive au redressement des torts subis du fait du régime d'apartheid. Le projet a ouvert la voie à des initiatives similaires impulsés cette fois ci par l'État dès le milieu des années 1990[116], puis par les plus grandes municipalités dotées de nouveaux pouvoirs en matière de valorisation du patrimoine : c'est le cas en particulier de Johannesburg, dont les finances publiques et les compétences étaient assez puissantes pour permettre la création en 2003 d'une Division des Arts, de la Culture et du Patrimoine matériel et immatériel. Dans ce mouvement particulier de "descente" d'échelle dans la production mémorielle, il faut bien sûr lire aussi l'impératif de distinction recherché par les plus grandes villes aspirant au statut de ville de rang mondial qui transmet en particulier au patrimoine urbain (et en particulier matériel, dans ses dimensions architecturales, paysagères.., etc.) une valeur monnayable dans le processus de compétition interurbaine internationale (voir le texte n°7 du recueil de publications[117]).

Les projets *top-down* menés par le secteur public et initiés depuis le tournant des années

---

115 Pour reprendre la classification raciale d'apartheid qui catégorisait les Blancs, les Indiens, les Africains et les *Coloureds*. Ces classifications restent aujourd'hui dominantes dans l'appréhension des réalités sociales sud-africaines, quand bien même elles ne seraient officiellement plus d'actualité.

116 En particulier la série des Legacy Projects menés par le Ministère des Arts et de la Culture à partir de 1996. La série met en valeur les hauts-lieux de la lutte anti-apartheid comme Constitution Hill à Johannesburg mais aussi des hauts-lieux coloniaux comme le site de la bataille de Ncome (Blood River) dans le Kwa-Zulu Natal.

117 S. DIDIER, I. BERRY-CHIKHAOUI, B. FLORIN & P. GERVAIS-LAMBONY (2007) : "Mémoires", in E. DORIER-APPRILL & P. GERVAIS-LAMBONY (eds.), *Vies citadines*, Paris : Belin, pp. 209-233.

2000 sont toutefois fréquemment critiqués aujourd'hui, pour trois raisons principales qui illustrent la tension entre les différentes échelles de production des mémoires. D'abord, il est bien évident que l'interprétation de la lutte anti-apartheid, et donc par extension la définition puis la fixation de la mémoire officielle, est sujette à contestations. On peut se référer à ce sujet aux travaux de Ali Hlongwane (Hlongwane, 2008), relatant la difficulté à retracer les routes prises par les étudiants émeutiers de Soweto en 1976, et partant, le rôle des différents syndicats étudiants dans le soulèvement historique du *township* qui préluda la période la plus dure de la lutte. De fait, la critique souligne aujourd'hui la tentative de récupération politique par l'*African National Congress* (ANC) au pouvoir de ces histoires, souvent beaucoup plus complexe que ce qui en est représenté, de la lutte contre l'apartheid. C'est une critique universitaire, mais qui rejoint bien sûr une critique politique, comme dans le cas de la célébration de l'anniversaire du massacre de Sharpeville de 1960 aujourd'hui dédiée à la lutte de l'ANC, au grand dam des autres partis politiques anti-apartheid qui avaient payé un lourd tribut dans ce drame (voir sur ce point le texte n°14 du recueil[118]). C'est aussi plus largement le problème de l'exclusion des processus de valorisation de toutes les mémoires ordinaires (c'est à dire celles qui ne rentrent pas forcément dans ce cadre de la lutte anti-apartheid) qui est ici posé : les résultats de la recherche-action portant sur les mémoires urbaines menée dans le quartier de Yeoville à Johannesburg n'a finalement rencontré qu'un intérêt poli mais tiède de la part des pouvoirs publics johannesbourgeois ; c'est probablement parce que le projet ne se focalisait pas sur ces mémoires de la lutte anti-apartheid mais plutôt sur l'ordinaire dans la construction de Johannesburg comme ville de migration par excellence, à travers son petit siècle d'histoire (Didier & Roux, à paraître en 2015). L'émergence d'une histoire publique ordinaire telle que l'entendait Hayden semble donc encore loin. Enfin, et c'est le troisième point de critique, l'appropriation par les résidents de ces grands projets n'est pas garantie, ce qui illustre probablement la limite la plus flagrante de l'approche *top-down* développée par les pouvoirs publics. Le problème du vandalisme des monuments historiques et des nouvelles œuvres d'art public destinées à célébrer le renouveau du sentiment national est ainsi fréquemment avancé comme la manifestation la plus nette du manque d'intérêt des populations concernées, en dépit des efforts de mise en place de processus participatifs dans la collecte et la valorisation des mémoires (voir à ce sujet Marschall, 2010). Au final, il semble que ces contestations et conflits renvoient aussi au problème de la définition du rôle que peuvent tenir ces mémoires dans les sociétés urbaines sud-africaines d'aujourd'hui.

---

118 S. DIDIER (2015): "'We cannot eat Robben Island' : Mémoire de la lutte anti-apartheid et générations politiques", *Questions Internationales*, 71, pp. 43-44.

Mobiliser les mémoires urbaines d'accord, mais pour quoi faire ? Processus de légitimation et enjeux de la prescription mémorielle

L'entreprise de victimisation de certains quartiers (et notamment des *townships* qui représentent la forme la plus connue des violences urbaines de l'apartheid) par les processus mémoriels décrits plus haut soulève un vrai problème qui a été récemment évoqué par Jacob Dlamini : penser le *township* uniquement comme un lieu de souffrance passée empêche d'en imaginer l'avenir, de manière positive, et le droit de mémoire à leur sujet doit aussi passer par un droit aux mémoires ordinaires, ni forcément heureuses, ni forcément malheureuses (Dlamini, 2009). Dlamini applique en quelques sortes à un quartier un commentaire sur les dangers de la victimisation, commentaire qui relevait auparavant exclusivement du corps social. Le travail de Dlamini nous renvoie finalement au rôle que ces mémoires doivent jouer dans le présent et surtout au delà dans l'avenir des quartiers concernés, puisque se projeter dans l'avenir est essentiel : c'est même une "posture spatio-temporelle" de base pour la planification urbaine, par exemple. Son point de vue est à ce titre important, car il vient quelque peu doucher l'enthousiasme mémoriel que l'on peut relever dans l'analyse scientifique de plusieurs expériences mémorielles dans des quartiers populaires sud africains. En fait, il s'agit plus ici d'un problème moral dans l'appréhension de la remémoration laquelle, selon Paul Connerton, est orientée depuis la Seconde Guerre mondiale et la Shoah par l'impératif du souvenir :

> "We may, therefore, say that there was an ethics of memory at the end of the twentieth-century, in the sense that there had not been an ethics of memory at the end of the nineteenth or eighteenth centuries. This structure of feeling has cast a shadow over the context of intellectual debate on memory, in the shape of the view, widely held if not universal, that remembering is usually a virtue and that forgetting is necessarily a failing." (Connerton, 2011 : 33)

Le premier exemple que je prendrai à ce sujet est celui de Prestwich dans la ville du Cap. En Juin 2003, le creusement de fondations à Prestwich Place, dans le quartier péricentral de Green Point, a révélé au grand jour près de 3,000 squelettes. Ces restes humains, enterrés au 17ème et 18ème siècle dans un cimetière informel qui était à l'époque localisé à l'extérieur des limites de la ville, représentaient les dépouilles de toute une frange marginale de la société capetonienne coloniale : esclaves, prostituées, marins, interdits de cité dans les cimetières de la ville, avaient été enterrés là. Cette inhumation accidentelle a été le point de départ d'une mobilisation de quartier baptisée "Hands Off Prestwich Place"

qui a duré près d'un an, animée par des activistes locaux, des résidents, des historiens universitaires aussi, déjà très impliqués dans le traitement d'autres questions mémorielles au Cap. La mobilisation avait pour but de contester le projet immobilier dont l'excavation avait été le point de départ. Après un an de mobilisation et de contestation de cet avenir possible de Prestwich, le mouvement a obtenu la construction d'un ossuaire où les squelettes furent relogés, et d'un mémorial commémorant la présence de ces indésirables dans la ville et dans l'histoire de la ville du Cap. Pour Julian Jonker et Karen Till qui ont évoqué cette expérience dans la littérature scientifique du champ des études mémorielles (Jonker & Till, 2009 ; Till, 2012), l'épisode est révélateur de l'attachement aux lieux dans des villes caractérisées par des formes extrêmes de violence passées faites à leurs résidents, et révèle donc une forme de continuité entre le corps et le quartier. Il n'est pas surprenant à ce titre que les activistes du mouvement que Jonker et Till ont interviewés soient aussi en grande partie issus de la génération de résidents capetoniens qui ont subi un déplacement forcé du centre vers les périphéries du Cap durant l'apartheid en raison de leur appartenance raciale : pour Till, ces résidents de Prestwich ont ressenti pour le lieu et pour ses habitants une véritable obligation morale, par delà les générations, et allant bien au-delà de l'expérience de la mobilisation ponctuelle de 2003.

> "In other words, residents' actions and voices communicated an experience of the city -their city- as inhabited by both the dead and the living, as a reservoir of multiple histories and stories, and as offering a range of possible futures, many of which are not yet 'visible' in dominant representations of the contemporary urban landscape. They also understood their obligation to care for this place as a means to take care of each other." (Till, 2012: 11).

Par cet exemple de Prestwich, Till rejoint ainsi le présupposé attaché à l'analyse des mémoires urbaines et mobilisé dans les politiques publiques locales comme dans le travail des militants : s'approprier les mémoires du quartier serait un préalable à prendre soin du quartier, la base d'une *ethics of car*e pour reprendre l'expression, assez intraduisible en Français, de Till. La recherche engagée à Yeoville que j'ai précédemment évoquée, se donnait également comme but militant de promouvoir l'intégration sociale dans ce quartier péricentral largement paupérisé depuis les années 1990. Nous partions aussi de l'idée que l'appropriation des mémoires ordinaires de quartier par les résidents actuels devait leur permettre de mieux se situer par rapport au collectif que représente le quartier et d'en prendre soin collectivement. Si les résultats des ateliers menés avec les anciens et les nouveaux résidents ont montré que les histoires partagées à travers les générations de résidents de Yeoville leur permettaient en effet de se reconnaître comme appartenant à une histoire collective du quartier sur le temps long, il n'est pas sûr que cette dynamique soit forcément porteuse sur le long terme : outre le faible nombre de personnes touchées

par les animations autour de la mémoire du quartier organisées à l'occasion du Yeoville Studio (ateliers, expositions et événements publics, etc.) par rapport à la population totale du quartier, il s'agit aussi de quartiers dont la population est très volatile et en rapide *turn-over*. La construction d'une mémoire collective dans ces conditions pose donc problème, ce qui finalement n'est pas propre à Johannesburg mais est bien représentatif de la plupart des villes du Sud qui connaissent un accroissement récent de leur population ; c'est bien sûr particulièrement le cas des villes d'Afrique sub-saharienne soumises depuis le début des années 2000 à des processus rapides d'exode rural et de migrations internationales passant par les plus grandes métropoles. Il n'est pas sûr que dans seulement 5 ans, le travail de collecte mémorielle réalisé dans le cadre du projet puisse être d'une quelconque utilité pour créer du lien social dans le quartier, faute de relais puissant pris par un acteur public (ainsi que je l'ai mentionné plus haut) ou par une association dynamique en charge de valoriser et d'animer ce patrimoine : c'est avec ces réserves en tête que nous avions d'ailleurs abordé le projet, et pour ma collègue Naomi Roux et moi, ce volet du Yeoville Studio sur les mémoires était plus un moyen de mettre en confiance les résidents assistant aux ateliers et dont la participation à la production de connaissances sur le quartier était avant tout sollicitée sur des questions de logement, d'espaces publics et de commerce informel, toutes questions jugées prioritaires par les partenaires associatifs du projet. En théorie aussi, la principale association de quartier partenaire du projet devait se réapproprier une série de marches urbaines thématiques construites à partir des témoignages croisés des résidents anciens et récents de Yeoville, afin de proposer à des visiteurs des visites guidées qui devaient aussi permettre de créer des opportunités d'emploi locales, mais ce projet n'a pas dépassé le stade de la conception après l'inauguration officielle des tours : arriver à vivre de ces tours est un travail à plein temps, nécessitant un capital important en termes de systèmes de réservation, publicité, etc., tous éléments qui manquaient à l'association engagée sur plusieurs fronts à la fois (voir pour une discussion critique de la valorisation des mémoires comme stratégie de développement le texte n°15[119]).

Pour revenir à Prestwich Place, le bilan du mouvement est complexe à mener dix ans plus tard : la mobilisation a permis la prise en compte par la législation provinciale et locale de ce type de patrimoine jusqu'alors assez mal protégé à ces échelles ; elle s'est aussi soldée par la construction en dur d'un mémorial, mais qui ne diffère pas tellement des autres

119 S. DIDIER & N. ROUX (à paraître en 2015) : "The Yeoville Stories project: looking for public history in Johannesburg", in BENIT-GBAFFOU C. (ed.) *Lessons from Yeoville*, Pretoria : UNISA Press.

mémorials édifiés depuis la fin de l'apartheid. Ce n'est donc pas tant dans ses résultats directs que le cas me semble intéressant mais plutôt parce qu'il montre un glissement net d'une mémoire considérée comme objet des mobilisations à une mémoire entendue comme registre : le projet immobilier baptisé The Rockwell qui avait déclenché le mouvement de mobilisation à Prestwich consistait en un complexe combinant hôtel de luxe, restaurant, centre de conférences et appartements de standing, sur une parcelle à très forte valeur vénale. La mobilisation représente donc aussi une forme de contestation de sens, celle de la valeur uniquement marchande de l'espace urbain telle quelle est conçue dans le cadre de l'expansion mondiale du néolibéralisme. Si les militants de Prestwich se sont certes appuyés sur la mémoire de l'oppression tant coloniale que d'apartheid dans leur argumentaire, c'est bien plus d'une contestation de l'ordre néolibéral actuel qu'il s'est agi sur le fond des débats. Le quartier de Green Point dans lequel est localisé Prestwich est à ce titre l'un des plus marqués par l'augmentation des prix du foncier et par les phénomènes de gentryfication qui touchent le péricentre du Cap depuis le début des années 2000. On peut dès lors noter un glissement par rapport aux expériences de la fin des années 1990 de mobilisation mémorielle autour des quartiers populaires qui ont subi la politique d'apartheid (comme celui de District 6 au Cap précédemment évoqué, mais aussi Sophiatown à Johannesburg). Le droit de mémoire ici revendiqué rejoint donc des enjeux plus généraux et universels de droit à la ville, mais les référents mémoriels mobilisés ont bien été "emboîtés" : la mobilisation de Prestwich a autant emprunté à la prescription mémorielle nationale dans son argumentaire, à savoir celle de la commémoration des violences de la colonisation et à celle de la lutte anti-apartheid ainsi que je l'ai évoqué plus haut, qu'à une lutte plus globale contre le capitalisme tardif et ses manifestations urbaines.

Le cas de Prestwich n'est pas un cas isolé, et une mobilisation plus récente, toujours au Cap, a focalisé l'attention du monde militant comme de celui des chercheurs au cours de l'année 2013 : le secteur de Princess Vlei, un bassin d'écoulement des eaux de surfaces (ce qu'on appelle en Afrikaans un *vlei*) localisé dans les quartiers populaires *coloured* de la ville et utilisé comme base de loisirs depuis les années 1960, a subi à ce moment une procédure de *rezoning* de la part de la municipalité. Ce *rezoning* devait permettre la construction d'un grand complexe commercial associé à un pôle de transports publics et privés. À l'initiative de plusieurs activistes locaux très impliqués dans la protection de l'environnement quotidien de ces quartiers, un vaste mouvement composé de résidents locaux, de commerçants informels et d'activistes opérant à l'échelle de toute la ville a activement contesté la procédure de *rezoning* par des manifestations de rue, la mise en place d'activités culturelles autour du *vlei* et surtout la collecte et la valorisation dans la

lutte des mémoires du lieu (Ernston, 2014). Le mouvement a fini par obtenir gain de cause en avril 2014, ainsi que l'a précisé le communiqué immédiatement publié sur leur site :

> "This represents a significant victory for civil society. **It is a testament to the power of collective imagination, the power of memory, and the tenacity and determination of those who recognised that the value of this space far out-weighs the value of a shopping mall.** The communities most invested in Princess Vlei have limited financial resources. At times it seemed impossible that we would win against the march of profit. But as one resident remarked to us “If our people stand together we can win this thing.” Princess Vlei represents what can happen when citizens take ownership of their city, and collaborate to ensure that what they value is respected." (Pitt, 2014, c'est moi qui souligne)

Là encore, la mémoire du lieu, qui fonctionne comme une série de mémoires emboîtées de l'oppression, des temps coloniaux au temps d'aujourd'hui en passant par l'apartheid, s'utilise au service d'une cause plus générale. Le registre mémoriel a fonctionné ici aussi comme argument moral dans la contestation : par l'énoncé de la légende tragique de la princesse de Princess Vlei (voir à ce sujet la FIG.9), puis par l'évocation du temps de l'apartheid, un processus de scandalisation était lancé, par lequel il s'agissait de faire honte à la municipalité et au capitalisme.

FIG. 9 : Bandeau de présentation du site du Princess Vlei Forum

On reconnaît sur le logo du Forum une aigrette symbolisant la zone humide, ainsi que le profil de la princesse et une ronde de résidents unis superposés sur la forme en goutte d'eau du *vlei* et le profil de la montagne de la Table. La légende de Princess Vlei dit qu'une princesse Khoisan, violée par les explorateurs portugais, aurait tant pleuré que ses larmes auraient formé le *vlei*.

Source : [URL : http://www.princessvlei.org/], capture réalisée le 11 octobre 2014

La mémoire et le piège du localisme: histoires de nostalgie à Johannesburg

À travers ces exemples, on comprend la force de ces processus de légitimation utilisant la mémoire comme registre central : l'histoire de l'Afrique du Sud est une histoire de la dépossession perpétuelle, sur une base de lutte pour l'appropriation du territoire, de la conquête coloniale à la période d'apartheid (Fauvelle-Aymard, 2006). Faire intervenir la

mémoire est un moyen en ville de se légitimer fortement pour rester sur place ou pour "reconquérir" des territoires perdus, et donc un moyen potentiellement dangereux de par la capacité d'exclusion quelle créée, notamment aux dépends des plus pauvres et plus généralement des moins aptes à faire reconnaître leurs droits à la ville (migrants étrangers sans droits civiques locaux notamment). On reconnaît ici le piège du localisme relevé par Purcell dans son analyse théorique du Droit à la Ville. Comme il le rappelle, le Droit à la Ville n'est pas pour autant un droit à exclure, ce que font par exemple certains mouvements NYMBIstes en se revendiquant de l'échelle locale pour mobiliser et agir :

> "Selon moi, s'il prétend revendiquer un droit à la ville, un mouvement d'habitants doit se mobiliser autour d'un programme dont la revendication, au moins pour partie, porte sur le droit d'habiter l'espace. En outre, si l'on veut que le droit à la ville puisse résister spécifiquement à la néolibéralisation, ce droit à habiter l'espace devrait être délibérément compris comme une alternative au droit à posséder l'espace et à en tirer profit. L'espace-en-tant-qu-habité devrait ainsi être considéré comme une antithèse de l'espace transformé en marchandise du néolibéralisme. Les mouvements d'habitants peuvent cependant élaborer des programmes très différents. Ils peuvent par exemple revendiquer le droit à ce que 'des gens comme moi' habitent mon quartier, et concevoir ce droit comme opposé au droit des 'gens pas comme moi' à habiter ce quartier." (Purcell, 2003, pp. 47-48)

Cette capacité de mobilisation de la mémoire pour produire de l'exclusion est particulièrement nette dans le contexte johannesbourgeois, aussi parce que cette ville est probablement celle en Afrique du Sud qui a connu les transformations les plus radicales des anciennes inerties socio-spatiales héritées de l'apartheid. En l'espace d'une vingtaine d'années, le centre-ville et l'*inner city* ont connu des transformations radicales tant raciales (*White Flight* vers les quartiers Nord parallèlement à une levée de l'interdiction de résidence pour les « non-Blancs ») que sociales (forte paupérisation associée à la fin des années 1990 à une image de déclin combinant dégradation physique des quartiers et forte criminalité) et économiques (départ des fonctions financières vers les quartiers Nord de la ville). Cette combinaison complexe de phénomènes relativement comparables dans leur mécanique aux transformations qui ont pu affecté les centre-villes étatuniens à partir des années 1950, prend bien évidemment des formes et des tournures spécifiques aux enjeux raciaux, sociaux et politiques du pays. Si la transformation a été largement couverte dans la littérature à l'occasion d'analyses très fines (Guillaume, 2001 ; Beavon, 2004), les formes d'attachement et d'identification des populations résidant aujourd'hui dans ces quartiers restent un point obscur. Les acteurs des politiques publiques en matière d'urbanisme sont également souvent prompts à en ignorer les caractéristiques. Il y a bien donc un problème d'articulation entre énonciation de politiques publiques de régénération activées par la municipalité depuis le début des années 2000 (Bremner, 2000),

connaissance des identités de quartier et reconnaissance des formes d'attachement aux lieux de ces populations. Enfin, l'enjeu des quartiers centraux n'est pas que destiné aux populations l'ayant nouvellement investi : la Ville de Johannesburg compose politiquement avec des processus privés (encore timides) de gentryfication qu'elle soutient, l'objectif étant bien ici de ramener au centre les classes moyennes massivement parties dans les quartiers Nord dans le courant des années 1990. L'enjeu est ici de taille, car il ne s'agit pas seulement de régénération du bâti et de sécurisation de l'espace public pour répondre aux standards de qualité de vie des classes moyennes, mais bien aussi de transformer les perceptions qu'ont ces classes moyennes, et singulièrement les classes moyennes blanches, de ces quartiers qui font véritablement pour eux figure de *terra incognita* depuis plus d'une génération.

De fait, la description courante de ces quartiers de l'*inner city* est tout à fait exemplaire, un "métarécit de la crise" ("*meta narrative for crisis*") pour reprendre l'expression de Sarah Nuttall et Achille Mbembe (Nuttall & Mbembe , 2008), mélangeant racisme, peur du crime, et xénophobie dans des descriptions apocalyptiques des trajectoires du centre-ville et de l'i*nner-city.* Un blog très connu des Johannesbourgeois, intitulé "the Death of Johannesburg"[120] donne un bon exemple de ce schéma narratif. Créé en 2006 par un Blanc sud-africain expatrié, ce blog propose des sortes de safaris-photos réalisés dans divers quartiers de l'*inner-city* entre 2006 et 2008. Ces entrées de blog sont l'occasion de longues manifestations de nostalgie, c'est à dire de commentaires sur la distance croissante ressentie par le blogger par rapport à un espace/temps particulier (Gervais-Lambony, 2012). La nostalgie n'est cependant pas ici une forme bénigne d'expérience du temps qui passe : elle s'accompagne de commentaires racistes et violents et d'une interprétation politique blâmant le nouveau régime noir pour la crise et le déclin urbain du centre. Ici, le parallèle avec les travaux de Svetlana Boym sur les villes post-socialistes est tout à fait parlant (Boym, 2001) : ce blog johannesbourgeois est bien un cas de "nostalgie restaurative", qui sous-entend que tout allait mieux du temps de l'apartheid[121] et que ce sont les nouveau résidents (sous-entendu les Noirs et les étrangers) qui sont responsables de la chute du centre-ville. Bien sûr, ce blog est particulièrement extrême dans sa démonstration, et fait montre de revanchisme dans sa manipulation du sentiment nostalgique.

D'autres formes de la nostalgie du centre-ville sont plus ambivalentes, et témoignent en

---

120 [URL: http://deathofjohannesburg. blogspot.fr/2006/07/visit-to-yeoville.html], accédé pour la dernière fois en Août 2014.

121 Par exemple, le gestionnaires du site fait à plusieurs reprises l'apologie de la politique de développement séparé de Verwoerd, le grand architecte des premières années de l'apartheid.

revanche d'un changement progressif de perception de ces quartiers paupérisés. On en voit la trace dans les nouveaux tours organisés à pied du centre-ville qui sont apparus sur le marché du tourisme depuis les années 2008-2009[122]. Une partie de la clientèle de ces tours est composée de touristes internationaux, mais une autre partie est constituée de jeunes gens aisés vivant dans les quartiers Nord de la ville qui, grâce à ces tours, peuvent faire l'expérience d'un centre-ville qu'ils ne fréquentent d'habitude jamais. Ici, il ne s'agit pas vraiment de nostalgie restaurative : la plupart de ces visiteurs sont en majorité Blancs et jeunes (entre 20 et 30 ans) et n'ont pas connu le centre pendant la période d'apartheid (FIG.10). Il s'agit plutôt d'une forme de "fausse nostalgie" au sens donné par Arjun Appadurai (Appadurai, 1996), mais je dirais plutôt d'une "nostalgie dérivée" car leurs parents leur ont transmis leurs propres souvenirs du centre : un parallèle pourrait être fait ici avec les travaux de Marianne Hirsch sur la transmission par les parents à leurs enfants de la mémoire de Czernowitz, ville historiquement tiraillée entre empire austro-hongrois, Roumanie et Ukraine, mais ville-référence d'une identité juive moderne en Europe centrale depuis le milieu du XIXème siècle, physiquement effacée à partir de la Seconde Guerre mondiale (Hirsch & Spitzer, 2011). La plupart des visiteurs assistant aux tours de Johannesburg sont toutefois très sensibles au transformations sociales et raciales du centre, et font montre également d'une grande empathie par rapport à la complexité des problèmes que rencontrent les habitants actuels. La plupart des guides sont d'ailleurs très militants dans leur démarche, et font la promotion d'une ville véritablement inclusive, au sens donné par les activistes du Droit à la Ville.

FIG. 10 : À propos de la photographie de couverture ; Eloff street et la nostalgie du centre-ville de Johannesburg

La photographie proposée en couverture de ce mémoire d'Habilitation méritait quelques explications, et ce chapitre de proposition sur l'articulation entre mémoire et ville m'en donne une occasion toute trouvée. Cette photographie représente un plateau de jeu de Monopoly adapté à la ville de Johannesburg : c'est un plateau de jeu historique de surcroît, datant probablement des années 1970, et qui fut mis en vente fin 2013 sur *bdiorbuy.co.za*[123] par un vendeur sud-africain essayant certainement de capitaliser sur la nostalgie de la période d'apartheid. Le cadrage choisi n'est pas anodin : il montre l'équivalent de la rue de la Paix de la version parisienne du jeu, à savoir Eloff street, la grande artère commerçante du centre-ville qui débouche sur l'entrée monumentale

122 Travail de terrain en cours à Johannesburg en 2013-2014, basé sur de l'observation participante pratiquée dans 16 tours organisés de trois à cinq heures chacun dans le centre et d'entretiens approfondis avec six guides.

123 *Bidorbuy.co.za* est un *ebay* local.

de la gare de Park Station avec ses têtes d'éléphants sculptées et la relie au parc Oppenheimer, célèbre pour sa statue aux impalas devant laquelle les parents photographiaient leurs enfants à l'occasion de leurs sorties *shopping* hebdomadaire au centre-ville. Sauf que cette description n'est plus vraiment d'actualité aujourd'hui. L'entrée monumentale de Park Station est murée, la statue aux impalas, après bien des aventures, a été déplacée dans le secteur sécurisé du centre-ville qui abrite les sièges sociaux des grandes firmes minières. Eloff street elle-même, ancien haut-lieu du shopping de luxe, accueille aujourd'hui de petits commerces et les enseignes de grandes chaînes génériques peu remarquables. Les fonctions commerçantes sont restées, les commerçants informels sont aussi très présents dans un quartier commerçant dont la clientèle a (racialement comme socialement) radicalement changé, mais plus de trace d'Eloff street sur les plateaux de jeu contemporains (éditions 2002 et après) qui accordent désormais la valeur maximale des rues johannesbourgeoises du jeu à Sandton square, l'épicentre de la puissance financière et commerciale des quartiers Nord vers lesquels ont glissé une large part des activités métropolitaines entre le début des années 1970 et la fin des années 1990. Mais ces remarques vont bien au delà de l'anecdotique, et surtout bien au-delà des simples changements de la valeur vénale des quartiers dans la ville qui fonde le jeu de Monopoly lui-même (Fleury & Théry, 2002), et qui pourrait faire lire cette photographie comme une métaphore des effets du capitalisme sur la ville. Plusieurs guides du centre-ville évoquent en effet aujourd'hui ce plateau de jeu dans leurs tours à pied organisés, et font ouvertement référence à Eloff street comme symbole de la gloire passée de Johannesburg et du centre-ville. Ce faisant, ils usent d'un objet ordinaire (le plateau de jeu), reproduisant les techniques aujourd'hui privilégiées dans les musées mémoriels, pour suggérer des dynamiques urbaines dont l'énoncé purement statistique serait fort abstrait pour leur clientèle. Dans le même mouvement, en utilisant un objet-référence du monde de l'enfance de la classe moyenne blanche johannesbourgeoise, ils provoquent la nostalgie chez leurs clients majoritairement issus de cette classe moyenne blanche qui a déserté le centre ville depuis deux décennies. C'est bien d'une madeleine spatio-temporelle qu'il s'agit ici, à la fois dans sa suggestion du temps perdu et de l'espace qui lui était associé, et cette madeleine est mobilisée par les Johannesbourgeois qui participent aux tours, dans leur négociation individuelle et intime du changement urbain.

La nostalgie n'est donc pas forcément une émotion manipulable dans des projets réactionnaires, tout comme la valorisation des mémoires n'est pas forcément qu'émancipatrice... Mais les processus encore timides de gentryfication du centre que j'ai évoqués plus haut pourraient tout aussi bien s'appuyer sur ces mémoires nostalgiques du centre pour légitimer l'exclusion des résidents actuels : c'est une conséquence que nous avions en tête lors de notre travail à Yeoville, et qui pose aussi un problème éthique aux

chercheurs engagés dans les processus de valorisation des mémoires[124].

Analyser les mémoires urbaines en Afrique du Sud, c'est analyser, on l'aura compris, tout autant des processus de redressement des torts causés dans le passé (et singulièrement le passé d'apartheid) que des processus de légitimation au présent. L'ambivalence des expériences de valorisation des mémoires, prises entre échelle nationale et échelle locale, au service de la justice spatiale mais manipulable dans des processus d'exclusion, oblige les chercheurs impliqués dans des programmes de recherche-action sur la mémoire à réfléchir à la dimension éthique de leur travail et aux possibles utilisations de ces mémoires. Particulièrement dans les villes du Sud, des projets de collecte de mémoire, financés par les bailleurs internationaux et plus ou moins articulés à des interventions artistiques, ont fait leur apparition depuis une dizaine d'années, mais la réflexion sur la durabilité de ces projets est rarement aboutie. Par ailleurs, lorsque les mouvements sociaux urbains s'emparent de la mémoire, c'est bien lorsqu'elle est un registre dans la mobilisation que son utilisation semble la plus efficace. Tout se passe comme si finalement le registre mémoriel permettait en leur ouvrant la voie de renouveler des registres plus anciennement pratiqués (droit aux services urbains, droit au logement, etc.) mais au nom desquels les mobilisations seraient désormais moins efficaces, ce que tendrait à prouver le tour violent pris par les mouvements sociaux urbains en Afrique du Sud depuis dix ans. En ce sens, la mémoire apparaît bien comme un rempart contre les effets pervers du capitalisme, en tant que ressource ultime et renouvellement des registres dans les revendications pour le droit à la ville, mais sa transformation vers un véritable projet émancipateur au-delà du temps du conflit est encore incertaine...

124 La capacité à exclure les plus faibles engendrée par le processus de remémoration a également été montrée par les travaux de Talja Blokland sur les mémoires des quartiers populaires au États-Unis et aux Pays-Bas (voir notamment Blokland, 2001).

Références bibliographiques

P. Alexander (2012) :"Rebellion of the Poor: South Africa's Service Delivery Protests – A Preliminary Analysis.", *Review of African Political Economy*, 37 (123), pp. 25-40.

A. Appadurai (1996) : *Modernity at large: cultural dimensions of globalization*, Minneapolis : University of Minnesota Press.

K. Archer (1997) : "The limits to the imagineered city : sociospatial polarization in Orlando", *Economic Geography*, pp. 322-336.

M. Augé (1992) : "Un ethnologue à Disneyland", *Le Monde Diplomatique*, août.

E. Avila (2006) : *Popular culture in the age of White Flight. Fear and fantasy in suburban Los Angeles*, Berkeley : University of California Press.

J.-C. Barat (1988) : "RER A : cap sur le Royaume Enchanté", *Cahiers de l'I.A.U.R.I.F.*, 86, pp. 48-55.

A. Barry, T. Osborne & N. Rose (eds.) (1996) : *Foucault and Political Reason: Liberalism, Neo-Liberalism, and Rationalities of Government*, Chicago : University of Chicago Press.

J. Baudrillard (1991) : *Amérique*, Paris : Le Livre de Poche, (Biblio Essais), [première édition 1986, Paris : Grasset].

J.-F. Bayart 2(008) : "Comparer en France. Petit essai d'autobiographie disciplinaire", *Politix*, 3 (83), version électronique non paginée, [URL : https://www.cairn.info/revue-politix-2008-3-page-205.htm#s1n4].

V. Béal (2010) : "*Does neoliberalism matter*? Apports et limites d'une notion montante des urban studies dans la science politique française", *Cahiers Européens du Pôle Ville*, 1, document de travail du Programme "Villes et territoires", Sciences Po Paris.

R.A. Beauregard (1993) : *Voices of decline : the postwar fate of U.S. cities*, Cambridge : Blackwell.

R.A. Beauregard (2003) : "City of superlatives", *City and Community*, 2, pp. 183-199.

C. Beavon (2004) : *Johannesburg: the making and shaping of the city*, Pretoria : UNISA Press.

C. Bénit-Gbaffou, S. Didier, E. Dorier-Apprill & P. Gervais-Lambony (2007) : "Fragmentation", in E. Dorier-Apprill & P. Gervais-Lambony (eds.), *Vies citadines*, Paris : Belin, pp. 15-39.

C. Bénit-Gbaffou, L. Fourchard & A. Wafer (2012) : "Local politics and the circulation of community security initiatives in Johannesburg", *International Journal of Urban and Regional Research*, 36 (5), pp. 936-957.

J. Berg (2004) : "Private policing in South Africa: the Cape Town City Improvement Districts-pluralisation in practice", *Society in Transition*, 35(2), pp. 224-250.

K. Bezdecny (2015) : "Imagineering uneven geographical development in Central Florida", *Geographical Review,* 105 (3), pp. 325-343.

E.J. Blakely & M.G. Snyder (1999) : *Fortress America : gated communities in the United States*, Washington, D.C. : Brookings Institution Press [première édition 1997].

T. Blokland (2001) : "Bricks, Mortar, Memories: Neighbourhood and Network in Collective Acts of Remembering", *International Journal of Urban and Regional Research*, 25 (2), pp. 269-283.

F. Bouillon (2009) : *Les mondes du squat. Anthropologie d'un habitat précaire*, Paris : PUF/Le

Monde.

J. Bodnar (2015) : "Reclaiming public space, Editorial", *Urban Studies*, 52 (12), pp. 2090-2104.

S. Bouillon (2015) : "Johannesburg, étranger dans sa ville", *Libération*, 29 mai 2015.

S. Boym (2001) : *The future of nostalgia*, New York : Basic Books.

L. Bremner (2000) : “Reinventing the Johannesburg inner city”, *Cities*, 17 (3), pp. 185-193.

N. Brenner (2009) : "What is critical urban theory?", *City*, 13 (2-3), pp. 198-207.

N. Brenner & N. Theodore (2002a) : “Cities and the geographies of ‘actually existing neoliberalism’ ”, *Antipode*, 34 (3), pp. 349-379.

N. Brenner & N. Theodore (eds.) (2002b) : *Spaces of neoliberalism: urban restructuring in North America and Western Europe*, Blackwell : Oxford.

W. Brown (2002) : "At the edge", *Political Theory,* 30 (4), pp. 556–576.

R. Brunet & O. Dollfus (1990) : *Mondes Nouveaux, Géographie Universelle vol. 1,* Paris : Hachette-Reclus.

T. Bunnel (2015) : "Antecedent cities and inter-referencing effects: Learning from and extending beyond critiques of neoliberalization", *Urban Studies*, 52 (11), pp. 1983-2000.

M. Burawoy & K. Von Holdt (2012) : *Conversations with Bourdieu: the Johannesburg moment*, Johannesburg : Wits University Press.

P. Burke (2005) : *History and Social Theory*, Ithaca, New York & Londres : Cornell University Press.

R. Castel (2013) : *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris : Folio Essais [première édition Anthème Fayard 1995].

N. Castree (2006) : "From neoliberalism to neoliberalisation: consolations, confusions, and necessary illusions", *Environment and Planning A*, 38(1), pp.1-6.

G. Cazes (1988) : "Les grands parcs de loisirs en France : réflexions sur un nouveau champ de recherches", *Travaux de l’Institut de Géographie de Reims*, 73-74, pp. 57-89.

D. Chakrabarty (2000) : *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*. Princeton : Princeton University Press.

V. Chaturvedi (ed.) (2012) : *Mapping Subaltern Studies and the Postcolonial*, Londres : Verso.

I. Chesneau & M. Roncayolo (2008) : *L'Abécédaire de Marcel Roncayolo : introduction à une lecture de la ville*, publication en ligne du PUCA, [URL : http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/IMG/pdf/rapport-abecedaire-marcel-roncayolo-lecture-ville.pdf].

B. Collignon (2012) : *Volume 1: positionnement de recherche*, dossier d'Habilitation à Diriger des Recherches, Université Paris 7 Diderot.

T. Coltier (1988) : "Les parcs à thème", *Les Cahiers d’Espace*, 9, spécial Équipements de loisirs, pp. 22-29.

P. Connerton (2011) : *The spirit of mourning. History, memory and the body*, Cambridge : Cambrdge University Press.

I. Cook (2008) : "Mobilising urban policies: The policy transfer of US Business Improvement Districts to England and Wales", *Urban Studies*, 45(4), pp. 773-795.

I. Cook *et al*. (2005) : "Positionality / situated knowledge", in *Cultural Geography: a Critical Dictionary of Key Ideas*, D. Atkinson, P. Jackson, D. Sibley & N. Washbourne (eds.), Londres : IB Tauris, pp. 16-26.

M. Davis (1994) : *City of quartz: excavating the future in Los Angeles*, Londres : Verso [première édition 1990].

M. Davis (1998) : *Ecology of fear : Los Angeles and the imagination of disaster,* New York : Vintage.

M. Dear & S. Flusty (1998) : “Postmodern urbanism”, *Annals of the Association of American Geographers*, 88, pp. 50-72.

S. De la Loza (2011) : *The Pocho Research Society's field guide to erased and invisible stories*, Seattle : University of Washington Press.

H. Desbois (2012) : *Les mesures du territoire : aspects techniques, politiques et culturels des mutations de la carte topographique,* dossier d'Habilitation à Diriger des Recherches, vol. 1, Université de Lyon 2.

S. Didier (2000) : *Une île dans la vile : invention, négociation et mise en pratique du modèle de ville Disney à Anaheim, Californie, 1950-2000*, thèse de Doctorat en Géographie, Université Paris I-Panthéon-Sorbonne.

S. Didier (2001) : "Comment aborder la question du changement dans la ville ? Une tentative par l’entrée "gouvernance"", préactes du séminaire PRISMA4-*Processus d’identification socio-spatiale dans les Amériques*, Toulouse 10-11 mai 2001, pp. 157-162.

S. Didier (2005) : "Sécession urbaine et initiative des résidents dans un espace post-suburbain : l’exemple du comté d’Orange en Californie", *Les papiers du CIEU,* 7, pp. 93-99.

S. Didier (2007) : "Les Yippies à Disneyland, ou la perturbation d’un espace contrôlé", encadré du chapitre "Imprévu", in *Vies citadines*, E. Dorier-Apprill & P. Gervais-Lambony (eds), Paris : Belin, p. 143.

S. Didier, I. Berry-Chikhaoui, B. Florin & P. Gervais-Lambony (2007) : "Mémoires", in E. Dorier-Apprill & P. Gervais-Lambony (eds.), *Vies citadines*, Paris : Belin, pp. 209-233.

S. Didier & N. Roux (à paraître en 2015) : "The Yeoville Stories project: looking for public history in Johannesburg", in Bénit-Gbaffou C. (ed.) *The Yeoville Studio, lessons for practitioners and academics*, Pretoria : UNISA Press.

M. Dikeç (2010) : "Colonial minds, postcolonial places", *Antipode*, 42 (4), pp. 801-805.

T. Dirsuweit & F. Schattauer (2004) : "Fortresses of desire: Melrose Arch and the emergence of urban tourist spectacles", *GeoJournal,* 60(3), pp. 239-247.

J. Dlamini (2009) : *Native nostalgia*, Johannesburg : Jacana Media.

G. Dorel (1988) : "Les parcs Disney aux États-Unis : un impact considérable. Le cas de Disney-World (Floride)", *Travaux de l’Institut de Géographie de Reims*, 73-74, pp. 91-100

D.J. Downey & D.A. Smith (2011) : "Metropolitan reconfiguration and contemporary zones of transition: conceptualizing border communities in postsuburban California", *Journal of Urban Affairs*, 33 (1), pp. 21-44.

A. Dubresson (2008) : "Urbanisme entrepreneurial, pouvoir et aménagement, les City Improvement Districts au Cap", *in* Dubresson A., Jaglin S. (eds), *Le Cap après l’apartheid. Gouvernance urbaine et changement urbain,* Paris : Karthala, pp. 183-215.

U. Eco (1994) : *La guerre du faux*, Paris : Le Livre de Poche, (Biblio Essais), [première édition 1985, Paris : Grasset].

R. Epstein (2013) : *La rénovation urbaine. Démolition-reconstruction de l'État*, Paris : Presses de Sciences Po.

A. Erll (2011) : "Travelling Memory", *Parallax*, 17 (4), pp. 4-18.

H. Ernstson (2013) : "Re-translating nature in post-apartheid Cape Town: The material semiotics of people and plants at Bottom Road.", *Actor-Network Theory for Development Working Paper 4*, Institute for Development Policy and Management, University of Manchester, [URL : http://www.cdi.manchester.ac.uk/resources/ant4d].

A.-M. Eyssartel & B. Rochette (1992) : *Des mondes inventés : les parcs à thème*, Paris : Editions de La Villette.

F.-X. Fauvelle-Aymar (2006) : *Histoire de l'Afrique du Sud*, Paris : Le Seuil.

J. Ferguson (2009) : "The uses of neoliberalism", *Antipode*, 41, pp. 166-184.

M.-F. Fleury & H. Théry (2002): "Le succès mondial du Monopoly", *Mappemonde*, 66 (2), pp. 33-37.

S. Fol & M. Morange (2014) : "Ville, néolibéralisation et justice", introduction au numéro 6 de *Justice spatiale|Spatial justice*, [URL : http://www.jssj.org/article/neoliberalisation-ville-et-justice-spatiale/]

F. Folio (2007) : "La criminalité à Maputo, Mozambique : origine, distribution et répercussions spatiales", *Cybergeo*, article n°380, [URL : https://cybergeo.revues.org/7492#tocto2n6].

M.A. Fouéré (2010) : "La mémoire au prisme du politique", *Cahiers d'Études Africaines*, 1 (197), pp. 5-24.

L. Fourchard (2006) : "Privatisation and fragmentation of policing in South-Western Nigeria", *Trialog*, 89, pp. 27-31.

P. Gervais-Lambony (2012) : "Nostalgies citadines en Afrique du Sud", *Espacestemps.net*, [URL : http://www.espacestemps.net/articles/nostalgies-citadines-en-afrique-sud//].

P. Gervais-Lambony & F. Landy (2007) : "On dirait le Sud...", *Autrepart*, 41, pp. 3-14.

M. Gevisser & E. Cameron (1995) : *Defiant desire: gay and lesbian lives in South Africa*, New York : Routledge.

C. Gintrac & M. Giroud (eds.) (2014) : *Villes contestées: pour une géographie critique de l'urbain,* Paris : Prairies Ordinaires.

A. Glick Kudler (2014) : "The 10 hottest Los Angeles neighborhoods for flipping", *CURBED L.A.*, 7 juillet 2014.

J.D. Goss (1993) : "The Magic of the Mall : an analysis of form, function and meaning in the retail built environment", *Annals of the Association of American Geographers*, 83, pp. 18-47

P. Guillaume (2001) : *Johannesburg : Géographie de l'exclusion*, Paris/Johannesburg : IFAS/Karthala.

C. Hamilton, V. Harris, M. Pickover, G. Reid, R. Saleh & J. Taylor (Eds.) (2002) : *Refiguring the Archive*, Dordrecht : Kluwer Academic Publishing.

C. Hancock (2012) : *Pour une géographie de l'altérité. Corps de l'Autre et espaces de subjectivation politique*, Volume inédit de Mémoire d'habilitation à diriger les recherche, Université Paris Diderot.

G. Hart (2008) : "The Provocations of Neoliberalism: Contesting the Nation and Liberation after

Apartheid", *Antipode*, 40 (4), pp 678-705.

F. Hartog (2002) : *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris : Le Seuil.

D. Harvey (2003) : “The right to the city”, *International Journal of Urban and Regional Research*, 27 (4), pp. 939-941.

D. Harvey (2006) : *Spaces of global capitalism: towards a theory of uneven geographical development*, Londres : Verso.

D. Hayden (1995) : *The power of place: Urban landscape as public history*, Cambridge : MIT Press.

B. Hibou (ed.) (1999) : *La privatisation des Etats*, Paris : Karthala.

M. Hirsch & L. Spitzer (2011) : *Ghosts of home: the afterlife of Czernowitz in Jewish memory*, Berkeley : University of California Press.

A. Hlongwane A. (ed.) (2008) : *Footprints of the "class of 76": Commemoration, Memory, Mapping and Heritage*, Johannesburg : Hector Pieterson Memorial & Museum .

M. Houssay-Holzschuch (2010) : *Crossing boundaries*, Volume inédit de Mémoire d'habilitation à diriger les recherche, Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

M. Houssay-Holzschuch & E. Thébault (à paraître en 2015) : "Dis-locating public space: Occupy Rondebosch Common, Cape Town", *Environment & Planning A.*

L. Hoyt (2006) : "Importing ideas: The transnational transfer of urban revitalisation policy", *International Journal of Public Administration*, 29, pp. 221-243.

A. Huyssen (2003) : *Present pasts: urban palimpsests and the politics of memory*, Stanford : Stanford University Press.

K. Iveson (2013) : "Cities within the City: Do-It-Yourself Urbanism and the Right to the City", *International Journal of Urban and Regional Research*, 37 (3), pp. 941–56.

K.T. Jackson (1985) : *Crabgrass frontier: the suburbanization of the United States*, Oxford : Oxford University Press.

S. Jaglin & A. Dubresson (eds.) (2009) : *Le Cap après l’apartheid : gouvernance métropolitaine et changement urbain*, Paris : Karthala.

T. Jazeel (2014) : "Subaltern geographies: Geographical knowledge and postcolonial strategy", *Singapore Journal of Tropical Geography*, 35, pp. 88-103.

J. Jonker & K.E. Till K. (2009) : "Mapping and excavating spectral traces in postapartheid Cape Town", *Memory Studies*, 2, pp. 1-31.

I. Joseph (1984) : *Le Passant considérable, Essai sur la dispersion de l’espace public*, Paris : Méridiens.

F. Khan (2002) : "The roots of environmental racism and the rise of environmental justice in the 1990s", in D. Macdonald (ed.), *Environmental justice in South Africa,* Ohio : Ohio University Press, pp. 15-47.

N. Klein (2008) : *The history of forgetting : Los Angeles and the erasure of memory*, Londres : Verso [première édition 1997].

R. Kling, S. Olin & M. Poster (1995) : *Postsuburban California : the transformation of Orange County since World War I*I, Berkeley : University of California Press, [première édition 1991, Berkeley : UC Press].

K.A. Kolnick (2008) : *Order before zoning: land use regulation in Los Angeles 1880-1915*, thèse de Doctorat en Urbanisme, University of Southern California.

C. Kuljian (2009) : "The Congress of the People and the Walter Sisulu Square of Dedication: from public deliberation to bureaucratic imposition in Kliptown", *Social Dynamics*, 35 (2), pp 450-464.

K. Landman (2004) : “Who owns the roads? Privatizing public space in South African Cities through neighbourhood enclosures”, présentation au symposium *Privatization of Urban Space*, la Nouvelle Orléans, 26-27 février 2004.

W. Larner (2003) : "Neoliberalism?", *Environment and Planning D: Society and Space,* 21(5), p. 509-512.

D. Latouche (1998) : "Du bon usage de l’accommodement urbain", *Géographie et Cultures*, 26, pp. 25-44.

H. Lefebvre (1968) : *Le Droit à la ville*, Paris : Economica/Anthropos (1ère édition).

L. Lees (2011) : "The geography of gentrification: Thinking through comparative urbanism", *Progress in Human Geography*, 36, pp. 155-171.

H. Lefebvre (2000) : *La production de l'espace*, Paris : Economica/Anthropos [première édition 1974].

S. Lehman-Frisch (2013) : "Daily Life in Great American Cities : Expériences citadines de la ségrégation et de la gentrification", dossier d'Habilitation à Diriger des Recherches, vol. 1, Université Paris Ouest Nanterre la Défense.

C. Lemanski (2014) : "Hybrid gentrification in South Africa: Theorising across southern and northern cities", *Urban Studies*, 51, pp. 2943-2960.

B. Lepetit (1994) : "Temps des formes, temps des usages", *Le Courrier du CNRS*, 81, pp. 73-74.

J. Logan & H. Molotch (1987) : *Urban fortunes: the political economy of place*, Berkeley: University of California Press.

S. Marschall (2010) : “Private Sector Involvement in Public History Production in South Africa: The Sunday Times Heritage Project”, *African Studies Review*, 53 (3), pp. 34-59.

E. McCann & K. Ward (2010) : "Relationality/territoriality: toward a conceptualization of cities in the world", *Geoforum,* 41, pp. 175-184.

E. McCann (2011) : "Urban policy mobilities and global circuits of knowledge", *Annals of the Association of American Geographers*, 101, pp. 107-130.

C. McFarlane (2010) : "The comparative city: knowledge, learning, urbanism", *International Journal of Urban and Regional Research*, 34, pp. 725-742.

G. Myers (2011) : *African Cities: Alternative Visions of Urban Theory and Practice*, Londres & New York : Zed Books.

C. McWilliams (1973) : *Southern California: An Island on the Land,* Salt Lake City : Gibbs-Smith, Peregrine Smith Books [première édition 1946].

F. Miraftab (2007) : "Governing post-apartheid spatiality: Implementing City Improvement Districts in Cape Town", *Antipode*, 39(4), pp. 602-626.

D. Mitchell (1995) : "The end of public space ? People’s Park, definitions of the public, and democracy", *Annals of the Association of American Geographers*, 85 (1), pp. 108-133.

D. Mitchell (2003) : *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*, New York :

Guilford Press.

M. Morange & Y. Calbérac (2012) : "Géographies critiques "à la française" ?", *Carnets de géographes*, nº 4, septembre 2012, Rubrique "Carnets de débats", [URL : http://www.carnetsdegeographes.org/PDF/debat_04_01_Morange_Calberac.pdf]

M. Morange & S. Didier (2006) : "Security discourses, community participation and the power structure in Cape Town, 2000-2006", *Urban Forum,* 17 (4), pp. 59-85.

M. Morange & A. Spire (2014) : "Le droit à la ville est-il soluble au Sud ?", *Métropolitiques*, [URL : http://www.metropolitiques.eu/Le-droit-a-la-ville-est-il-soluble.html].

E. H. Monkkonen (1985) : "What urban crisis ? A historian's point of view", *Urban Affairs Quaterly*, 20 (4), pp. 429-447.

J. Monnet (1993) : *La ville et son double : la parabole de Mexico*, Paris : Nathan, (Essais & Recherche).

A. Nahnsen (2002) : *Emergency on planet Cape Town: Competing discourses and practices of desire and fear in a post-apartheid city*, thèse de Doctorat, Oldenburg University, Allemagne.

W. J. Nicholls (2011) : "The Los Angeles School : difference, politics, city", *International Journal of Urban and Regional Research*, 35 (1), pp. 189-206.

P. Nora (ed.) (1984–1992) : *Les lieux de mémoire*, vol. I-III, Paris : Gallimard.

S. Nuttall & A. Mbembe (2008) : *Johannesburg: the elusive metropolis*, Durham : Duke University Press.

P. Ong (1981) : "An Ethnic Trade: The Chinese Laundries in Early California", *Journal of Ethnic Studies*, 8 (4), pp. 95-113.

S. Parnell & J. Robinson (2012) : "(Re)theorizing cities from the global South: Looking beyond neoliberalism", *Urban Geography,* 33(4), pp. 593-617.

J. Peck, N. Theodore & N. Brenner (2010) : "Postneoliberalism and its malcontents", Antipode, 41(1), pp. 94-116.

J. Peck, N. Theodore & N. Brenner (2013) : "Neoliberal Urbanism Redux?", *International Journal of Urban and Regional Research*, 37 (3), pp. 1091-9.

J. Peck & N. Theodore (2010) : "Recombinant workfare, across the Americas: Transnationalizing 'fast' social policy", *Geoforum*, 41, pp. 195-208.

E. Pieterse (2011) : "Grasping the unknowable: coming to grips with African urbanisms", *Social Dynamics*, 37(1), pp. 5-23.

B. Pitt (2014) : "A vlei is saved !", [URL: http://www.princessvlei.org/articles/a-vlei-is-saved], mis en ligne le 28 mars 2014 sur le site du Princess Vlei Forum, accédé le 20/06/2014.

N. Pons-Vignon, A. Segatti & R. Bush (eds.) (2013) : "Revisiting the South African developmental impasse: the national neoliberal revolution", *Review of African Political Economy*, numéro spécial 138.

M. Purcell (2003a) : "Islands of practice and the Marston/Brenner debate: toward a more synthetic critical human Geography", *Progress in Human Geography*, 27 (3), pp. 317-332.

M. Purcell (2003b) : "Citizenship and the Right to the global city: reimagining the capitalist world order", *International Journal of Urban and Regional Research*, 27 (3), pp. 564-590.

M. Purcell (2009) : "Le droit à la ville et les mouvements urbains contemporains", *Collège*

international de Philosophie | *Rue Descartes*, 1 (63), pp. 40-50.

C. Rassool & S. Prosalendis (eds.) (2001) : *Recalling community in Cape Town: creating and curating the District Six Museum*, Cape Town : District Six Museum Foundation.

C. Rassool (2007) : "Memory and the Politics of History in the District Six Museum", in Murray, N., Shepherd, N. and Hall, M. (eds), *Desire Lines: space, memory and identity in the post-apartheid city*, Londres et New York : Routledge, pp. 113-127.

A. Reading (2011) : "Identity, memory and cosmopolitanism: The otherness of the past and a right to memory?", *European Journal of Cultural Studies*, 14 (4), pp. 379-394.

J. Robinson (2003) :"Postcolonialising geography: tactics and pitfalls", *Singapore Journal of Tropical Geography,* 24 (3) : 273–89.

J. Robinson (2006) : *Ordinary Cities: Between Modernity and Development*, Londres : Routledge.

J. Robinson (2011) : "Comparisons: colonial or cosmopolitan?", *Singapore Journal of Tropical Geography*, 32 (2), pp. 125-40.

M. Roncayolo, P. Garcia & J. Lévy (1998) : "Au carrefour des Sciences sociales", *Espaces/Temps*, 68/69/70, pp. 102-108.

H. Rousso (2007) : “Vers une mondialisation de la mémoire”, *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 2(94), pp. 3-10.

M. Rousseau (2011) : *Vendre la ville (post-)industrielle. Capitalisme, pouvoir et politiques d’image à Roubaix et à Sheffield (1945 2010)*, thèse de Doctorat en Sciences politiques, Université Jean Monnet, Saint-Etienne – Université de Lyon.

T.R. Samara (2010) :""Policing development: urban renewal as neo-liberal security strategy", *Urban Studies*, 47, pp. 197-214.

SANPARKS (2001) : *Stakeholder participation in developing park management plans*, Pretoria : SanParks Conservation Services Division, 16 p.

A. Schafran (2013) : "Origins of an urban crisis: the restructuring of the San Francisco Bay Area and the Geography of foreclosure", *International Journal of Urban and Regional Research*, 37 (2), pp. 663-688.

A.J. Scott & E.W. Soja (eds.) (1996) : *The city: Los Angeles and urban theory at the end of the twentieth century*, Berkeley : University of California Press.

N. Smith (1996) : *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*, New York : Routledge.

N. Smith (2002) : "New globalism, new urbanism: Gentrification as global urban strategy", *Antipode*, 34, pp. 427-450.

E.W. Soja (2000) : *Postmetropolis : critical studies of cities and regions*, Oxford : Blackwell.

E.W. Soja (1992) : "Inside Exopolis: Scenes from Orange County", in *Variations on a theme park: the new American city and the end of public space*, M. Sorkin (ed.), New York : Hill & Wang, pp. 94-122.

M. Sorkin (ed.) (1992) : *Variations on a theme park: the new American city and the end of public space*, New York : Hill & Wang.

J.-F. Staszak (2001) : "La ville américaine comme miroir", *Espaces et Sociétés*, 107 (4), pp. 9-14.

J.-F. Staszack e*t al.* (eds.) (2001) : *Géographies anglosaxonnes. Tendances contemporaines*,

Paris : Belin.

C.N. Stone (1993) : “Urban regimes and the capacity to govern. A political economy approach”, *Journal of Urban Affairs*, 15 (1), pp. 1-28.

J. Swanepoel (2013) : *Custodians of the Cape Peninsula: A historical and contemporary ethnography of urban conservation in Cape Town,* Mémoire de Master en Anthropologie, Université de Stellenbosch.

K.E. Till (2012) : "Wounded cities: Memory-work and a place-based ethics of care", *Political Geography*, 31, pp. 3-14.

C. Tilly (2002) : "Historical analysis of political processes", in *Handbook of sociological theory*, J.H. Turner (ed), New York : Kluwer academic/Plenum, pp. 567-588.

H. Tobar (2015) : "Viva gentrification!", *New York Times*, 21 mars 2015, Sunday Review section op-ed.

S. Tonnelat (2001) : "Times Square Business Improvement District", *Villes en Parallèle*, 32-33-34.

E. Töpfer, V. Eick & J. Sambale (2007) : "Business Improvement Districts - new instrument for containment and exclusion: Lessons from North America and Britain", PROKLA 37(4), pp. 511-528.

D. Vidal (2007) : "Fofoca. Vulnérabilité identitaire et contrôle social à Brasília Teimosa", in *Vies citadines*, E. Dorier-Apprill & P. Gervais-Lambony (eds), Paris : Belin, pp. 68-69.

D. Voldman (1999) : "Sur les 'crises' urbaines", *Vingtième siècle, Revue d'Histoire*, 64, pp. 5-10.

K. Von Holdt (2013) : "South Africa: The Transition to Violent Democracy", *Review of African Political Economy,* 40 (138), pp. 589-604.

K. Ward (2006) : "Policies in motion”, urban management and state restructuring: The translocal expansion of Business Improvement Districts", *International of Urban and Regional Research*, 30(1), pp. 54-75.

S. Warren (1994) : “Disneyfication of the Metropolis : popular resistance in Seattle”, *Journal of Urban Affairs*, 16 (2), pp. 89-107.

B. Yeoh (2004) : "Cosmopolitanism and its exclusions in Singapore", *Urban Studies,* 41, pp. 2431-2445.

S. Zukin (1991) : *Landscapes of power : from Detroit to Disneyworld*, Berkeley : University of California Press.

H.M. Zunino (2006) : "Power relations in urban decision-making: neo-liberalism, ‘techno-politicians’ and authoritarian redevelopment in Santiago, Chile", *Urban Studies*, 43(10), pp. 1825-46.

Table des figures

FIG.1 : Tableau : Récapitulatif des objets et questionnements de recherche.....7

FIG.2 : Photographie : South Central Los Angeles, Mai 1992.....9

FIG.3 : Carte inédite : Organisation spatiale et emboîtement des enceintes du Disneyland Resort.....29

FIG.4 : Encadré : Transformation du régime d'accommodement à Anaheim (Californie) 1950-2000..... 31

FIG.5 : Encadré : Trois modèles théoriques de Forums participatifs pour le Parc National de la Montagne de la Table au Cap, tels qu'expérimentés entre 1995 et 2015..... 34

FIG.6 : Encadré : Changer de terrain, de la Californie du Sud à l'Afrique du Sud. .49

FIG.7 : Encadré : *Problematic emergence* : innovation et filiation dans l'adoption de formes particulières de privatisation de la ville..... 68

FIG. 8 : "Leaving Yeoville".....74

FIG. 9 : Capture d'écran : Bandeau de présentation du site du Princess Vlei Forum 94

FIG. 10 : Encadré : À propos de la photographie de couverture ; Eloff street et la nostalgie du centre-ville de Johannesburg..... 97

Table des matières

Remerciements.....1

Avant-propos.....2

CHAPITRE UN : TEMPS ET POUVOIR DANS LA VILLE.....9

Burn, baby, burn..... 9

De la crise.....13

Changement et inertie..... 18

Histoires de pouvoir à Anaheim et au Cap.....25

Ville par le bas et ville contraire, entre l'archive et l'entretien.....36

Conclusion : de la difficulté de s'inscrire en France dans le champ des Études urbaines critiques..... 41

CHAPITRE DEUX : LES VOYAGES DANS L'ESPACE/TEMPS DU NÉOLIBÉRALISME : Bilan et proposition de recherche.....46

Avant propos.....46

Trajectoire d'une recherche 1 : de la gouvernance sécuritaire au Cap.....49

Trajectoire d'une recherche 2 : ... à un engagement avec la théorie de la néolibéralisation.....53

Petite précision : de l'usage de la théorie... de sa contestation, et du comparatisme..... 56

Proposition pour redonner une place au temps..... 64

CHAPITRE TROIS : LA MÉMOIRE ET LA VILLE, Bilan et proposition.....72

Droit de mémoire, droit à la ville en Afrique du Sud, préambule.....82

Une échelle urbaine des mémoires ?.....86

Mobiliser les mémoires urbaines d'accord, mais pour quoi faire ? Processus de légitimation et enjeux de la prescription mémorielle.....90

La mémoire et le piège du localisme: histoires de nostalgie à Johannesburg 94

Références bibliographiques..... 100

Table des figures.....109